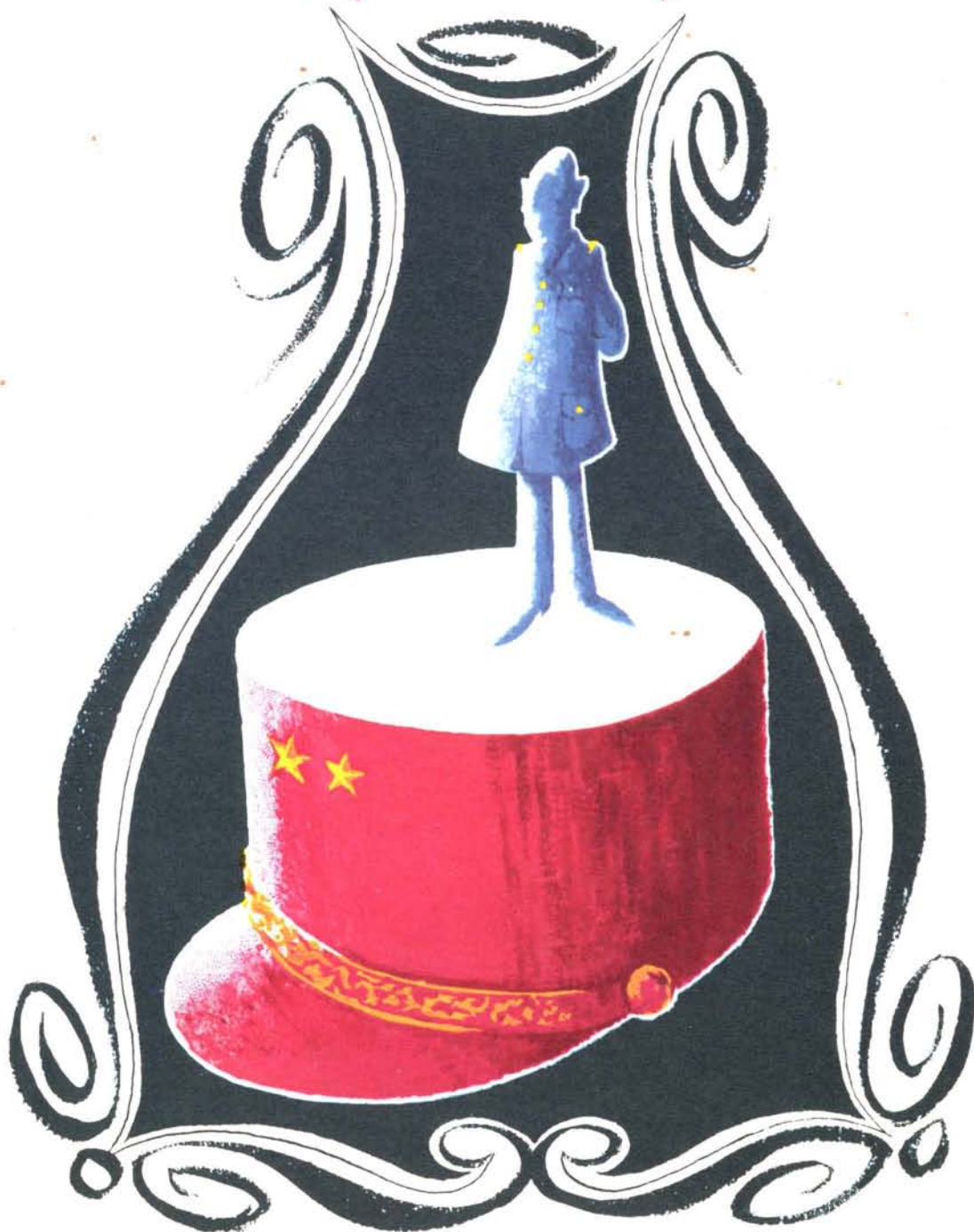


NOUVELLE SÉRIE - N° 1

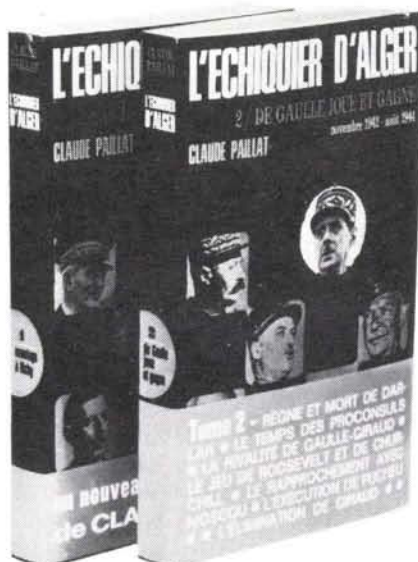
HIVER 1967-68 - 7,50 F

LE CRAPOUILLOT

Magazine non conformiste



LE PETIT
DE GAULLE
ILLUSTRÉ



Pour comprendre notre époque :

LA COLLECTION "L'HISTOIRE QUE NOUS VIVONS"

● **LA DYNASTIE DES KRUPP**

par Peter Batty

● **UNE PETITE VILLE NAZIE**

par William Sheridan Allen

● **LE CAS SORGE**

par F.W. Deakin et G.R. Storry

● **ANATOMIE DE L'ANGLETERRE**

par Anthony Sampson

● **L'ÉCHIQUIER D'ALGER**

par Claude Paillat

- 1) **Avantage à Vichy**
- 2) **De Gaulle joue et gagne**

ROBERT LAFFONT



Pour la première fois, une anthologie
de la musique militaire française
**MARCHES ET REFRAINS
DE L'ARMÉE FRANÇAISE**

1. - LA MONARCHIE
2. - LA RÉVOLUTION ET L'EMPIRE

**MARCHES ET REFRAINS
DE L'ARMÉE
FRANÇAISE**



Réalisées à partir
des archives du
Musée de l'Armée,
exécutées par les
musiciens de la
Garde Républicaine: 100 Marches,
des Croisades au
1^{er} Empire.

Le disque : 30 F
(franco 33 F).

Les 2 disq. : 60 F
(franco 65 F).

1 LA MONARCHIE

A paraître :

3. - le XIX^e siècle et l'épopée coloniale
4. - le XX^e siècle et les 2 guerres mondiales

*les 4 disques en souscription en un luxueux coffret
accompagné d'une brochure. Franco 115 F.*

*HOMMES ET FAITS du XX^e siècle, la
prestigieuse collection de disques d'histoire contemporaine.*

En vente chez tous les disquaires et à la S.E.R.P.
6, rue de Beaune, PARIS-7^e - C.C.P. 20.033-49
Catalogue gratuit sur demande

LE CRAPOUILLOT

Nouvelle série n° 1

Société d'Éditions Parisiennes Associées
R.C. Seine 63 B 5039

Direction - Rédaction - Administration - Publicité
12, rue du Croissant, Paris (2^e). TEL. : 508-46-32 (33, 34, 35)

CONSEIL DE DIRECTION

Jean BOIZEAU
Jean-François DEVAY
Roland LAUDENBACH

SECRETARIAT DE REDACTION

Jacques BOUSSAC

REALISATION TECHNIQUE

Guy PIAULT
Pierre GATINIOL

Abonnements (Tél. : 508-06-57)

4 numéros : FRANCE 25 F

ETRANGER 28 F (Taxes aériennes en sus)

C.C.P. : SEPA, Paris 19-618-03

(Pour changement d'adresse, joindre 1 F et la dernière bande)

Imprimerie Lang Grandemange
36 à 42, avenue Marc-Sangnier
92 - VILLENEUVE-LA-GARENNE



Le directeur de la publication : J.-F. Devay
Dépôt légal : 4^e trimestre 1967

Le revoilà

Il y a quelques années, Jean Galtier-Boissière, l'homme le plus indépendant, le plus généreux et le plus désintéressé que j'ai connu, consacrait un numéro du CRAPOUILLOT à Pétain-de Gaulle. On y trouvait des articles de pétainistes acharnés, de gaullistes inconditionnels et aussi de ceux qui, comme moi, mettaient ces deux zèbres dans le même képi sans toutefois donner une égale importance à l'échauffourée de Montcornet et à la bataille de Verdun...

Aujourd'hui j'imagine que, soucieux de commenter l'actualité avant que ceux qui en sont les éphémères figurants soient tombés dans l'oubli, Galtier-Boissière n'eût sans doute pas manqué, en songeant aux amateurs de petits faits sans importance, aux charmants originaux bien connus des bouquinistes, aux maniaques de l'érudition à fonds perdu qui, après nous, dans cent ou cent cinquante ans se demanderont qui pouvait bien être ce de Gole, de Geole ou de Gaulle dont le nom se retrouve toujours aux côtés d'autres inconnus : le mystérieux Capitant, l'inquiettant Chabanais D'el Mas, le suspect Moriak, l'énigmatique parfumeur Pawelski et l'obscur Poupidon ou Pondipou, Galtier n'eût pas manqué, dis-je, d'écrire, à ses moments perdus, entre deux verres de Château-Chalon, la plaisante et objective biographie de Monsieur de Gaulle, personnage épisodiquement historique à titre temporaire.

Il était donc normal que l'œuvre de Galtier fut poursuivie par ceux qui, désormais, ont pris la responsabilité de nous restituer le cher CRAPOUILLOT que nous avions cru à tout jamais perdu pour nous. Eh bien le revoilà, tel que Galtier nous l'a laissé : impertinent, anti-conformiste, se fichant du tiers comme du quart et accueillant les opinions les plus opposées, si choquantes ou si scandaleuses qu'elles se manifestent, à condition que ceux qui les expriment ne relèvent que de leur sincérité.

C'est ce qu'on appelait naguère le respect de la liberté d'expression et de la liberté de conscience...

Cette vie de de Gaulle, que l'on nous raconte ici, aurait pu s'intituler : histoire d'un fait divers...

Car il s'agit bien d'un fait divers dont l'Histoire ne retiendra pas grand-chose...

Il n'y a que cet imbécile de Peyrefitte et quelques autres valets arrivistes aux longues oreilles et aux dents longues pour parler sans rire des « dimensions historiques » de leur patron.

Flatteries et obséquiosités sans conséquence de domestiques qui se méfient les uns des autres, se sachant à la merci de l'humeur capricieuse de leur maître...

Depuis plus de vingt ans nous assistons, indifférents mais goguenards, à la fabrication d'une statue en contre-plaqué sur socle d'argile.

Le mensonge est, comme le tabac ou les allumettes, monopole d'état.

— Voilà, nous dit-on, en pied, grandeur nature, le père de la résistance.

Et le public intimidé et conditionné croit sur parole que la résistance est une création gaulliste...

Et ta sœur, chère opinion publique ?

La résistance a toujours existé, elle s'est manifestée chaque fois qu'un pays était occupé par l'ennemi du moment.

Les Espagnols ont résisté à Napoléon, dans la Ruhr les Allemands ont résisté à Poincaré...

Et la Commune de Paris, qu'est-ce que c'était donc !

On nous raconte qu'un certain 1er avril qui, cette année-là, tombait le 18 juin, un général en cavale en Angleterre, lança de Londres un appel aux Français.

Cet appel, qui l'a entendu ?

Un Français sur un million.

Le 18 juin de ce premier avril-là, les Français avaient d'autres soucis que d'écouter Rina Ketty, Tino Rossi ou Charlot...

Cet appel, si on veut bien l'analyser, n'est autre chose que le premier discours de la campagne électorale d'un candidat sans programme.

— A nous deux Paris ! s'écriait Rastignac personnage immortel celui-là parce que sorti de l'imagination d'un écrivain de génie.

— A nous deux Vichy ! s'écria plus modestement sous le regard protecteur de Churchill un général inventé par Pétain.

C'est la vie de ce général touriste que l'on vous conte ici objectivement.

Telle quelle...

Les faits se passent de commentaires. Tous sont exacts, contrôlés, irréfutables et irréfutés.

Il suffira de lire cette biographie non romancée pour constater avec étonnement que notre « héros » est un personnage négatif, qu'il n'a influencé ni provoqué aucun événement, que l'Histoire qu'il n'a fait que traverser en se haussant le col eût été la même sans lui, bref que si sa taille avait été moins longue et son nez plus court la face du monde n'eût pas été changée.

M. de Gaulle n'est pas, comme on aime à le répéter dans une certaine presse et sur certains écrans, un chef d'Etat.

C'est tout au plus un haut-parleur.

Et l'on sait que, les paroles... autant en emporte le vent...

Henri JEANSON

Et d'abord, amis lecteurs, un mot d'excuse. Vous avez failli attendre.

Entre LE CRAPOUILLOT que vous tenez dans vos mains et le précédent numéro, il y a eu une longue éclipse traversée d'inquiétantes rumeurs.

On a même été jusqu'à raconter que le cher vieux « Crap » allait passer l'arme à gauche.

Pure calomnie !

La preuve... le revoici. Pétant de santé.

ET TOUJOURS LIBRE.

Oui, voici le premier numéro d'un CRAPOUILLOT nouvelle série. Et non pas d'un Nouveau CRAPOUILLOT. Cette épithète à la mode sous laquelle de précoces vieillards s'efforcent de masquer des ficelles archi-usées conviendrait bien mal au vigoureux journal fondé dans la boue des tranchées par l'indomptable, le généreux Jean Galtier-Boissière.

Il se trouve seulement que le flambeau légué par le « Chevalier braillard » — comme Henri Jeanson appelait amicalement Galtier — change de mains. Une nouvelle équipe prend la relève. C'est la nôtre.

Et nous n'en sommes pas peu fiers.

LE CRAPOUILLOT reste LE CRAPOUILLOT. Fidèle à la tradition-maison du débouillage de crâne, il est ouvert à tous les authentiques bagarreurs, de quelque horizon qu'ils se présentent, qui voudront nous aider à remettre les choses au point et les gens à leur place.

Autant dire qu'il y a de quoi faire en l'an X de la Cinquième !

Un avertissement, toutefois. Ce premier numéro risque de vous surprendre par sa conception. Il n'est pas pareil à ceux qui suivront. C'est tout bonnement un manuel d'Histoire qui vous rappellera peut-être vaguement le Mallet-Isaac de vos années studieuses.

Mais il y a manière et manière de raconter l'Histoire... et les histoires.

Nous avons laissé au vestiaire les marques extérieures de respect qui sont la triste spécialité des bagigraphes en bicornes. Nous avons été indiscrets. Mais chaque événement, chaque anecdote, chaque trait cité a été contrôlé comme l'eût fait une commission de graves historiens. Chaque fois qu'un détail significatif risque de vous laisser sceptiques (nous l'avons bien été, nous, mille fois) nous indiquons une source où vous pouvez le recouper. D'une manière générale, nous n'avancons RIEN qui ne s'appuie sur une référence précise.

A vous de juger si « Le Petit de Gaulle illustré » a bien mérité du débouillage de crâne !

Un mot encore pour l'avenir. Nous ferons paraître chaque trimestre — pour commencer — un numéro du CRAPOUILLOT. Vous retrouverez dans les numéros suivants ces coups de gueule, ces polémiques, ces dossiers révélateurs, ces enquêtes délurées qui ont fait et feront la gloire du CRAPOUILLOT.

A bientôt donc.

Et si LE CRAPOUILLOT vous a plu, ne soyez pas égoïstes : dites-le donc à vos amis.

Merci.

L'ÉQUIPE DU CRAPOUILLOT

LE PETIT
DE GAULLE
ILLUSTRÉ



77 ANS D'HISTOIRES

CHAPITRE I

LE CAPITAINE
DE VERDUN

(1890 - 1918)



Les quatre fils de Gaulle en août 14 : le plus grand est le seul encore en vie.

I. - LES ANNÉES DE JEUNESSE ET DE FORMATION

1° Les origines familiales. — Charles, André, Joseph, Marie de Gaulle, est né à Lille, le 22 novembre 1890, second fils issu du mariage de Henri de Gaulle, professeur de l'enseignement libre et de Jeanne Maillot.

Malgré la particule, la famille de Gaulle n'est pas d'origine noble.

LE FAUX ANCETRE : Toute sa vie, Charles de Gaulle affectera de croire — mais son caractère facétieux laisse penser qu'il s'agit là de la première d'une longue série de mystifications — à ses quartiers de noblesse. Il n'hésitera pas, pour faciliter l'histoire, à situer lui-même le berceau de sa lignée en Normandie.

— Le premier de Gaulle connu commandait au XV^e siècle la ville de Vire ; ses troupes avaient repoussé les Anglais jusqu'à Carentan, confiait-il en mars 1963 à Léopold Senghor, président du Sénégal dont la femme est normande.

C'est la thèse reprise par un biographe officiel du général, Paul-Marie de la Gorce (1), qui n'hésite pas à le faire descendre d'un certain Richard de Gaulle qui aurait reçu en 1210 du roi Philippe-Auguste un fief à Elbeuf et dont les descendants se seraient illustrés pendant la guerre de Cent Ans.

En fait, les archives locales, mentionnent bien un

(1) P.M. de la Gorce, « De Gaulle entre deux mondes », Fayard, édit.

« Jean de Gaule, dit compagnon de Gaule, capitaine de la ville, chastelle et dongeon de Vire » mais celui-ci n'a laissé nulle trace de son héroïsme. Il rendit Vire aux Anglais en 1418 et à Azincourt, écrit l'historien Armand Gasté, « il eut peur au point de prendre la fuite avec les siens à la première volée de flèches anglaises ».

De toute façon, le surnom de « compagnon de Gaule » avec un seul L) désignait un certain Jean de Caulières, capitaine de Vire dès 1416, avec qui de Gaule n'a aucune filiation.

Vire n'a heureusement pas besoin d'avoir vu naître l'ancêtre du général pour être déjà célèbre en tant que berceau de l'andouille.

En réalité, le premier de Gaule connu fut Claude de Gaule, né vers 1630 et inhumé le 27 août 1691 dans l'église Saint-Loup de Châlons-sur-Marne. Il était commerçant. Son petit-fils, Jean-Baptiste de Gaule (né à Châlons-sur-Marne le 12-1-1720 et mort à Paris le 11-11-1797), bisaïeul du général était procureur, c'est-à-dire huissier, profession interdite à la noblesse sous peine de dérogeance.

Par sa mère, Charles de Gaule a dans ses veines du sang irlandais, du sang allemand et vraisemblablement du sang juif.

Un roi et des Kolb

En 1965, la presse française annonça avec enthousiasme que de Gaule descendait de Rudricus-le-Grand qui régna sur l'Irlande au III^e siècle avant Jésus-Christ. C'est vite dit. Il est seulement établi qu'un bisaïeul maternel du général, Andronicus Mc Cartan, était un Irlandais établi à Lille et appartenait au nombreux clan Mc Cartan fondé effectivement par Rudricus. La devise du clan était « Frappe » (déjà la force de... !) et dans ses armoiries figurait un serpent à la langue fourchue.

Plus intéressant est l'ancêtre maternel Kolb dont de Gaule révéla lui-même l'existence au cours de son voyage de 1962 en Allemagne. Ludwig Kolb (né le 17 août 1761 à Gruntzigen, Bade) appartenait au régiment de mercenaires suisses de Reinach. Les « Affreux » de l'époque ! Il aurait pu se louer au Grand Turc et la France n'aurait jamais vu naître Charles de Gaule. Il prit heureusement garnison à Maubeuge et, au célèbre clair de lune local, enfanta une fille nommée Louise qui devint en 1811 Mme Henri Maillot, arrière grand-mère maternelle du général.

Première intervention familiale dans la vie politique française : l'arrière grand-oncle de Charles de Gaule, Kolb-Bernard (2), député sous la III^e République, appuya le coup de force de Mac Mahon et lança l'idée des candidatures officielles que Mac Mahon voulait imposer au pays » (3).

Différents auteurs, dont Roger Peyrefitte dans « Les Juifs » relèvent que les Kolb sont d'origine israélite bien que Ludwig Kolb fut déjà converti au protestantisme (il présida à la fin de sa vie le Consistoire de Lille). Peyrefitte dit s'en être entretenu avec Pierre Mendès-France, grand fouilleur de généalogies, qui lui confia après la confidence allemande du général : « J'ai l'impression que de Gaule regrettera d'en avoir trop dit à ce sujet ».

Si la vocation militaire est absente de la tradition familiale de Charles de Gaule, son incontestable voca-



Charles se fit très tôt la tête de Jeanne d'Arc.

tion littéraire est d'origine congénitale. Ses proches ascendants se distinguèrent par un tracassin de la plume qui les amena à publier sur les sujets les plus divers d'innombrables ouvrages d'une remarquable insignifiance.

La Bibliothèque nationale détient un livre signé de Gaule et intitulé « Notes sur M. Bidault ». L'auteur, Julien-Philippe de Gaule, est le grand-père du général mais son Bidault n'a aucun lien de parenté avec l'exilé de Bruxelles : il s'agit d'un paysagiste oublié. La grand-mère du général, Joséphine Marie, fut un redoutable bas-bleu littéraire : on lui doit près de 150 romans comme « L'orphelin et la veuve », « Le Foyer de mon oncle » ou « Adhémar de Bel Castel » ainsi qu'un ineffable opuscule intitulé « Les hommes forts par le travail, la persévérance et la sobriété ». Jules de Gaule, entomologiste du dimanche, a laissé une œuvre touffue dont l'ouvrage-maître est un « Catalogue systématique et biologique des hyménoptères en France ». Mais le nom de Charles de Gaule envahit pour la première fois la littérature grâce à l'oncle Charles, Breton bretonnant qui se faisait appeler Barz bro c'hall (« le barde de Gaule ») et consacra un épais volume aux « Celtes au XIX^e siècle ».

2^e L'enfance et la jeunesse. — Le père de Charles de Gaule, Henri de Gaule, avait enseigné la philosophie, l'Histoire et la littérature au collège de l'Immaculée Conception tenu par les Jésuites rue de Vaugirard à Paris. Il fonda en 1907 l'Ecole Fontanes, rue du Bac, qu'il dirigea jusqu'au lendemain de la première guerre mondiale. Il semble avoir été un éducateur remarquable, à l'autorité et au rayonnement reconnus. Catholique intransigeant, patriote ardent, royaliste inébranlable (« Je suis un légitimiste ») il comptait parmi les premiers sympathisants de L'Action Française (4).

(4) En juin 1940, Maurice Pujo, rédacteur en chef de « L'Action Française », saluant favorablement l'entrée du général (à titre temporaire) de Gaule dans le ministère Paul Reynaud rappellera le souvenir d'Henri de Gaule, « cet homme éminent qui montrait tant de compréhension pour les idées de notre groupe de jeunes ».

(2) Ce nom n'est pas inconnu dans la marine française. Un certain Kolb-Bernard qui avait rejoint son cousin à Londres avec les galons de second-maître bénéficia d'un avancement-éclair et se retrouva capitaine de vaisseau. Il eût été promu amiral à la Libération si la Marine n'avait pas retrouvé dans ses archives la trace d'un lieutenant de vaisseau Kolb-Bernard qui avait été cassé de son grade avant la guerre dans des circonstances fâcheuses. Le marin brûlé de la famille fut discrètement orienté vers une lointaine carrière consulaire.

(3) Pierre Larousse, « Dictionnaire Universel du XIX^e siècle », supplément de 1878.



Ses parents : il ressemblera surtout à son papa.

Ses convictions dominaient son enseignement. Il n'hésitait pas à stigmatiser devant ses élèves « la République infâme ». Une de ses leçons semble avoir porté sur son fils :

— Il n'est point d'exemple, déclarait-il, qu'un plébiscite n'ait pas réussi à celui qui l'avait provoqué. Le plébiscite est la loi du nombre ; le nombre, c'est la bêtise.

L'avenir de son fils Charles préoccupait cependant Henri de Gaulle qui confiait alors à l'un de ses amis de la rue de Vaugirard : « Voyez-vous, mon cher, Charles montera très haut car il est intelligent mais il risque de finir très bas car il est d'un orgueil incroyable et se laissera entraîner sur une pente fatale par des gens qui se serviront de lui ».

Rossé par de Lattre

Charles de Gaulle, servi par une mémoire déjà remarquable se montra un élève studieux, particulièrement passionné pour les disciplines littéraires et historiques. Il lui était en revanche reproché une certaine morgue où ses camarades entrevoyaient de la sécheresse de cœur : « Charles a dû tomber dans la glacière », disait-on dans sa famille.

Il se flattait d'avoir inventé un langage à lui, le « siacnarf » : ce n'était que le français à l'envers comme s'y amusent tous les écoliers depuis des générations. Au collège de Vaugirard, il avait un ennemi irréconciliable alors appelé Delattre et qui devint plus tard Jean de Lattre de Tassigny. Le futur maréchal qui se destinait encore à Navale (une typhoïde devait l'empêcher de donner suite) nourrissait une violente antipathie pour les grands airs de Charles de Gaulle et lui flanquait en récréation des volées mémorables. C'est de là que date sans doute la jalousie rancunière que le « rossé » manifesta beaucoup plus tard à son tourmenteur.

Adolescent, Charles de Gaulle éprouva une indescriptible admiration pour l'œuvre d'Edmond Rostand, alors à l'apogée de sa gloire et dont il sut par cœur d'innombrables vers : c'est à l'influence de Rostand que se rattache la saynète en vers, intitulée « Une mauvaise rencontre » qu'il écrivit à l'âge de quatorze ans (cf. Lecture 1).

Plus tard, allaient s'ajouter l'influence de Barrès, celle de Maurras et de toute la jeune école nationaliste

française. Il est vraisemblable que ce climat d'exaltation cocardière ne fut pas étranger à la décision prise par ce jeune Charles de Gaulle de s'orienter vers la carrière des armes. A dix-sept ans, il confiait modestement à son camarade Lepoutre :

— Je serai général et commandant en chef.

II.- LES DÉBUTS DANS LA CARRIÈRE MILITAIRE

1° Le Saint-Cyrien. — Après avoir préparé Saint-Cyr au collège Stanislas, Charles de Gaulle est admis au concours de 1909 dans un rang moyen (119^e sur 221). La loi obligeait alors les futurs officiers à accomplir une année de service dans un corps de troupe avant leur entrée à l'Ecole. Charles de Gaulle est affecté au 33^e régiment d'Infanterie en garnison à Arras ; sa grande taille et son attitude distante lui valent son premier pseudonyme, « le Connétable ».

A Saint-Cyr où il entre en 1910, il sera connu comme « le paon » et « le sol-en-hauteur ». Vaniteux, peu liant mais appliqué « il pousse la minutie jusqu'à tenir une sorte de comptabilité personnelle des notes vraisemblables de ses camarades à l'occasion des colles afin de mieux délimiter au fil des mois les fluctuations du classement officieux » (5). Etiqueté « huile », fort-en-thème dans l'argot cyrard, il se voit attribuer en juillet 1911, à la fête qui marque la fin des études de sa promotion, le rôle de « Salhuile » (cf. Lecture II).

2° Le sous-lieutenant. — Sorti 13^e de sa promotion, la promotion « Fez » (dont le major est le futur maréchal Juin), Charles de Gaulle est affecté au même régiment où il avait servi deux ans auparavant : le 33^e régiment d'Infanterie en garnison à Arras. L'unité est commandée par le colonel Philippe Pétain qui semble à la fin de sa carrière. Charles de Gaulle témoigne à son chef une vive admiration. « Mon premier colonel, Pétain, me démontra ce que valent le don et l'art de commander », écrira-t-il plus tard. Le colonel Pétain, de son côté, porte des jugements très favorables sur son subordonné dont il apprécie la culture autant que le zèle. « A fait une brillante conférence sur les causes du conflit dans la péninsule des Balkans », indiquait-il en 1913 au dossier du jeune officier.

3° La guerre et la captivité. — Comme tous les jeunes officiers de sa génération, le capitaine Charles de Gaulle en août 1914 accueille la guerre avec ferveur, « imaginant sans horreur, écrira-t-il, cette aventure inconnue ». Ses exploits ne sont pourtant pas à la hauteur de ses ambitions. Le 15 août 1914, près de Dinan, une balle lui cause une plaie au péroné droit pour laquelle il va recevoir des soins à Arras. Il est envoyé au dépôt du 33^e... à Cognac et ne rejoint son unité qu'à la fin de l'année. Pas pour longtemps. Une égratignure à la main au cours d'une relève à Mesnil-les-Hurlus l'amène à contracter à l'hôpital... une scarla-

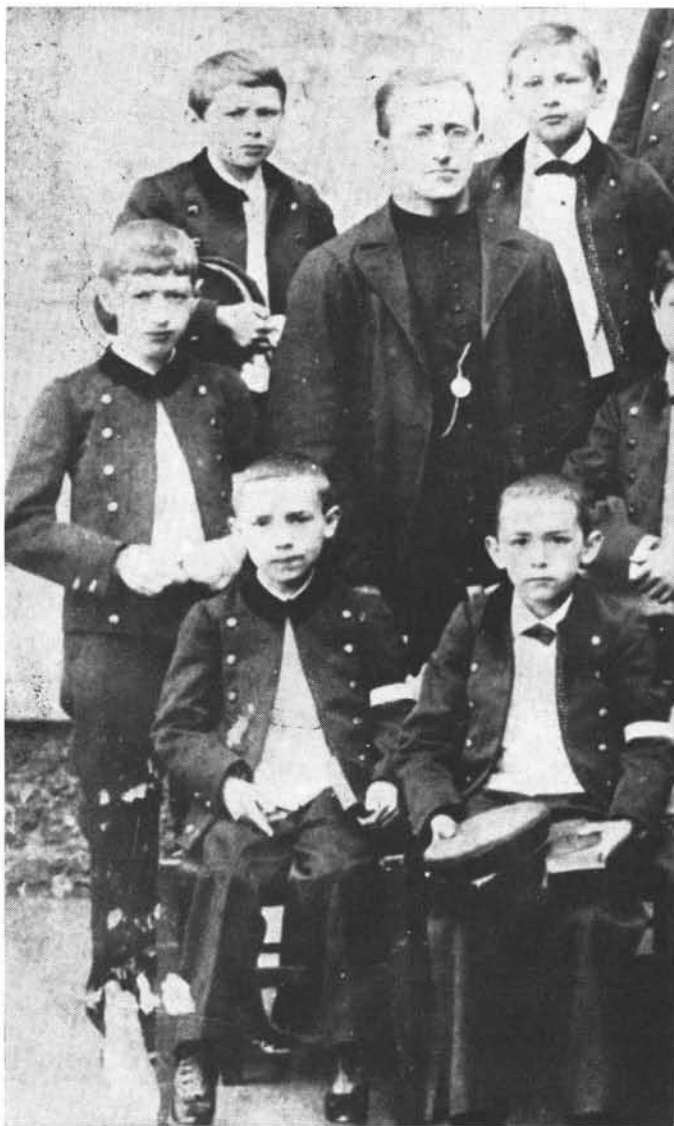
(5) Guy Raïssac, « Un combat sans merci », Albin Michel, édit.

tine. Longue convalescence. C'est seulement le 30 octobre 1915 qu'il prend le commandement effectif de sa 10^e compagnie. Quatre mois après, il rejoint le front de Verdun. Douze heures après sa montée en ligne, le 2 mars 1916, il est fait prisonnier par les Allemands. La guerre est finie pour lui.

« L'AFFAIRE » DE VERDUN : La voici lyriquement racontée par le journaliste David Schoenbrun (6), très apprécié dans les milieux gaullistes.

« C'était l'un des officiers les plus braves parmi ceux qui se trouvaient placés sous le commandement de Pétain. Si audacieux que ses camarades auraient parié qu'il ne verrait pas la fin de la guerre. Il prenait trop de risques et se portait volontaire pour les missions les plus dangereuses. Un vrai démon ! ... Les hommes du 33^e s'étaient battus comme des démons tandis que le flot ennemi submergeait les défenses de Douaumont. Le capitaine de Gaulle tirait à bout portant. Les Allemands s'engouffraient de tous côtés et réduisaient sa compagnie. C'était la fin. Un Allemand lui transperça la cuisse et l'abattit sur le sol comme un arbre immense frappé par la tempête. A ce moment même un obus éclata à quelques

(6) David Schoenbrun, « Les trois vies de Charles de Gaulle ».



Chez les Bons Pères, le premier uniforme de Charles de Gaulle, aisément reconnaissable.

mètres seulement, arrosant le champ de bataille d'éclats acérés et brûlants. L'un d'eux pénétra dans le crâne du géant abattu, étendu inanimé dans la boue et le sang. Charles de Gaulle demeura pendant des heures sur le champ de bataille, à demi enseveli, inconscient, à moitié mort. Quand il revint à lui, on le transportait dans l'obscurité. Il sut tout de suite qu'il ne reverrait pas les Français de sitôt car les voix qu'il percevait à travers la souffrance qui battait dans sa tête parlaient allemand ».

Pour sa part, le « Grand Larousse Encyclopédique » donne la notice suivante : « GAULLE (Charles de). Homme d'Etat français... Ayant la vocation des armes... se distingue dès le début de la première guerre mondiale : GRIEVELEMENT BLESSE, IL EST FAIT PRISONNIER A DOUAUMONT PAR LES ALLEMANDS (1916)... ».

Cette image du capitaine de Gaulle capturé, grièvement blessé, après un corps à corps héroïque est assurément glorieuse. La réalité fut cependant assez différente.

Le 28 février 1916, le capitaine Robert Destouches, commandant la 9^e compagnie du 110^e régiment d'Infanterie en ligne devant Douaumont où il a perdu un tiers de ses hommes en une semaine de combat, consigne sur son journal de guerre l'arrivée du capitaine de Gaulle, de la 10^e du 33^e :

« Le capitaine qui vient me relever se présente, badine à la main, gants beurre frais, l'air conquérant, dans un vêtement tout propre et tout juste bon à se promener sur le boulevard... De Gaulle est stupéfait qu'il n'y ait ni réseau de fil de fer organisé, ni abris pour les troupes, enfin que ce terrain ne ressemble pas du tout à celui que nous occupions dans le secteur de l'Aisne (Pontavert). »

Un drapeau blanc

Le capitaine Destouches est éberlué qu'on compare Verdun et Pontavert. Pontavert, c'est le secteur où l'on envoyait le régiment au repos. Verdun... c'est Verdun.

« J'ai beau lui dire, note-t-il, que depuis trois jours nous n'avons eu que des attaques, que nous n'avons pas un seul outil de génie, pas une pelle ou une pioche, que nous n'avons pas pu recevoir un centimètre de fil barbelé, il répond (... que) ce secteur n'est pas organisé ».

Verdun, secteur organisé !

« Peuchot (lieutenant) ayant eu la consigne à lui passer pour les mitrailleurs se fait agonir de sottises par cet énergumène tant et si bien qu'ensemble nous répondons textuellement : « Depuis trois jours, nous sommes sous un marmitage épouvantable, il n'y a pas un trou, pas une tranchée ; nous avons repoussé quatre attaques. Faites-en autant et, en descendant, vous nous direz ce que vous avez pu faire ».

Le capitaine de Gaulle va-t-il « en faire autant » ?

La nuit qui suit son algarade avec le capitaine Destouches est relativement calme mais vers cinq heures du matin elle s'embrase. L'artillerie allemande commence un pilonnage intensif. Les poilus s'écrasent au fond de leurs trous d'obus. Des heures durant, le marmitage fait rage. Puis soudain, peu avant midi, c'est le silence.

— Voilà les Boches ! crie un homme.

Par vagues rapprochées, les Allemands surgissent de partout, tirant et lançant des grenades. Le commandant Cordonnier qui commande le 3^e bataillon auquel appartient la 10^e compagnie du capitaine de Gaulle est une belle figure d'officier ! Avant de monter en ligne, l'abbé Vitel, aumônier du régiment, lui a dit :

— Alors, mon commandant, on y va ?

— Oui, a répondu Cordonnier, et on fera son devoir.

Il tiendra parole. Constatant que ses positions sont enfoncées, il sort de son trou, une arme à la main. Il crie :

— Moi, je ne serai pas fait prisonnier.

Un instant plus tard, il tombe tué d'une balle en pleine tête.

Partout, d'autres scènes d'héroïsme se produisent. Le caporal Gosse, grièvement blessé, refuse de se laisser panser et hurle :

— Occupez-vous plutôt des Boches.

Détail significatif : d'une tranchée émerge une serviette blanche brandie au bout d'un fusil. Les



Le début au collège d'une longue carrière théâtrale : déjà vedette et déjà le roi (il tient le rôle de Philippe-Auguste).

Poilus qui l'aperçoivent poussent des cris de colère et font feu dans sa direction. Le candidat à la reddition n'insiste pas.

Mais un instant après, un autre drapeau blanc surgit de la position tenue par la 10^e compagnie du capitaine de Gaulle.

Témoignage du lieutenant Casimir Albrecht (7) du 19^e régiment de réserve de la Reichswehr qui, à la tête d'un groupe allemand de lance-flammes, a pris sous son feu une sorte de cagna qui lui a paru être un P.C. :

« Au bout d'une demi-heure, j'ai vu apparaître à la sortie du trou un vague tissu blanc, probablement une chemise accrochée à une baïonnette au bout d'un fusil. J'ai donc ordonné le cessez-le-feu. Quelques hommes sont sortis et c'est alors que j'ai remarqué l'officier qui les commandait tellement il était grand. Je me suis avancé vers lui. Il paraissait un peu hagard et chancelant. Je me suis adressé à lui : « Messieurs, c'est très triste, tous ces morts ». Le grand capitaine français m'a répondu : « Oui, c'est vrai... Il m'a remis lui-même son ceinturon et son arme... Je l'ai fait emmener par un sergent et trois hommes... »

(7) M. Albrecht vit toujours. Son récit a été publié par « Le Nouveau Candide », le 21 avril 1966.



Au 33^e RI, (de Gaulle est à gauche au troisième rang) : des galons de caporal mais le surnom de « connétable ».

Cette reddition est confirmée par le récit d'un soldat de la 10^e compagnie Samson Delpech (8) qui déclare : « Nous avons été encerclés et sous les ordres de notre capitaine de Gaulle nous avons été obligés de nous rendre ».

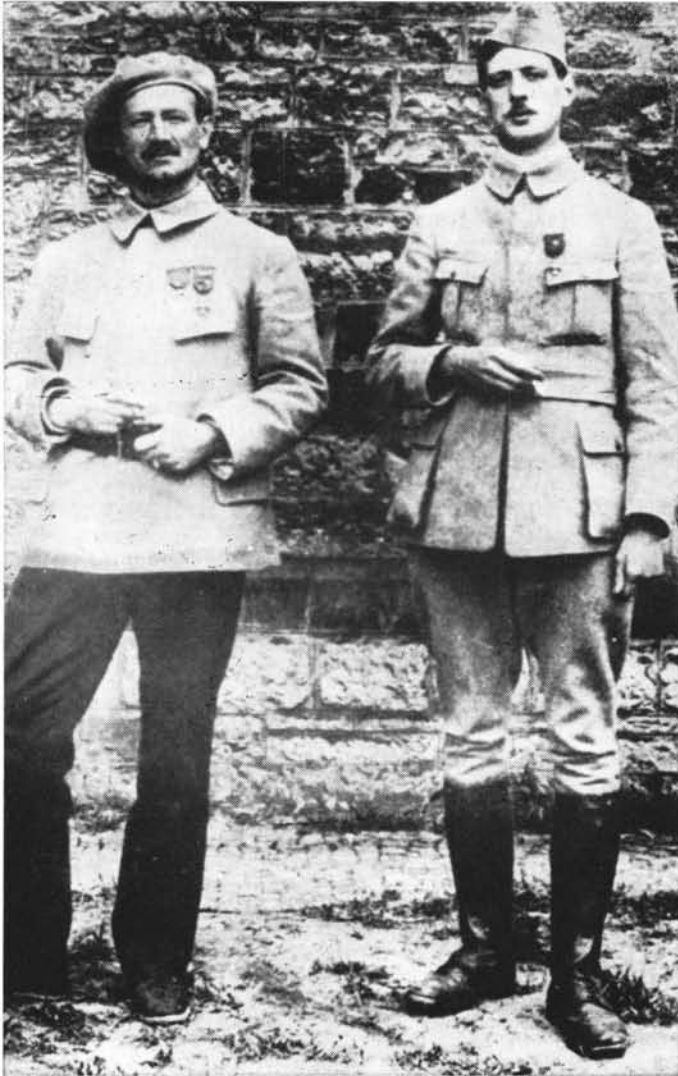
Le capitaine de Gaulle est indemne. D'où vient donc la légende qui le représentera tombant grièvement blessé, à la tête de ses hommes ? De Pétain, paradoxalement.

Le clairon Haverland, après avoir été enterré trois fois sous le bombardement, réussit vers 14 heures à rejoindre le P.C. régimentaire dont toutes les liaisons avec ses premières lignes sont coupées. Dans la fumée qui recouvre le champ de bataille, il a cru voir tomber « le grand capitaine de la 10^e compagnie ». Le colonel Boudhors qui commande le régiment en déduit que le capitaine de Gaulle, comme le commandant Cordonnier, a été tué au feu. Il demandera pour lui une citation au général commandant la II^e armée, celle de Verdun.

Ce général, c'est Pétain que la mort présumée de son ancien subordonné touche personnellement. Sur le champ, il rédige la citation demandée à laquelle s'ajoute la Légion d'honneur :

« Le capitaine de Gaulle... a enlevé ses hommes dans un assaut furieux et un corps à corps farouche,

(8) Le récit de M. Delpech qui habite Grenade (Haute-Garonne) a été publié par « Sud-Ouest-Dimanche » les 16 avril 1961 et 29 mars 1966 sous le titre suivant : « Un ancien de Verdun : j'ai été fait prisonnier avec de Gaulle ».



Prisonnier en Allemagne : solution compatible, quoi qu'ait cru Pétain, avec son sens de l'honneur militaire.

SEULE SOLUTION QU'IL JUGAIT COMPATIBLE AVEC SON SENTIMENT DE L'HONNEUR MILITAIRE. Est tombé dans la mêlée ». (9)

Il n'est pas impossible, en revanche, que le capitaine de Gaulle ait été blessé dans les heures qui suivirent. M. Gaston Richebé (10) ancien officier du

(9) Revenu de captivité en 1919, le capitaine de Gaulle ne semble pas avoir demandé l'annulation de cette citation erronée. On n'a pas connaissance non plus qu'il ait découragé l'ardeur de ses imaginatifs biographes à décrire son héroïsme à Verdun. Les suites de sa citation (et peut-être la nature exacte de sa « blessure ») furent sans doute mentionnées ultérieurement dans son dossier militaire, mais celui-ci a disparu de la Direction du Personnel au ministère des Armées. Dans le courant de l'année 1958.

(10) Gaston Richebé, « Souvenirs de guerre d'un fantassin » (page 25).

33^e R.I. devait déclarer : « Je tiens de source sûre qu'à Verdun sa blessure n'a été qu'une écorchure à la cuisse ». Selon certaines rumeurs non confirmées, cette écorchure aurait été le fait d'un feldwebel qui chatouillait du bout de sa baïonnette les reins (pour ne pas dire « la fesse ») du prisonnier qu'il emmenait à l'arrière.

A l'heure où le général Pétain pleure son cadet tué, le capitaine de Gaulle fait route vers le premier des Oflags où il passera le reste de la guerre : le camp de transit de Neise, sur les bords du Danube.

Il réclame son sabre

Témoignage du général Perré (11) qui fut le camarade de promotion de de Gaulle à Saint-Cyr : « Un de mes amis qui fut prisonnier avec de Gaulle m'a rapporté ceci. Les Boches qui faisaient l'honneur aux officiers français qui s'étaient courageusement battus de leur rendre leur sabre pour certaines manifestations comme la messe par exemple, ne le rendirent pas au capitaine de Gaulle. Celui-ci, croyant à un oubli, le leur réclama sèchement. Les Allemands s'étonnèrent de sa demande mais, à tout hasard, refirent une enquête sur les conditions de sa reddition. Renseignements pris, les Allemands ne rendirent pas son sabre au capitaine de Gaulle ».

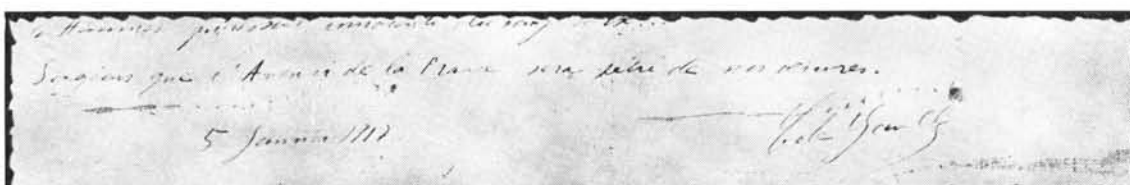
Au même moment les officiers du 33^e R.I., au repos à l'arrière des lignes françaises, recevaient la visite de M. Henri de Gaulle qui avait fait tout exprès le voyage de Lille pour rencontrer le colonel Boudhors. « J'entends encore le dialogue : — Mon fils a-t-il fait tout son devoir, questionna Henri de Gaulle — Jusqu'au bout, répondit Boudhors. Et ils parlèrent d'autre chose » (12).

Après le camp de Neise, le capitaine de Gaulle est transféré au camp de Szczuczyn, en Lithuanie. Plus tard, il sera ramené au fort IX à Ingolstadt en Bavière, réputé pour la sévérité de sa discipline. Aucun des projets d'évasion qu'on lui attribue n'aboutira. Malgré la communauté d'épreuves, il semble avoir noué peu d'amitiés parmi ses camarades de captivité qui le surnommaient « Gédéon ». Une légende inexacte veut qu'il ait eu à Ingolstadt d'étroits rapports avec le futur maréchal soviétique Toukhatchewsky. En revanche, c'est au fort IX qu'il rencontra pour la première fois le commandant Catroux qui devait plus tard associer sa carrière à la sienne et qui est présentement grand chancelier de la Légion d'honneur.

Ces trente mois de détention marqueront profondément le caractère de Charles de Gaulle. C'est sur une impression d'amertume, de temps perdu, de rancune à l'égard de ses camarades vainqueurs sans lui, que semble s'achever en 1919, avec la guerre, la première partie de sa vie.

(11) Publié dans « Minute », le 11 juin 1966. A relever que cet hebdomadaire publia à l'époque deux longs articles révélant les circonstances exactes de la capture qui firent une certaine sensation en France et furent largement repris dans la presse internationale. En dépit des pressants appels adressés à l'intéressé, aucun démenti ne fut opposé par l'Élysée.

(12) Témoignage d'Etienne Repessé recueilli par Pierre Bourget, « L'Aurore », 4 mars 1966.



De son oflag, il écrit en janvier 17 : « L'avenir de la France sera pétri de nos œuvres ».

LECTURES

I. — UNE MAUVAISE RENCONTRE »

Charles de Gaulle écrivit, à l'âge de quatorze ans, une saynète en vers, intitulée une « Mauvaise rencontre », où certains biographes



Indéniablement doué pour la comédie, Charles de Gaulle aima tôt se donner en spectacle. Le déguisement n'affectait pas sa belle prestance déjà guindée.

comme Alfred Fabre-Luce (« Le plus illustre des Français ») ont voulu une sorte d'esquisse de ce que sera plus tard la morale politique de son auteur. Un voyageur est arrêté sur une route par un brigand. Celui-ci lui extorque d'abord son chapeau, puis sa veste, puis ses chaussures. Il continue en ces termes :

LE BRIGAND

Brrh ! qu'il fait froid ! Je crains, cher monsieur, sur mon âme,
Que vous n'attrapiez quelque « chaud-froid »
[infâme,
Avec les deux manteaux qui vous chargent.
[Aussi,
Je vous conseillerais de quitter celui-ci.
Ah ! Le froid est piquant et mon pourpoint
[peu large
D'ailleurs regardez bien j'ai là deux pistolets.
Voyez !

LE VOYAGEUR (donnant son manteau neuf)
Oui, je les vois, Monsieur, retirez-les.
Voulez-vous accepter ce manteau qui me
[charge ?...

LE BRIGAND (passant le manteau neuf)
Oh ! mais je suis confus, vraiment de tant
[d'honneur
Merci, merci beaucoup, Monsieur le voyageur.

II. — LE CYRARD D'ALGERIE

Le « triomphe » traditionnel de la promotion « Fez » eut lieu à Saint-Cyr dans l'après-midi du 12 juillet 1911. L'un des tableaux de la revue jouée par les élèves de la promotion, évoquant la gloire de l'armée d'Afrique, mettait en scène « Le Cyrard d'Algérie ». Charles de Gaulle (qui tenait le rôle du « Sal-huile », c'est-à-dire du « bûcheur » a chanté avec ses camarades, sur l'air de « la Sidi-Brahim », les couplets suivants :

LE CYRARD D'ALGERIE

Sous le képi du père Bugeaud
Je suis le Cyrard d'Algérie
Et l'on a creusé mon tombeau
Dans une oasis fleurie.
J'ai promené mon hausse-col
De Mouzaïa à Constantine
Et j'ai connu Sébastopol
Tonnant derrière sa courtine

LE CHŒUR (dont Charles de Gaulle)

En avant, Cyrards, mes neveux,
Au Maroc, en Mauritanie,
Que la victoire vous sourie.
Vous avez tous les vœux
Des Cyrards tombés pour l'Algérie.
J'ai connu Traktir et l'Alma
L'Italie au ciel magnifique.
J'ai combattu à Magenta,
Je suis allé jusqu'au Mexique ;
Mais je suis revenu mourir
Sur le sol de cette Algérie
Où nous avons su conquérir
Une gigantesque patrie.



En Syrie, le commandant de Gaulle fait l'admiration des dames par ses bottes étincelantes.

CHAPITRE II

LE COMMANDANT DE PÉTAIN

(1918 - 1939)

I. - SOUS L'AILE DU MARÉCHAL

1° **La campagne de Pologne.** — Rentré de captivité, le capitaine de Gaulle trouve à la paix un goût amer. Sa captivité n'a pas facilité son avancement. Heureusement, l'Armée Rouge menace la jeune Pologne indépendante et une mission militaire française est envoyée à Varsovie. De Gaulle demande à en faire partie : il trouvera bien là-bas l'occasion de se distinguer.

Pas sur le front cependant : ayant séduit le général Niessel, chef de la mission, par « sa bonne rédaction et sa tournure élégante » (1), il devient son chef de cabinet.

A Varsovie, le capitaine de Gaulle fréquente beaucoup les salons où Paderewski ne dédaigne pas de

jouer au piano. Il est assidu au café Blikle où on le rencontre accompagné « d'une charmante et minuscule personne qui aurait été la princesse Gzetwertiska » (2). Ces occupations lui donneront au moins une occasion de se battre : en duel, avec un officier polonais pour les beaux yeux d'une jolie comtesse. Cette aventure (confirmée par la presse polonaise à la veille du voyage de de Gaulle à Varsovie en septembre 1967) permettra au narrateur enthousiaste de ses exploits de Verdun de lui attribuer « une réputation peu connue mais authentique de Don Juan audacieux au temps de sa folle jeunesse » (3).

Envoyé par Foch, Weygand arrive à Varsovie, le 24 juillet 1920, pour redresser la situation militaire.

(1) Archives du général Héring, ancien commandant de l'Ecole Supérieure de Guerre.

(2) Jean Lacouture, « De Gaulle », Le Seuil, édit.

(3) David Schoenbrun, op. cit.

Il engage, vingt jours plus tard, la bataille décisive. Le 25 août, les armées bolcheviques prêtes à entrer à Varsovie battent en retraite ; la Pologne est sauvée. Le capitaine de Gaulle qui n'a pas pris part aux opérations et que Weygand n'a aucun souvenir d'avoir rencontré sur place n'a plus qu'à rentrer en France.

2° — « Tante Yvonne » entre dans sa vie. Le 7 avril 1921, mariage du capitaine Charles de Gaulle avec Yvonne Vendroux, fille d'un fabricant calaisien de biscuits, élevée chez les Dames Dominicaines d'Asnières. Le 28 décembre naîtra, déjà pressé, le premier enfant du couple, Philippe.

Selon certains biographes la première rencontre d'Yvonne avec le capitaine de Gaulle aurait eu lieu au Salon d'Automne devant un portrait d'Edmond Rostand : le capitaine aurait ému la jeune fille en récitant la « tirade du nez » de *Cyrano*. Selon d'autres, le premier entretien aurait eu lieu autour d'une tasse de thé que le capitaine aurait maladroitement renversée sur le corsage d'Yvonne Vendroux, cepen-



Marche nuptiale : Charles a séduit Yvonne par le nez.

dant qu'un orchestre lointain jouait un air à la mode, « La valse du destin » (4).

Le prénom de Philippe n'a pas été donné par coïncidence au bébé. Depuis son retour en France, de Gaulle s'est précipité chez Philippe Pétain, son ancien chef, devenu maréchal de France. Il le fréquente assidûment. « Le maréchal est le parrain de mon fils », fait-il savoir fièrement. En réalité, Pétain ne peut pas l'être puisqu'il vient d'épouser civilement une divorcée et l'enfant a été porté sur les fonts baptismaux par son grand-père paternel. Mais le maréchal Pétain est le chef nominal et moral de l'armée. L'équivoque entretenue par de Gaulle est un placement qui ne va pas tarder à se révéler habile.

3° — Une inlassable protection. Chargé de cours d'Histoire militaire à Saint-Cyr, le capitaine de Gaulle présente l'Ecole Supérieure de Guerre. Il en sort dans le deuxième tiers de la promotion, devant à l'intervention de Pétain de ne pas figurer dans le dernier tiers du classement.

Appréciation d'un de ses professeurs, le colonel Moyrand : « Officier intelligent, cultivé et sérieux ; du brillant et de la facilité, très bien doué ; beaucoup d'effort. Gâte malheureusement d'incontestables qualités par son assurance excessive, sa rigueur pour les opinions des autres et son attitude de roi en exil. Paraît par ailleurs avoir plus d'aptitude pour l'étude générale et synthétique d'un problème que pour l'examen approfondi et pratique de son exécution... ».

Cette appréciation rejoint les impressions de l'un de ses plus proches camarades de l'Ecole, le futur général André Laffargue : « Je m'aperçois que de Gaulle a dans la tête une balance qui n'est pas juste. Il n'a pas le sens de l'équilibre. Il n'a pas de contacts avec la réalité... Il appartient à la famille d'esprit de ceux qui commencent par bâtir une solution, un système à l'intérieur de leur cerveau. Dans un deuxième temps ils plaquent leur solution. Si la réalité accepte la solution, tout va bien. Si elle ne l'accepte pas, les choses se gâtent. La réalité a tort. Ils s'obstinent. Si à cette obstination s'ajoute l'orgueil, le drame éclate » (5).

Pendant une manœuvre, un autre de ses camarades, le capitaine Chauvin, lui dit, mi-sérieux : « J'ai ce curieux sentiment que vous êtes appelé à un grand destin ». Il attend un rire moqueur. De Gaulle se tait et prononce solennellement : « Oui... moi aussi » (6).

Son mauvais classement lui interdisant la chaire qu'il brigait à l'Ecole de Guerre, de Gaulle est affecté à l'état-major de l'armée du Rhin. Pétain intervient à nouveau en faveur de son « poulain », le rappelle à son cabinet et pour apaiser son orgueil blessé lui fait confier un cycle de conférences à l'Ecole de Guerre. Il assiste personnellement à la première.

De Gaulle est en pleine forme : il réussit à citer pêle-mêle Lucrèce, Goethe (auquel il se référera encore dans une allocution télévisée en août 1967), Napoléon, Alexandre, Bergson, Bacon, Turenne, Jules César, Flaubert, Socrate, Périclès, Tolstoï, Anatole France, Jarry (sic), Frédéric II, le maréchal de Saxe, le maréchal de Mac Mahon, Thiers, Auguste Comte, Niel, Von Kluck et Victor Hugo.

Il souligne « le prestige, élément divin de l'autorité du chef... prestige qui tient sans doute à des talents exceptionnels mais aussi à l'effet psychique

(4) David Schoenbrun, *op. cit.*

(5) André Laffargue, « Fantassin de Gascogne ».

(6) J.-R. Tournoux, *op. cit.*



« J'appartiens à la maison Pétain ». Le commandant de Gaulle (bande au pantalon et latte de cavalerie au côté) n'est jamais très loin de son protecteur qu'on reconnaît (au fond) à son képi aux feuilles de chêne.

renforcé soigneusement d'apparences et de procédés ».

Ses conférences s'étant soldées par un demi-échec, de Gaulle, enfin nommé commandant après douze ans de capitonat, part prendre à Trèves le commandement du 19^e bataillon de chasseurs. Il confiera bientôt à un de ses officiers : « Dans toute cette garnison, il n'y a que des imbéciles, sauf vous et moi » (7). Se sentant protégé, donc invulnérable, il se permet des libertés. Ce n'est pourtant pas sa décision bizarre de faire porter à ses chasseurs le béret à droite plutôt qu'à gauche qui manque de mal tourner, mais la fracassante rentrée du bataillon dans Trèves endormie, en pleine nuit, fanfare en tête après une marche forcée comprenant au mépris des règlements deux étapes au lieu d'une. Le chef de bataillon était passible de quinze jours d'arrêt de rigueur. La réponse vint, imparable : « J'appartiens à la maison Pétain ».

Il appartiendra encore à la « maison Pétain » quand, à la Chambre des députés, les interpellations pleuvent pour stigmatiser les conditions d'hygiène de l'Armée du Rhin où, au cours du redoutable hiver 1928-1929, on n'a pas dénombré moins de 143 décès.

(7) J.-R. Tournoux, *op. cit.*

C'est le 19^e bataillon qui a enregistré la mortalité la plus élevée. Les chasseurs font intervenir leurs députés pour obtenir leur mutation. L'un d'eux, au reçu du télégramme ministériel qui le rappelle en France, se voit jeté en prison par ordre du commandant. Cet éclat pourrait avoir les plus graves conséquences pour de Gaulle s'il n'avait pas le réflexe immédiat de prendre le train pour Paris : « Je viens voir le Patron, j'ai une sale affaire sur les bras », dit-il en arrivant boulevard de Invalides, chez Pétain. Le maréchal intervient auprès de Painlevé, ministre de la Guerre. De Gaulle évitera la mise en non-activité. « Je lui ai retiré une belle épine du pied », s'enchant Pétain.

A ces ennuis professionnels, s'ajoute une douloureuse épreuve privée. Depuis quelques mois, Mme de Gaulle a donné naissance à une fille, Anne, née mongolienne. Il est indéniable que ce calvaire intime renforce encore le commandant dans son orgueilleux isolement et décuple sa rancune contre la vie. Le 20 juin 1929, il écrit, à en-tête du 19^e Bataillon, au colonel Nachin : « Ah, toute l'amertume qu'il y a de nos jours à porter le harnais ! Il le faut pourtant. Dans quelques années, l'on s'accrochera à mes basques pour sauver la patrie... et la canaille par-dessus le marché » (8).

(8) Collection Henri Noguères.

La protection de Pétain ne se dément pas, pourtant. Le commandant de Gaulle a été affecté à Beyrouth, à l'état-major de l'armée du Levant, mais il se plaint bientôt de cet éloignement qu'il a mis à profit pour écrire son livre « Le fil de l'épée ». C'est qu'il lui faut maintenant trouver un éditeur. Pétain le fait rappeler et l'installe à son côté au secrétariat du Conseil Supérieur de la Guerre. Le maréchal qui a déjà sauvé à plusieurs reprises la carrière militaire de son protégé recèle pour lui d'inépuisables trésors d'indulgence.

II.- L'ÉCRIVAIN MILITAIRE

1° L'apôtre des fortifications. — Les biographes habituels de Charles de Gaulle laissent croire que le futur vainqueur de Montcornet n'aurait été que le théoricien de la guerre de mouvement et de l'armée mécanisée. En réalité, de Gaulle avait commencé par célébrer la fortification permanente avec la même force qu'il mettra plus tard à recommander les divisions blindées.

Après avoir publié en 1924 un premier livre, « La discorde chez l'ennemi » qu'il consacre aux causes de la défaite allemande de 1918, il signe une importante étude dans la « Revue militaire française » (1er déc. 1925) sur « le rôle historique des places fortes françaises ». En quoi, il se révèle un admirateur convaincu de la fameuse ligne Maginot.

« La fortification de son territoire est pour la France une nécessité permanente », affirme de Gaulle. Selon lui ce sont les places fortes construites par Vauban qui ont sauvé le pays à la fin du règne de Louis XIV ; il déplore le discrédit jeté sur le principe de la fortification par les partisans de « la manœuvre rapide et du choc brutal ». Si Pétain a

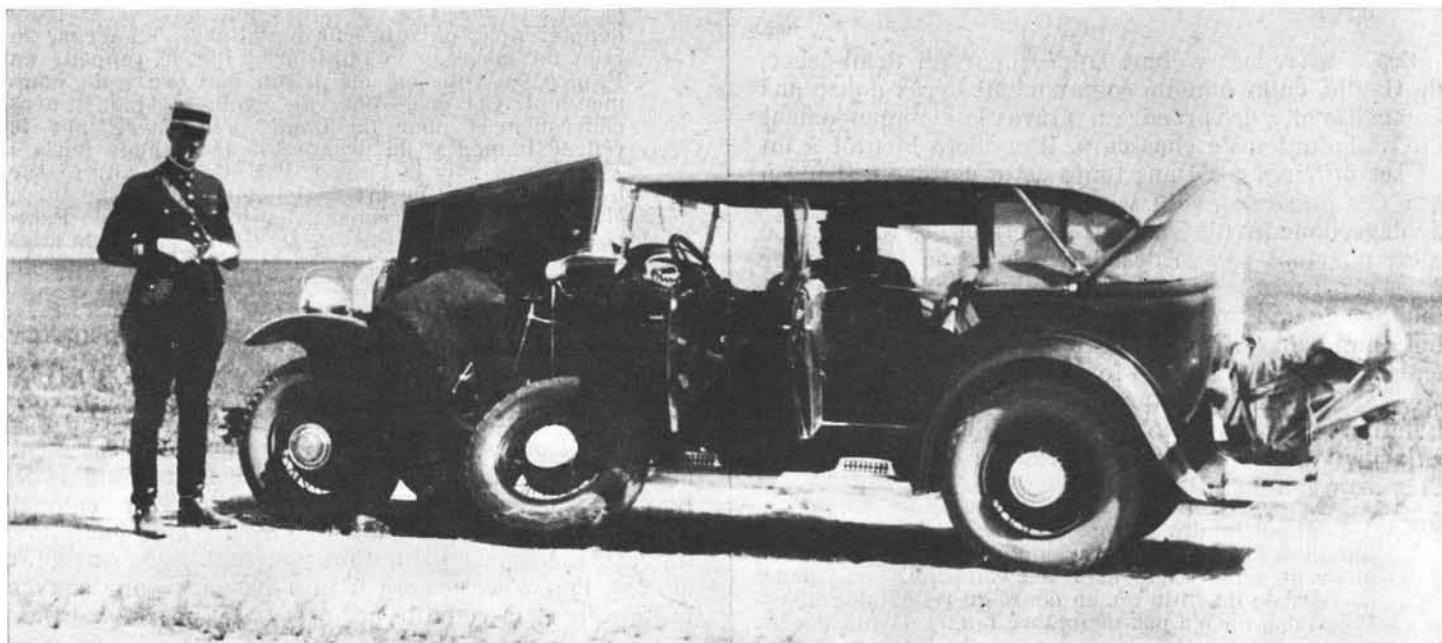
vaincu à Verdun, c'est que, contrairement à l'opinion de ces doctrinaires, sa stratégie a accordé à la fortification une importance primordiale. Et l'auteur conclut en ces termes : « L'encouragement de l'esprit de résistance d'un peuple par l'existence de fortifications permanentes, la cristallisation, l'exaltation de ses énergies par la défense des places sont des faits que les politiques comme les militaires ont le devoir de reconnaître dans le passé et de préparer dans l'avenir ».

2° La mystique du chef. — Le second livre de Charles de Gaulle, « Le fil de l'épée », publié en 1931, aurait mérité d'être lu avec soin par ceux qui commirent l'imprudence de se fier à lui en plusieurs périodes de sa carrière. Ouvrage nietzschéen et volontiers cynique, stigmatisant « la mystique qui tend à maudire la guerre », le commandant de Gaulle proclame la valeur permanente de la Force, « recours de la pensée, pavois des maîtres, rempart des trônes... qui fait la loi aux peuples et règle leur destin ». Il exalte, d'autre part, les vertus du Chef dont il écrit que « l'homme d'action ne se conçoit guère sans une forte dose d'égoïsme, d'orgueil, de ruse ».

A cet égard, « Le fil de l'épée » peut être considéré comme un témoignage caractéristique de l'état d'esprit d'une sorte de préfascisme français. L'auteur ne dissimule pas à cette époque sa considération pour le régime mussolinien. Dans un article publié le 1er janvier 1934 il écrit : « Le régime fasciste permet aux pouvoirs publics de tirer des ressources existantes, sans réserve ni ménagement, tout ce qu'elles peuvent donner. L'impérieuse subordination des intérêts particuliers à ceux de l'Etat, la discipline exigée et obtenue de tous, la coordination personnelle du Duce, enfin cette sorte d'exaltation laïente entretenue dans le peuple par le fascisme pour tout ce qui concerne la grandeur de la Patrie, favorisent à l'extrême les mesures de Défense Nationale » (9).

On ne saurait reprocher à l'apologiste de la ruse de

(9) « La mobilisation économique à l'étranger », *Revue Militaire Française*, 1er janvier 1934.



Déjà en panne ! Cigarette au bec, le commandant de Gaulle attend de pouvoir remonter sur un char.

mettre lui-même la ruse en application. C'est ainsi qu'il faut comprendre la dédicace du « Fil de l'épée » à Pétain. La page de garde de l'exemplaire numéro 1, sur vélin pur fil Lafuma, porte imprimée la flatteuse mention suivante : « Au Maréchal Pétain. Cet essai, Monsieur le Maréchal ne saurait être dédié qu'à vous car rien ne montre mieux que votre gloire quelle vertu l'action peut tirer des lumières de la pensée ».

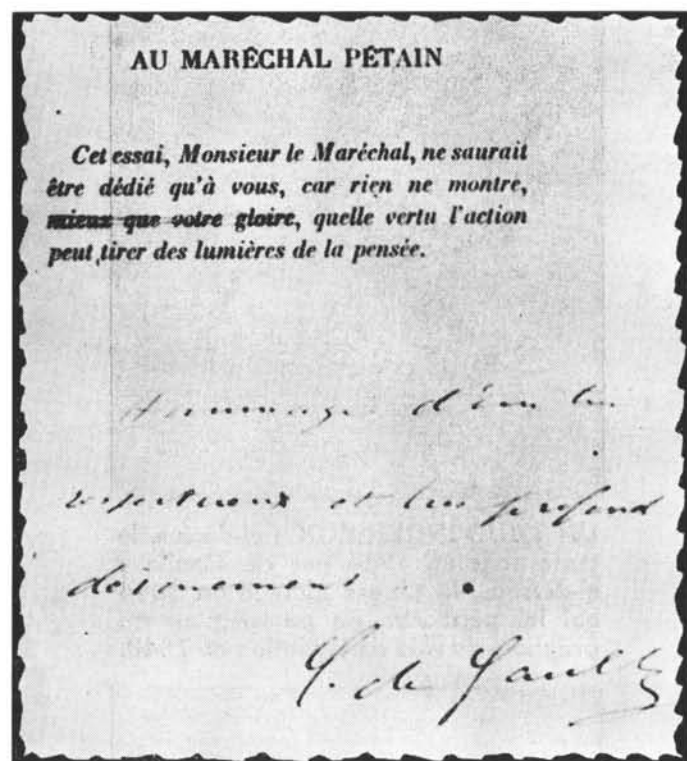
Cette mention disparaîtra des éditions du livre postérieures à 1940. Ce ne sera pas la seule des modifications subies par les œuvres complètes du polygraphe militaire.

Prophète après coup

3° Le « prophète » des chars et de l'aviation. — « Vers l'Armée de Métier », publié en 1934 (10) est un ouvrage appelé à plus de retentissement. Charles de Gaulle s'y prononce avec raison pour la création de divisions cuirassées mais pose le principe que c'est seulement possible dans le cadre d'une armée de métier, ce qui rend sa réforme politiquement irréalisable. Refusant le concept de nation armée qui a permis la victoire de 1918, il prétend confier la défense nationale à une élite militaire professionnelle (des « centurions ») et s'en justifie par une prophétie parfaitement erronée. « La guerre de demain, annonce-t-il gravement à la veille du second conflit mondial, ne sera plus comme la précédente une guerre de caractère total ; elle marquera au contraire un recours aux conflits limités de l'Ancien régime ».

Il est indéniable que « le premier théoricien de l'arme motorisée et cuirassée » (11) fut le général Estienne qui, dès 1920, décrivait avec une précision stupéfiante (12) la tactique de percée motorisée utilisée par la Wehrmacht en 1940. Une opinion identique fut préconisée un peu plus tard en Angleterre par le capitaine Liddell Hart et le major-général Fuller, ancien chef d'état-major du Royal Tank Corps. Ces conceptions sont déjà mises en œuvre en Allemagne dans les années 1932-1933 au cours desquelles sont constituées les premières unités blindées et rédigés leurs premiers règlements de marche ; elles ont été vulgarisées dans plusieurs études de la « Militärwocheblatt », traduites dans la « Revue Militaire Française » à laquelle collabore le commandant de Gaulle. Weygand, lui-même, a préconisé en 1930 devant le Conseil Supérieur de la Guerre la mise sur pied d'une grande unité mécanisée. « Vers l'Armée de Métier » ne consacre que quatre pages (13) au rôle de l'arme blindée. De l'avis des spécialistes, ces quelques lignes ne présentent, par rapport aux travaux militaires de l'époque, aucune originalité.

Détail peu connu : c'est l'amour-propre littéraire qui a conduit de Gaulle aux chars : en novembre 1932 il se procure « Le Journal des Anciens Enfants de Troupe » qui publie un compte rendu élogieux du « Fil de l'Épée » ; dans le même numéro, a paru un article sur les chars, intitulé « Réflexions d'un amateur », dont de Gaulle annexe immédiatement les conceptions.



Dédicace : respectueux et profond dévouement.

En revanche, de Gaulle ignore complètement dans son livre le rôle de l'aviation, « lacune sérieuse chez un officier supérieur de 1934 » (14). Il lui attribue essentiellement une plaisante fonction de camouflage : « Les fumées répandues du haut des airs, écrit-il, cachent en quelques minutes de vastes surfaces du sol tandis que le bruit des machines volantes couvre celui des moteurs chenillés ». Au total, il assigne à l'aviation le rôle accessoire de promener les officiers, d'observer le terrain et plus particulièrement de le barbouiller de fumées (15).

Les biographes gaullistes font grand cas, il est vrai, d'une phrase prophétique de l'ouvrage. Celle-ci : « Mais surtout en frappant elle-même à vue directe et profondément, l'aviation devient par excellence l'arme dont les effets foudroyants se combinent le mieux avec les vertus de rupture et d'exploitation de grandes unités mécaniques ». L'ennui, c'est que cette phrase ne figurait pas dans l'édition parue chez Berger-Levrault en 1934. Elle fut ajoutée dans l'édition publiée à Alger en mai 1944 par l'éditeur Jules Carbonel. Quatre ans après le rôle des Stukas en mai-juin 1940, Charles de Gaulle prophétisait rétroactivement... à coup sûr (16).

Ministre dans le gouvernement Doumergue en 1934, le maréchal Pétain omet de prendre son protégé dans son cabinet. Charles de Gaulle en conçoit une vive amertume. Il parle ouvertement de la « sénilité » du maréchal. Le maréchal, lui, découvre tardivement que

(10) Berger-Levrault, édit.

(11) C'est ainsi que François Mauriac définit l'auteur de « Vers l'Armée de métier » dans son « De Gaulle », Grasset, édit.

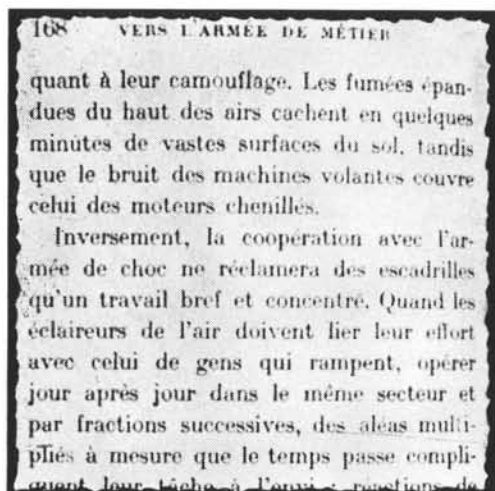
(12) Le 15 février 1920, dans une conférence au Conservatoire des Arts et Métiers, répétée par la suite à différentes reprises.

(13) Pages 111 à 115 dans la réédition Berger-Levrault de 1944.

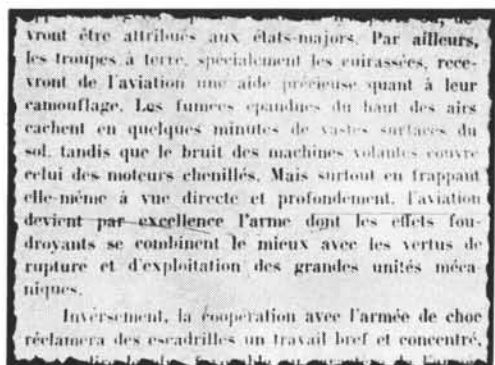
(14) Colonel Groussard, « L'Aurore », 3 juin 1964.

(15) Cf. l'étude détaillée de Jacques Laurent, « Mauriac sous de Gaulle », La Table Ronde, édit.

(16) Alfred Fabre-Luce révéla la supercherie dans « Le plus illustre des Français » (Julliard édit.). Son livre suivant, « Haute-Cour », fut condamné au pilon et lui-même frappé de lourdes peines.



UN TRUC INGENIEUX : ci-dessus, le texte écrit en 1934 par de Gaulle ; ci-dessous, la phrase ajoutée en 1944 qui lui permettra de passer pour un prophète du rôle de l'aviation en 1940.



de Gaulle « manque de cœur ». Il déplore, « son orgueil cosmique » et parle de lui en disant : « Le Dindon » (17).

L'inlassable écrivain de Gaulle ne s'abstient pourtant pas de dédicacer son nouveau livre, « La France et son armée » (1938) à son ancien patron. Et ce sera finalement une assez secondaire querelle d'hommes de lettres qui va consacrer la rupture définitive entre les deux hommes.

Pour autant qu'on puisse la reconstituer, la genèse de l'incident est la suivante. En 1925-1927 Pétain avait fait travailler plusieurs officiers de son état-major, dont le capitaine de Gaulle, à la rédaction d'une Histoire de l'armée qui devait être publiée sous sa direction. Le projet ayant été abandonné, de Gaulle semble avoir estimé qu'il était en droit de le reprendre personnellement et de faire paraître l'ouvrage sous son nom. Il crut bon cependant de le faire précéder d'une préface ainsi rédigée : « A Monsieur le maréchal Pétain qui a bien voulu que ce livre fut écrit, qui dirigea de ses conseils la rédaction des cinq premiers chapitres et grâce à qui les deux derniers sont l'histoire de notre victoire ».

Averti par l'éditeur, le maréchal demanda à celui-ci que ce texte fut remplacé par un autre texte qui semblait apparemment moins engager sa responsabilité : « A Monsieur le maréchal Pétain qui a bien voulu, au cours des années 1925-1927 m'aider de ses

conseils pour la préparation des chapitres II à V, j'adresse l'hommage de ma reconnaissance ». Cette demande n'ayant pas été suivie d'effet, la réaction du maréchal fut exceptionnellement vive : ... « La dédicace qui a été imprimée, écrit-il à l'éditeur (18) le 6 octobre 1938, contient deux inexactitudes : 1° je n'ai pas voulu que ce livre fut écrit puisque je m'y suis d'abord opposé ; 2° je n'ai en rien dirigé la rédaction du chapitre premier. La dédicace qui a été imprimée consitue de la part du colonel de Gaulle un véritable abus de confiance ».

“ Je serai au bout du fil ”

Ne pouvant plus compter sur la protection de Pétain, Charles de Gaulle se met en quête de le remplacer par un autre patronage. Ce nouveau protecteur, c'est dans les milieux politiques que, dès le courant de 1934, il semble l'avoir obstinément cherché. Toute une série de démarches le conduisent aussi bien dans les salles de rédaction de « L'Echo de Paris », quotidien d'une droite très traditionnelle, qu'à « L'Aube », organe avancé de la Démocratie Chrétienne. De là aussi, toute une série de rencontres avec des personnalités aussi diverses que Le Cour Grandmaison et Frédéric-Dupont à droite, Léo Lagrange à gauche ou Camille Chautemps au centre maçonnique. Charles de Gaulle tente vainement une approche auprès de Maurice Sarraut (19). Il se fait présenter par son ami Jean Auburtin (20) à Marcel Déat qu'il admire mais qui ne lui accorde qu'une oreille peu attentive. Ce dédain évitera peut-être au commandant de Gaulle de s'associer à une fortune politique qui sombrera, aux antipodes de la France Libre, dans la Collaboration.

De tous les politiciens sollicités, c'est seulement en Paul Reynaud que Charles de Gaulle trouve un protecteur possible. Dès 1935, l'homme politique l'accueille fréquemment, soit à son domicile, rue du Faubourg-Saint-Honoré, soit au Palais Bourbon ; entre eux, s'échange, d'autre part, une abondante correspondance.

Charles de Gaulle ne cesse de multiplier à l'égard de Reynaud les assurances de sa fidélité : « Je serai au bout du fil chaque soir, après 18 heures, lui écrit-il... » « Je rêve d'une intervention de vous »... « J'aurai des loisirs dont je vous prie d'user à votre guise »... « Je vois venir sans nulle surprise les plus grands événements de l'Histoire de France et je suis assuré que vous êtes marqué pour y jouer un rôle prépondérant. Laissez-moi vous dire qu'en tous cas je serai, à moins d'être mort, résolu à vous servir s'il vous plaît... »

Ces multiples démarches n'interrompent pas le déroulement normal de la carrière militaire de Charles de Gaulle. Nommé colonel en 1937, il est appelé l'année suivante, après un court passage au Centre des Hautes études militaires, au commandement du 507^e régiment de chars en garnison à Metz. Le colonel de Gaulle approche de la cinquantaine ; jusqu'à présent les grands rôles auxquels il aspire lui ont été refusés ; les rêves implicitement exprimés dans « Le fil de l'épée » ne se sont toujours pas réalisés.

La guerre de demain, les conflits « limités », les combats rapides et bien « réglés » viendront-ils enfin ? Le chef du 507^e régiment de chars piaffe d'impatience.

(18) M. Maurice Bourdel, directeur des éditions Plon.

(19) Témoignage inédit de Joseph Barsalou.

(20) Jean Auburtin (futur président U.N.R. du Conseil Municipal de Paris) « Le colonel de Gaulle », Plon, édit.

(17) Jacques Isorni, « C'est un péché de la France », Flammarion, édit.

LECTURES

AUTO-PORTRAIT DU CHEF

Face à l'événement, c'est à soi-même que recourt l'homme de caractère. Son mouvement est d'imposer à l'action sa marque, de



la prendre à son compte, d'en faire son affaire. (...) Non qu'il veuille ignorer les ordres ou négliger les conseils, mais il a la passion de vouloir, la jalousie de décider. (...) Bien mieux, il embrasse l'action avec l'orgueil du maître, car s'il s'en mêle elle est à lui... Ce n'est point dire qu'il la réalise seul. D'autres y participent qui ne sont pas sans mérite d'abnégation ou d'obéissance et prodiguent leurs peines à faire ce qu'on leur dit. (...) La passion d'agir par soi-même s'accompagne évidemment de quelque rudesse dans les procédés. Les subordonnés l'éprouvent et parfois ils en gémissent. D'ailleurs un tel chef est distant, car l'autorité ne va pas sans prestige, ni le prestige sans éloignement. Au-dessous de lui, l'on murmure tout bas de sa hauteur et de ses exigences. Mais dans l'action plus de censeurs ! Les volontés, les espoirs s'orientent vers lui, comme le fer vers l'aimant... La confiance des petits exalte l'homme de caractère, sa fermeté croît à mesure, mais aussi sa bienveillance, car il est né protecteur.

Que les événements deviennent graves, une sorte de lame de fond pousse au premier plan l'homme de caractère... Tout ce qu'il propose est pris en considération, tout ce qu'il demande accordé. Au reste, il n'abuse pas et se montre bon prince du moment qu'on l'invoque... Tous éprouvent, au fond, la valeur suprême d'une pareille puissance... Car tout ce que les masses, naguère, accordaient de crédit à la fonction ou à la naissance, elles le reportent à présent sur ceux-là mêmes qui ont su s'imposer. Quel prince légitime fut jamais obéi comme tel dictateur sorti de rien, sinon de son audace ?... L'élévation d'un homme au-dessus des autres ne se justifie que s'il apporte à la tâche commune l'impulsion et la garantie du caractère... La masse s'y trompe d'autant moins que privée d'un maître, elle a tôt subi les effets de sa turbulence.

La foi des esprits, la sympathie des ardeurs n'appartiennent qu'aux chefs... Il se dégage de tels personnages un magnétisme de confiance et même d'illusion... Il s'agit de répondre au souhait obscur des hommes... (qui) accentuent l'action collective pourvu qu'elle tende à quelque chose de grand. On ne s'impose point sans presser ce ressort. Tous ceux dont c'est le rôle de mener la foule s'entendent à l'utiliser. Il est la base de l'éloquence...

Ce n'est point affaire de vertu et la perfection évangélique ne conduit pas à l'empire. L'homme d'action ne se conçoit guère sans une forte dose d'égoïsme, d'orgueil, de dureté, de ruse. Mais on lui passe tout cela... C'est au point que certains personnages qui ne firent en somme, que pousser à la révolte et aux excès, gardent cependant devant la postérité comme une sombre gloire quand leurs crimes furent commis au nom de quelque haute revendication.

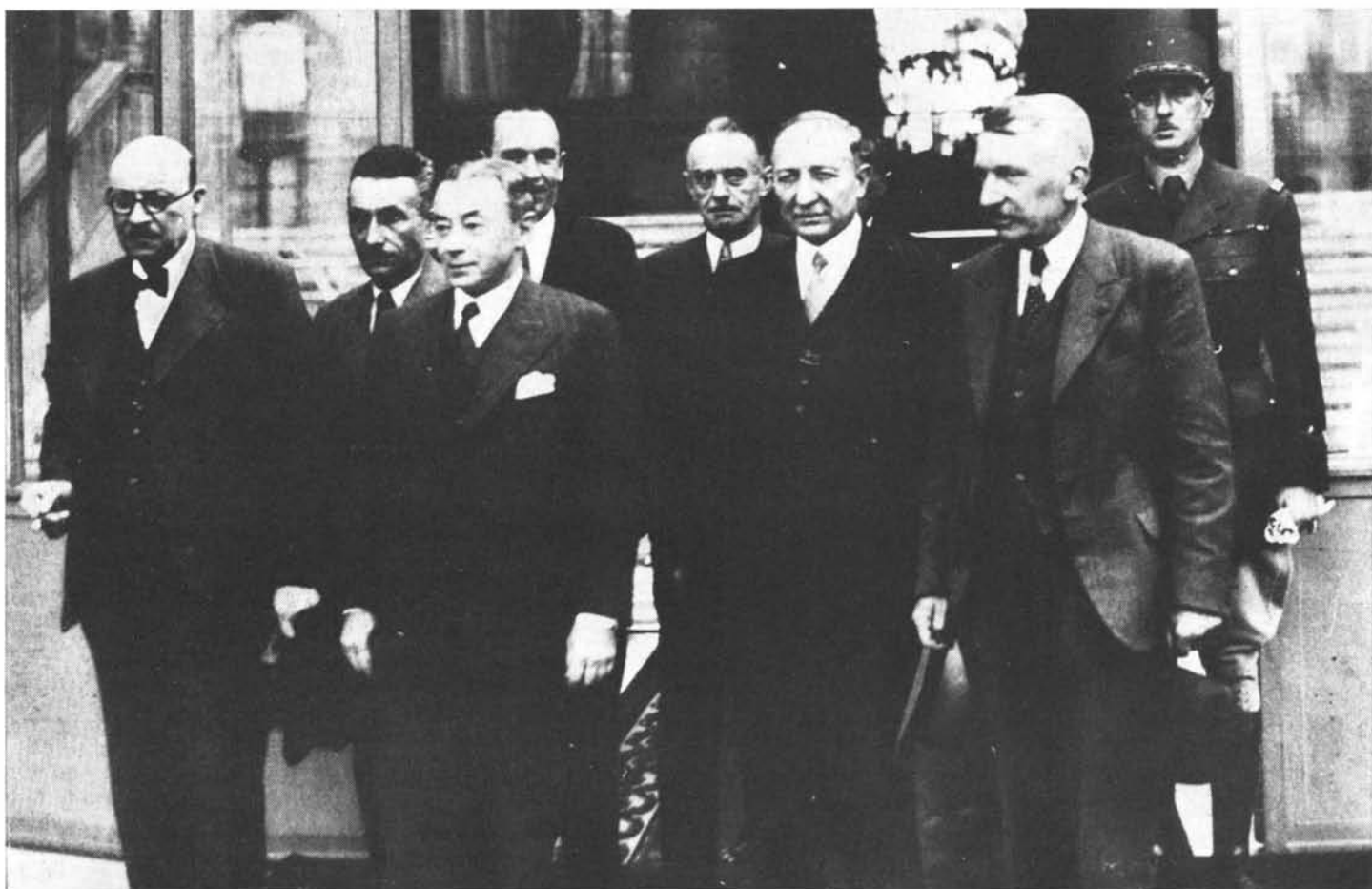
Charles de Gaulle,
(« Le Fil de l'Épée »)

« Privée d'un maître, la masse est turbulente. »

CHAPITRE III

LE COLONEL
DE REYNAUD

(1939 - 1940)



La photo de famille du cabinet Reynaud de la débacle. En uniforme à droite, gants beurre frais à la main (comme à Verdun) le nouveau sous-secrétaire d'Etat. Paul Reynaud a Frossard à sa droite et Delbos à sa gauche. Derrière lui, un front dégarni : Jean Prouvost, de « Match », ministre de l'Information.

I. - LES TUBAS DE LA DRÔLE DE GUERRE

La déclaration de guerre du 3 septembre 1939 n'interrompt pas l'inlassable activité du colonel de Gaulle en direction des milieux politiques. Les services du contrôle postal militaire se montrent étonnés de l'abondance du courrier adressé par cet officier supérieur aux personnalités les plus diverses du monde parlementaire.

Affecté au commandement des chars de la 5^e armée, le colonel de Gaulle a son P.C. à Wangenbourg, en

Alsace. Son goût de la grandeur se manifeste de plus belle : après de longues réflexions, il décide de substituer aux clairons de son régiment, qu'il juge insuffisamment majestueux, des tubas romains. On peut imaginer la panique de « l'intendance » de Metz : déjà elle ne « suivait » pas.

Les officiers de son régiment habitués à une fraternité d'armes où s'oublie volontiers la hiérarchie, non la discipline, goûtent peu son dédain affecté, sa morgue, sa condescendance... Il est surnommé

Grand Mogaulle, Rigauetto, Gaulle-Pacha, Roquentin-le-désossé... Un lieutenant de son état-major est spécialement préposé à la confection du café : il utilise un appareil compliqué, volumineux, qui tient de l'alambic, avec cornue et serpentins de verre, le seul capable selon le colonel de distiller un nectar parfait. Un jour, un capitaine de cavalerie invité au mess, ose prendre la parole : « Mon colonel, commence-t-il, à votre avis... ». Une stupeur alarmée paralyse les fourchettes. Le colonel laisse calmement l'incongruité inouïe offenser son oreille. Il ne tourne pas la tête. « Monsieur, dit-il on n'interroge pas le colonel ». Au dessert, il se renverse sur la chaise. Il assène une tape sur la table : « Quand je serai le maître... » (1).

En janvier 1940, l'infatigable colonel de chars de la 5^e armée adresse au président du conseil, Edouard Daladier, à Paul Reynaud, son ministre, aux généraux Gamelin, Georges et Weygand un long « memorandum » où il expose ses vues stratégiques condensées de son ouvrage « Vers l'armée de métier ». Aux recommandations écrites, il ajoute les suggestions verbales. C'est ainsi que reçu le 24 mars par Paul Reynaud, il lui conseille, fortement d'allonger le front en intervenant en Belgique. « L'armée allemande, fait-il valoir, n'est pas plus forte que les armées alliées et les deux aviations se balancent sensiblement » (2). Cette manœuvre sera exécutée par le général Gamelin au mois de mai avec les conséquences que l'on sait.

S'intéressant au protégé de Reynaud, Paul Baudouin, secrétaire d'Etat, pressent le colonel de Gaulle pour assurer la liaison entre le gouvernement et le G.Q.G. Le colonel décline l'offre en prétextant que « la hardiesse de ses conceptions l'a fait mettre à l'index par le haut état-major ». Il se réserve manifestement pour les plus hautes destinées qui l'attendent, pense-t-il, dans le sillage de son protecteur.

Début mars, chez le baron Maurice de Rothschild, faubourg Saint-Honoré, qui joue lui aussi la carte Reynaud, Georges Mandel a annoncé l'imminent renversement de Daladier et son remplacement par Paul Reynaud (3). C'est fait à la fin du mois. De Gaulle redouble d'empressement à l'égard du nouveau président du Conseil. « Je n'ambitionne pas d'honneur plus grand que celui de vous servir », lui écrit-il le 3 mai 1940 à la veille de l'offensive allemande.

II.- LE GÉNÉRAL DE MONTCORNET

Le 11 mai, après la rupture du front de la Meuse, le colonel de Gaulle se voit confier le commandement de la IV^e Division cuirassée, en cours de constitution près de Laon, qui reçoit quelque 140 chars sur les 250 dont dispose l'armée française (4). Le 17 mai,



Le ciel est à Hitler : un Dornier bombarde en piqué.

sur l'ordre du général Georges, il lance une contre-attaque de retardement sur Montcornet, gros nœud de routes sur la Serre. S'emparant de plusieurs champs de betteraves, il fait 130 prisonniers mais rencontre vers Crécy de puissantes unités allemandes et doit se replier sur l'Aisne au soir du 19 mai. Son unité n'en a pas moins montré une vaillance digne d'éloges. Le 25 mai, Weygand qui vient de succéder à Gamelin, le nomme en même temps que cinq autres colonels, « général de brigade à titre temporaire pour la durée de la guerre ». Le général de Gaulle a 49 ans.

« Le général se battit comme s'il avait été un tigre humain s'ouvrant une voie à coups de griffes à travers les positions ennemies », écrit David Schoenbrun qui a déjà « raconté » le corps-à-corps héroïque de son héros à Verdun (5). Jean Lacouture suggère au contraire que Charles de Gaulle « ne semble pas avoir montré sur le terrain les qualités de coup d'œil et d'invention qui font qu'avec 1.000 hommes ou 300.000 on est Masséna ou Rommel » (6). Les archives militaires de la Wehrmacht indiquent que la contre-attaque de la IV^e Division cuirassée réussit à stopper une avance allemande... déjà stoppée. « Le 15 mai, le corps blindé Guderian et le 12^e Panzer Corps atteignirent simultanément Montcornet à 70 km de Sedan. On pouvait supposer que le haut commandement allemand ne se contenterait pas d'une simple tête de pont sur la Meuse. Pourtant le général Von Kleist donna l'ordre de s'arrêter... » (7). Le commandement allemand ne se préoccupa à aucun moment de la situation. « Ces contre-attaques ne nous mirent pas du tout en dan-

(1) Pierre Molaine, « L'« Sang », Calmann-Lévy, éd.

(2) Témoignage du général de Villelume, chef du cabinet militaire de Paul Reynaud, devant la Commission d'Enquête de l'Assemblée Nationale.

(3) Henry Lemery, « D'une République à l'autre », La Table Ronde, éd.

(4) Weygand « En lisant les mémoires de guerre du général de Gaulle », Flammarion, éd.

(5) David Schoenbrun, op. cit.

(6) Jean Lacouture, op. cit.

(7) Gert Bucheit, « Hitler der feldherr », traduit en français sous le titre « Hitler, chef de guerre », Arthaud, éd.



Le colonel de Gaulle à son P.C. alsacien de Wangenbourg : il a inventé une cafetière.

ger, déclara après la guerre le maréchal Von Kleist... Guderian en fit son affaire sans me déranger et je n'en entendis parler que le lendemain » (8).

Une semaine plus tard, la IV^e Division cuirassée est lancée contre la tête de pont allemande d'Abbeville et, en deux jours de combat, montre une belle tenue au feu pénétrant à 5 km dans les lignes allemandes (9), ce qui vaut à son chef, le 2 juin, une élogieuse citation signée Weygand. Le général de Gaulle attend mieux, pourtant. Effectivement, le 5 juin dans la nuit, Reynaud le nomme sous-secrétaire d'Etat à la Guerre. Le nouveau ministre quitte immédiatement le front où il aura connu cinq jours de combats.

III.- LE MINISTRE DU RÉDUIT BRETON

Le sous-secrétaire d'Etat de Gaulle n'exercera aucune fonction gouvernementale et, à sa grande colère, il n'est d'ailleurs pas admis au Conseil des Ministres (10). Paul Reynaud lui a conféré ce titre pour faciliter les missions personnelles dont il va le charger. Il sait déjà l'armistice inévitable et projette de prendre avec Georges Mandel la tête du Gouvernement français en exil qui poursuivra la guerre.

(8) Liddell Hart, « Les généraux allemands parlent », Stock, édit.

(9) Dans ses mémoires, le général de Gaulle avance le chiffre de 14 kms.

(10) Robert Aron, « De Gaulle en Juin 40 », « Nouveaux grands dossiers de l'histoire contemporaine », Librairie Académique Perrin, édit.

De Gaulle est notamment chargé de préparer à Londres le terrain pour son protecteur.

De Gaulle débarque pour la première fois à Londres le 9 juin. Mission officielle : obtenir de Winston Churchill que celui-ci envoie en France les escadrilles de la R.A.F. basées en Angleterre qui font cruellement défaut sur le front. Churchill refuse. A sa grande surprise, il voit de Gaulle faire demi-tour au moment de quitter son bureau, se retourner et venir lui murmurer : « Je crois que vous avez tout à fait raison » (11).

Une première escarmouche l'oppose à Weygand, le 10 juin au conseil ministériel restreint qui est le dernier à se tenir à Paris. De sombres nouvelles sont parvenues de tous les fronts. De Gaulle déclare avec hauteur : « Si la situation empire, c'est parce que nous la laissons s'empirer ». « Qu'avez-vous à proposer ? » riposte Weygand. De Gaulle fait machine arrière. « Il ne m'appartient pas de proposer quoi que soit ». A la sortie, Weygand confie à Paul Baudouin : « de Gaulle est plus journaliste qu'officier et son contentement de lui-même touche à l'aveuglement » (12).

LE REDUIT : le 11 juin, de Gaulle vient sonder le général Huntziger, commandant le groupe d'armées du centre, à son P.C. d'Arcis-sur-Aube. « J'attendais M. Paul Reynaud, raconte Huntziger. De Gaulle vint seul mais il me parla au nom du président... Et que me proposait-il ? De prendre le commandement des armées, d'en réunir les tronçons et d'organiser une tête de pont. Devinez où ! Dans la presqu'île du Cotentin. Comme je ne pus ne point lui représenter ce qu'un tel projet avait de dérisoire, il consentit à ce que cette tête de pont fut établie dans la presqu'île armoricaine. Ce n'était pas moins absurde » (13).

(11) Winston Churchill, « Mémoires de guerre », Plon, édit.

(12) Paul Baudouin, « Neuf mois au gouvernement », La Table Ronde, édit.

(13) Récit fait par Huntziger, aussitôt après l'entrevue, à Henri Massis, alors attaché à son état-major, et publié par l'académicien dans « Hommes et Monde ».

IV.- LE DÉPART POUR LONDRES

De retour à Londres le 16 juin, de Gaulle se voit proposer par Churchill le célèbre projet de fusion France-Angleterre : « Désormais, la France et la Grande-Bretagne ne sont plus deux nations mais une nation franco-britannique indissoluble. Il n'y aura qu'un gouvernement de guerre qui gouvernera de l'endroit jugé le mieux approprié pour la défense des opérations ». De Gaulle, pour une fois surexcité, téléphone à Paul Reynaud : « Vous serez probablement le président du premier cabinet commun » (14).

Mais, en atterrissant le soir même à Bordeaux où s'est réfugié le gouvernement, de Gaulle apprend par le colonel Himbert, venu l'attendre au terrain, qu'il n'est plus sous-secrétaire d'Etat. Mis en minorité sur le projet d'union franco-anglaise, Paul Reynaud a démissionné. Il est remplacé par le maréchal Pétain. Le nom de de Gaulle ne figure pas sur la liste du nouveau gouvernement.

— C'est bon, ils ne veulent pas de moi ! s'écrie de Gaulle. Dans ces conditions, je fous le camp à Londres (15).

(14) Henri Amouroux, « Le 18 Juin 1940 », Fayard, édit.

(15) Alfred Fabre-Luce, « Le plus illustre des Français », Julliard, édit. Récit également fait par Robert Aron (« Charles de Gaulle », Librairie Académique Perrin) qui ne peut cependant garantir son authenticité.

« TENU PAR LE SECRET » : Dans cette soirée du 16 juin, une mystérieuse conversation réunit de Gaulle et Reynaud. Dans ses Mémoires, le général reste vague. Pressé de questions par la Commission d'Enquête Parlementaire de 1951, Reynaud répondra : « Vous me permettrez sur ce point d'être silencieux car je suis tenu par le secret professionnel ». Indication inexacte puisqu'au moment de l'entrevue, il n'occupait plus aucune fonction publique. On sait seulement que Paul Reynaud remet ce soir-là à de Gaulle 100.000 F prélevés sur les fonds secrets. Il lui signe également un ordre de mission irrégulier où le général fait encore fonction de sous-secrétaire d'Etat. Il est évident que ce soir-là de Gaulle reçoit de son « patron » la consigne de regagner Londres mais ses directives détaillées ne seront jamais divulguées par aucun des deux hommes. L'opinion couramment retenue est que de Gaulle a mission de préparer à Londres l'arrivée de Paul Reynaud ou, à défaut, celle de Georges Mandel qui se prépare à s'embarquer à bord du « Massilia » (« la croisière du paquebot Trouillacity », ironise-t-on à Bordeaux).

Le général Spears, représentant personnel de Churchill auprès du gouvernement français, tente d'obtenir de Paul Reynaud qu'il gagne immédiatement Londres. Reynaud refuse en assurant qu'il garde encore l'espoir de reprendre le pouvoir le lendemain (16) et lui indique qu'il envoie le général de Gaulle comme son mandataire. Spears se met à la recherche du général.

Récit de Spears : « Je trouvai de Gaulle adossé à une colonne, raide comme un piquet. De toute évidence l'attente l'avait éprouvé. Il était très pâle.

(16) Henri Amouroux, *op. cit.*



Dernier président de la III^e République, Albert Lebrun contemple médusé le premier président de la V^e : ce colonel de chars a d'aussi grands pieds que lui (pointure 48).

Il me murmura qu'il avait de bonnes raisons de croire que Weygand voulait le faire arrêter. Il croyait savoir qu'un bateau de guerre anglais se trouvait dans le port. Il était essentiel qu'il puisse passer la nuit à bord car c'était le seul endroit à Bordeaux où il serait en sûreté. Il désirait retourner en Angleterre le plus vite possible » (17).

Réaction ultérieure de Weygand, interrogé par Guy Raïssac : « Moi, faire arrêter de Gaulle ? Le 16 juin 1940, je me battais encore. En raison de la situation de nos armées et des événements qui se déroulaient alors, j'avais d'autres soucis en tête que celui de m'occuper de ce jeune général de brigade » (18).

Le lendemain matin, Spears téléphone à Churchill. Il lui annonce que Reynaud ne veut pas rejoindre Londres tout de suite ; Mandel, pour sa part, écarte un exil anglais et préfère partir pour les colonies dont il a été le ministre. Churchill manifeste un vif mécontentement (19). Spears lui demande l'autorisation d'amener de Gaulle, mandataire de Reynaud. Churchill accepte.

(17) Edward Louis Spears, *« The fall of France »*, Heinemann, édit.

(18) Guy Raïssac, *« Un soldat dans la tourmente »*, Albin Michel, édit.

(19) Henri Amouroux et Robert Aron, *op. cit.*

IL MANQUE UNE FICELLE : A 8 h 30 du matin, ce 17 juin 1940, l'aérodrome de Mérignac, encombré de centaines d'avions et envahi par quelque 10.000 soldats, réfugiés, femmes et enfants donne le spectacle d'une cohue inouïe. Incident au dernier moment : les bagages ne tiennent pas tous dans l'avion de la R.A.F. envoyé par Churchill et de Gaulle ne veut abandonner aucune valise. Son aide de camp, le lieutenant de Courcel court chercher une pelote de ficelle pour arrimer le tout. Les minutes passent et de Gaulle s'affole à l'idée qu'une patrouille (?) peut encore l'intercepter. Enfin tout est paré. Spears raconte qu'il monta seul à bord afin de déjouer les soupçons et qu'au dernier moment, quand l'avion roulait déjà, il tendit la main à son passager pour le hisser à bord (20). Mais de Gaulle a toujours nié ce détail qui le rend un peu ridicule.

A neuf heures, de Gaulle quitte la France qu'il ne reverra pas avant quatre ans moins trois jours. L'avion survole Paimpont en Bretagne où se trouve sa mère qui revient de la messe. En apprenant son départ, la vieille dame confiera à sa femme de ménage : « Mon Dieu, pourvu qu'il ne se soit pas trompé ! » (21).

(20) Edward-Louis Spears, *op. cit.*

(21) Henri Amouroux, *op. cit.*



Montcornet (Aisne) : comme Bouvines, Valmy et Austerlitz cet humble village est passé à la postérité.



18 juin 1940 : des débuts au micro dont on n'a pas fini d'entendre parler.

CHAPITRE IV

LE GÉNÉRAL DE LONDRES

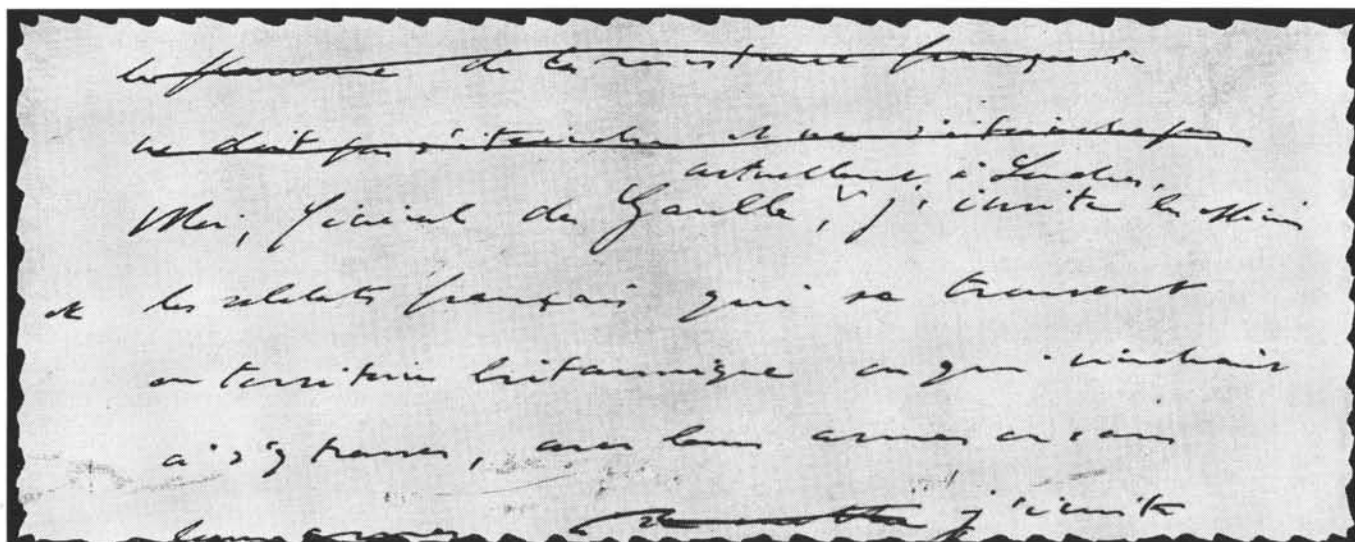
(1940 - 1942)

I. - « MOI, GÉNÉRAL DE GAULLE »

1° **L'appel du 18 juin.** Les premières heures anglaises de Charles de Gaulle sont consacrées à l'intendance. Il s'installe Seamore Place dans une... garçonnière dont Jean Laurent, de la banque d'Indochine, lui a confié discrètement la clé à son départ de Bordeaux. Et il dépêche le fidèle Courcel à la Banque d'Angleterre avec mission d'y changer les 100.000 F de Reynaud.

L'après-midi, il rédige le premier discours radio-diffusé de sa vie. Un peu plus tard, une jolie fille sonne à la porte de la garçonnière.

En tout bien tout honneur, Elisabeth de Miribel est une jeune fille très comme il faut qui travaille à la Mission du Blocus dirigée à Londres par Paul Morand. Le lieutenant de Courcel lui a téléphoné pour qu'elle vienne dactylographier les griffonnages de son chef. Elle est aussitôt subjuguée par la fine moustache du général. Elle ne va pas le quitter de cinq ans, restant sa secrétaire particulière jusqu'à Paris. Quand de Gaulle quittera le Pouvoir pour s'enfermer à Colombey, elle s'abandonnera au désespoir et finira par entrer au Carmel. Elle en ressortira pour entrer au cabinet de Mendès-France. Elle n'a malheureusement jamais publié son journal intime.



Le premier « moi » : c'est le texte manuscrit de l'appel du 18 juin.

« Moi, général de Gaulle... ». On confond fréquemment l'Appel du 18 Juin avec la fameuse proclamation « La France a perdu une bataille mais la France n'a pas perdu la guerre » qui fut seulement affichée deux mois plus tard dans quelques rues de Londres (1). Dans son premier discours, de Gaulle invite à se mettre en rapport avec lui les soldats et les ingénieurs qui se trouvent en Angleterre ou viendraient à s'y trouver. « La flamme de la Résistance française, conclut-il, ne s'éteindra pas. »

L'appel du 18 Juin a-t-il été rédigé avec l'aide de Churchill que de Gaulle est allé voir avant de se mettre au travail ? Certains l'assurent en relevant que le passage prédisant que l'Allemagne sera vaincue à son tour par une force mécanisée supérieure reprend presque mot pour mot la déclaration faite par Churchill au gouvernement français sept jours plus tôt à Cagney. De Gaulle a toujours nié cette collaboration comme il a toujours démenti avoir soumis son texte à l'approbation de Churchill. Cependant Jean Oberlé a conservé un texte corrigé par de Gaulle où l'on lit : « Le matin du 18 juin, je rédige un message aux Français. Je le donne au général Spears pour le montrer à Churchill » (2).

A 18 heures, de Gaulle arrive en taxi à Broadcasting House, l'immeuble de la BBC où il est accueilli par Miss Elisabeth Barker qui gardera le souvenir « d'un long monsieur avec des bottes brillantes et pas de menton ». Il lit son appel d'une voix blanche et heurtée.

Bordeaux réagit sur l'heure. Par télégramme numéro 10.978 D, le général Colson, ministre de la Guerre dans le gouvernement Pétain, ordonne au général de Gaulle de rentrer sans délai. Le général Lelong, attaché militaire à l'ambassade de France, transmet à Bordeaux cette réponse de l'intéressé : « Le général de Gaulle est prêt à exécuter l'ordre de rentrer. Mais en l'absence du colonel Rozoy la mission militaire française ne peut ni envoyer un avion français ni obtenir un avion britannique. Le général de Gaulle va demander un avion anglais à titre personnel. »

(1) Cette phrase a été empruntée à une allocution prononcée fin mai par Duff Cooper, ministre anglais de l'Information (Alfred Fabre-Luce, « Le plus illustre des Français », Julliard édit.).

(2) Henri Amouroux, « Le 18 juin 1940 », Fayard, édit.

Charles de Gaulle cherche à gagner du temps avant de prendre une décision. Il attend, en effet, des nouvelles de Reynaud.

L'Appel du 18 juin mentionné par la plupart des quotidiens français, a peu d'écho dans l'opinion. A noter cette prise de position de François Mauriac dans « Le Figaro », le lendemain 19 juin. « Le 17 juin, après que le maréchal Pétain eut donné à son pays cette suprême preuve d'amour, les Français entendirent à la radio une voix qui leur assurait que jamais la France n'avait été plus glorieuse. Eh bien non ! Il ne nous reste d'autre chance de salut que de ne plus jamais nous mentir à nous-mêmes » (3).

2° Le grand saut. Le 19 juin, de Gaulle parle à nouveau à la BBC mais sur un ton nouveau. Il attaque violemment le gouvernement de Bordeaux et déclare : « Moi, général de Gaulle, j'ai conscience de parler au nom de la France. »

Ce changement de ton a une explication : après avoir dîné avec de Gaulle le soir du 18 juin, René Pleven et Jean Monnet ont fait le lendemain un aller-retour à Bordeaux pour savoir si l'on peut toujours compter sur l'arrivée de Reynaud et Mandel à Londres. Double échec : Reynaud renonce finalement à gagner l'exil et Mandel préfère tenter sa chance au Maroc. Jusqu'alors mandataire de Reynaud, Charles de Gaulle se trouve abandonné à lui-même. C'est alors qu'il décide de se substituer à son protecteur défaillant. C'est à cet instant (et non le 18 juin) que, selon sa propre expression, il « entre dans l'aventure ».

CONDAMNE A MORT : Le 23 juin, un décret signé Albert Lebrun rétrograde de Gaulle (qui ne le lui pardonnera jamais) au grade de colonel et le met à la retraite d'office. Inculpé de refus d'obéissance, l'ex-général est condamné le 4 juillet par le tribunal militaire de Toulouse à 4 ans de prison et 100 francs d'amende. Ses attaques ultérieures contre le gouvernement de Vichy lui vaudront d'être à nouveau inculpé d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat et traduit devant le tribunal militaire de Cler-

(3) Déclaration ultérieure de Mauriac : « J'ai été un gaulliste de la première heure », « Combat », 23 novembre 1947.

mont-Ferrand qui le condamne à mort par contumace le 2 août 1940 (4).

3° **La France Libre**. Installé au 3^e étage d'un vieil immeuble triste de Saint Stephen's House — son mentor, le général Spears loge à l'étage en dessous — Charles de Gaulle, comme Sœur Anne, scrute l'horizon et ne voit guère venir. Ses appels réitérés au micro de la BBC restent vains. Malgré ses messages à Noguès, Puaux, Peyrouton, aucun grand territoire de l'Empire n'a choisi « la dissidence ». Le chef des Français Libres, comme il s'est intitulé lui-même, n'est rejoint que par une hétéroclite petite troupe d'officiers de carrière, d'ingénieurs, d'intellectuels, de jeunes politiciens.

— Encore un juif, soupire-t-il quand on lui annonce Georges Boris (5).

accepté « même pour balayer les escaliers ». Mais de Gaulle le déclare « trop voyant ».

Rageur, de Gaulle répète volontiers sa vieille antienne :

— Les Français sont des veaux, des dégonflés (5).

Il y a ceux qui s'écartent de lui. Jean Monnet prend du champ. André Maurois et Henri de Kérillis gagnent l'Amérique. Le 23 juin, de Gaulle déjeune avec Béhouart, son camarade de promotion à Saint-Cyr, qui lui annonce son intention de rejoindre Weygand en Afrique du Nord où il sera lui-même un des artisans du débarquement américain de novembre 1942. De Gaulle essaye vainement de l'en dissuader :

— Tu verras, le prévient-il, c'est une bande de vieux dégonflés.

Son premier « rallié » important, il l'attendra jusqu'en septembre : c'est le général Catroux. La



Bon appétit, mon général ! A Londres, il s'intéresse plus à son assiette qu'à Pleven et Muselier.

Le capitaine Fourcaud entre, le bras en écharpe.

— Que voulez-vous que je fasse d'un manchot, grogne-t-il ? (5).

Pierre Cot, ministre de l'Air du Front Populaire (« Des avions pour l'Espagne »), demande à être

(4) Parmi les six juges figuraient les généraux de La Laurencie (qui sera à son tour interné par Vichy), de la Porte du Theil (qui sera déporté en Allemagne), Etcheberrigaray (déporté au camp de Dachau) et Frère (arrêté par la Gestapo et mort au camp du Struthof). Contrairement à certaines légendes tenaces, le général de Lattre de Tassigny ne participa pas au jugement. Le dossier de la procédure de Clermont-Ferrand fut réclamé à la Libération par le cabinet militaire de de Gaulle au colonel Poupard, chef du bureau de la Justice militaire, et ne lui fut jamais retourné.

(5) J.-R. Tournoux, « Pétain et de Gaulle », Plon, édit.

générale (celle de l'époque) fera aussitôt le siège du cabinet de de Gaulle pour avoir des nouvelles des canaris et des boys qu'elle ramène d'Indochine (6).

De Gaulle a d'autres désillusions : en juin, il a écrit à Pie XII en lui confiant que « des circonstances peut-être providentielles » l'ont fait surgir à la place qu'il occupe. Mais le pape n'est apparemment pas convaincu que ce général de Londres est un envoyé de Dieu et il maintient son nonce à Vichy auprès de Pétain.

Churchill, lui-même, n'est pas sûr. Le Premier anglais n'a pas perdu l'espoir de voir Georges Mandel prendre la tête de la France Libre. Il envoie son minis-

(6) Colonel Passy, « Souvenirs », Raoul Solar, édit.

tre de l'Information, Duff Cooper, et le propre chef d'état-major impérial, Lord Gort, prendre contact à Casablanca avec l'énergique ancien ministre français. Mission vaine : Mandel est interné. Alors, ne pouvant compter sur personne d'autre, Winston Churchill se décide le 28 juin à reconnaître de Gaulle comme « chef des Français Libres ».

Les accords du 7 août, signés Churchill, consentent au général de Gaulle le droit de « créer un organisme civil ». De Brazzaville, gagné à sa cause, de Gaulle annoncera la création à Londres d'un Conseil de Défense de l'Empire (transformé en 1941 en Comité National Français) majestueusement chargé « de diriger l'activité économique, d'exercer la conduite de la guerre, de traiter avec les puissances étrangères ». Mais il est précisé que « les pouvoirs normalement dévolus au chef de l'Etat et au Conseil des Ministres sont exercés par le Chef des Français Libres ». La formule officielle choisie est la suivante : « Au nom du peuple et de l'Empire français, nous, général de Gaulle, Chef des Français Libres, ordonnons... ».

Les accords indiquent que toutes les dépenses de la France Libre seront prises en charge par le trésor britannique : il est temps car de Gaulle ne dispose plus que de quelques livres sur les 100.000 francs de Reynaud. Une autre phrase dont on reparlera stipule que la Free French Force (l'armée de la France Libre) ne pourra jamais porter les armes contre la France.

La Croix de Lorraine fait son apparition sur l'initiative de l'amiral Muselier. Bon marin mais objet d'une « épouvantable réputation » dans la Marine, celui-ci, malgré son étoile supplémentaire, s'est mis aux ordres du général de brigade de Gaulle et en a reçu le commandement des Forces Navales Françaises Li-

bres. En souvenir de son père lorrain, Muselier ordonne à ses bâtiments d'arborer à la poupe un pavillon bleu timbré d'une croix de Lorraine rouge. L'insigne gagne peu à peu les boutonnieres des Français de Londres jusqu'au moment où de Gaulle le choisit pour emblème officiel (7).

— La France, c'est moi, répète à tout venant de Gaulle dans son bureau de Saint-Stephen's House en allumant inlassablement une Players au mégalot de la précédente. Ce culte de la personnalité est déjà jugé excessif par certains Français de Londres. Le journal « France », dirigé par Pierre Comert et Georges Gombault, prend ses distances après qu'un officier de l'état-major de de Gaulle eut fermement déconseillé de prendre en sous-titre la devise « Liberté, Egalité, Fraternité ».

Incident caractéristique : Robert Mengin, un des premiers Français Libres à avoir rejoint de Gaulle le 19 juin (cf. *Lecture I*) veut contracter un engagement militaire mais refuse de signer l'acte d'engagement qu'on lui tend :

— Ceci constitue un engagement personnel envers le général de Gaulle, objecte-t-il. Je ne signe pas.

— Alors, qu'est-ce que vous foutez ici, riposte l'officier ? Foulez le camp (8).

Mais une crise autrement plus grave va secouer la jeune France Libre avec le drame de Mers el-Kébir.

(7) Dans ses *Mémoires*, de Gaulle qui s'est fâché en 1941 avec Muselier, attribue l'apport de la Croix de Lorraine à son autre amiral, Thierry d'Argenlieu, mais celui-ci rétablira honnêtement la vérité en faveur de Muselier (*Revue de la France Libre*, juin 1950).

(8) Robert Mengin, « De Gaulle à Londres », *La Table Ronde*, édit.



Direction Dakar : de Gaulle, béret basque et musette, la voit « fraîche et joyeuse ».



Un pied en Afrique : avec Leclerc qui lui a rallié Douala, de Gaulle passe en revue sa première garde noire.

II.- " LA GUERRE A VICHY "

1^{er} Guet-apens à Mers el-Kébir. — « Nul ne fera usage de notre flotte », déclare Pétain le 25 juin à la radio en commentant l'armistice intervenu. Il est exact que les clauses de l'armistice excluent toute main-mise de l'Axe sur la puissante flotte de Darlan. Vichy a même obtenu que ses navires, au lieu d'être désarmés dans leurs ports d'attaches habituels, le soient seulement dans les ports de la zone libre ou des colonies. Aucun bâtiment ne tombera dans les mains allemandes ou italiennes et à Toulon, l'amiral de Laborde sabordera sa flotte plutôt que de la livrer.

Mais le lendemain, 26 juin, de Gaulle affirme à la radio : « Cet armistice est déshonorant... Notre flotte, nos avions, nos chars à livrer intacts pour que l'ennemi puisse s'en servir contre nos propres alliés. » Il a déjà repris la même allégation auprès de Churchill.

Le 27 juin, Lord Dudley Pound, chef de l'Amirauté, envoie l'amiral Somerville à Mers el-Kébir. La mission est baptisée « Catapulte ». Elle consiste à capturer ou détruire la flotte française avant que les Allemands s'en emparent.

C'est un véritable massacre, en rade de Mers el-Kébir, le 3 juillet. Nos navires, désarmés, sont foudroyés à bout portant par les obus de 380 anglais. Le « Strasbourg » s'échappe mais les cuirassés « Bre-

tagne », « Provence » et « Dunkerque » sont envoyés par le fond ainsi que diverses autres unités. 1.297 marins français sont tués.

DES RENSEIGNEMENTS FAUX. Témoignage apporté après la guerre par le général Menzies, chef de l'Intelligence Service, au général Revers : « Nous avons eu des renseignements faux selon lesquels la flotte française allait être cédée aux Allemands... N'oubliez pas que les Français de Londres ont contribué à créer un état d'esprit en affirmant que la flotte française allait tomber aux mains des Allemands » (9).

Charles de Gaulle retire un intérêt indéniable de la tragédie. Il craignait un rapprochement entre Vichy et le gouvernement anglais qui entretenaient encore des relations diplomatiques malgré ses récriminations auprès de Churchill. Mers el-Kébir résout tout. Si Pierre Laval ne réussit pas à convaincre Pétain de « répondre à la force par la force », Paul Baudouin, le plus anglophile des ministres de Vichy, doit prononcer la rupture des relations diplomatiques avec Londres.

L'opinion française montre une indignation générale. François Mauriac évoque dans « Le Figaro » du 17 juillet le souvenir de Jeanne d'Arc, de Fachoda et de Sainte Hélène. « Tout à coup, poursuit-il, ce retournement de l'Angleterre contre nous, ce guet-apens de Mers el-Kébir et tous ces marins

(9) J.-R. Tournoux et Robert Mengin, *op. cit.* A rapprocher de ce commentaire du « Figaro », le 5 juillet : « La Grande-Bretagne a été mal inspirée ou peut-être mal conseillée par les Français de Londres ».



Il n'y a pas de quoi rire, Majesté ! Le chef des Français Libres se casse devant le roi George VI.

sacrifiés... M. Winston Churchill a dressé, pour combien d'années, contre l'Angleterre une France unanime. » Dans « L'heure Bretonne », Morvan Lebesque stigmatise « les Anglais assassins ».

A Londres, une vague de colère secoue les Français Libres et ceux qui s'apprêtaient à les rejoindre. Le commandant Thierry d'Argenlieu, adjoint de Muselier, s'enferme pendant plusieurs jours dans un couvent. Des milliers de marins et d'aviateurs français encore stationnés en Angleterre refusent de rejoindre de Gaulle et demandent à être rapatriés en France, notamment à bord de « l'Orduna ».

DU SANG SUR LE « SURCOUF » : le plus grand sous-marin de l'époque avait réussi par des prodiges d'habileté à s'échapper de Brest avant l'armistice et à gagner Plymouth où son équipage fraternise avec les marins britanniques. Le 3 juillet, la bataille éclate à bord du sous-marin dont les Anglais veulent s'emparer par la force. Des morts et des blessés. L'ingénieur-mécanicien Daniel, celui-là même qui a permis au « Surcouf » de gagner l'Angleterre, est tué.

Devant l'émotion qu'il constate autour de lui, de Gaulle, après quatre jours de silence, se décide le 8 juillet à faire connaître sa douleur et sa colère devant « cette odieuse tragédie ». Il n'en réitère pas moins la fausse allégation qui l'a rendue possible : « Le gouvernement qui fut à Bordeaux avait consenti à livrer

nos navires à la discrétion de l'ennemi. Je dis sans ambages qu'il vaut mieux qu'ils aient été détruits. »

L'amiral anglais Cunningham qui parvient avec bon sens à dissuader Churchill d'ordonner une action identique contre la flotte française ancrée à Alexandrie, résume ainsi Mers el-Kébir : « Un acte sacrément odieux et sacrément inutile. »

Inutile, certes, pour l'Angleterre dans sa guerre contre Hitler mais sans doute pas pour de Gaulle dans la sienne contre Vichy.

2^e L'or de Dakar. — « Les armistices livrent l'Empire à l'Elysée », fulmine Charles de Gaulle au micro de la BBC le 30 juillet. Affirmation aussi aventurée que pour Mers el-Kébir mais dont il attend un même profit. Depuis plusieurs jours, il fait le siège de Churchill, lui révélant l'afflux d'agents allemands dans cette Afrique noire française qui n'attend, dit-il, que son apparition pour se rallier à la France Libre. Churchill se laisse convaincre d'attaquer Dakar.

En réalité, le plan initial, assez pittoresque, de de Gaulle, comportait un débarquement à Conakry et une marche forcée dans la brousse. Plus réaliste et marin de cœur, Churchill lui impose sa solution d'une attaque navale.

Les agents hitlériens dénoncés par le chef des Français Libres se ramènent à un consul allemand, Klaube, qui a passé six jours à Dakar, du 27 août au 3 septembre, pour organiser le rapatriement des ressortissants allemands internés au camp de Schikotame par le gouverneur Boisson. Celui-ci, qui a perdu une jambe en 14-18, est violemment anti-allemand.

Il pense au suicide

De Gaulle s'ouvre de l'expédition prévue au colonel Passy, commandant son 2^e Bureau, qui s'alarme. N'est-ce pas le prétexte qu'attendent les Allemands pour déboucher par Gibraltar sur le Maroc et occuper toute l'Afrique du Nord ?

— Opération capitale, maintient de Gaulle, aussi bien politiquement que matériellement.

Il pense vraisemblablement aux 1.500 tonnes d'or que la Banque de France a entreposées à Kayes, au Soudan, pour les soustraire aux convoitises allemandes.

Le 31 août, le chef des Français Libres s'embarque à Liverpool sur un vapeur hollandais battant pavillon anglais. Trois semaines de mal de mer sous un casque colonial trop petit pour lui (10). L'escadre anglaise se présente enfin devant Dakar pour rencontrer, à sa stupéfaction, une résistance si violente qu'après trois jours de sanglante canonnade l'amiral Cunningham, écoeuré, abandonne l'opération.

Pour de Gaulle, c'est une catastrophe. Le tollé est général dans le camp allié : Roosevelt proteste contre cette « guerre civile ». De Gaulle apparaît si discrédité que Churchill cherche à le remplacer. Il propose sa succession au général Catroux qui décline l'offre puis écrit à Weygand pour lui demander de prendre

(10) Description plus noble de l'intéressé dans ses « Mémoires » (avec réminiscence de la barque césarienne) : « Un pauvre navire étranger, sans canons, toutes lumières éteintes, emportait la fortune de la France ».

la tête de la France dissidente. Auquel cas, il mettrait de Gaulle à ses ordres.

— J'ai songé à me brûler la cervelle, avouera plus tard de Gaulle (11).

Heureusement pour lui, Weygand refuse.

3° Des chefs infâmes. — « Qui n'est pas avec moi est contre moi », répète à plusieurs reprises Charles de Gaulle en cette fin d'été 40. Au moment où Churchill noue des contacts secrets avec Vichy (mission à Londres du Pr. Rougier envoyé par Pétain. Bons offices de l'ambassadeur portugais à Vichy, M. Gama Ocho), il lui faut dénoncer « les traîtres de Vichy » pour établir a contrario la légitimité de la France Libre.

« Je dis que ces gens, s'ils ont jamais servi la France, la trahissent aujourd'hui. Je dis que les Français ne sont plus des Français, que ces hommes ne sont plus des hommes », assure-t-il à la BBC le 22 août 1940. Il stigmatise « les chefs infâmes qui sont en train de livrer l'empire intact de la France ». Il rabroue un officier qui lui dit répugner à combattre d'autres Français : « Qu'êtes-vous venu faire à Londres si vous n'êtes pas prêt à la guerre civile ? »

(11) J.-R. Tournoux, *op. cit.*

Il faut noter cependant une nette différence de ton entre la célèbre émission de la BBC « Les Français parlent aux Français » (Bourdan, Oberlé, Duchesne) que de Gaulle désavouera en janvier 1941 parce qu'il la trouve trop modérée et son seul porte-parole autorisé, Maurice Schumann, surnommé « La Transe combattante ». Dans ses Souvenirs, le colonel Passy le décrit « boutonneux, grandiloquent, indiscret » et l'appelle « la pipelette de Carlton Gardens ».

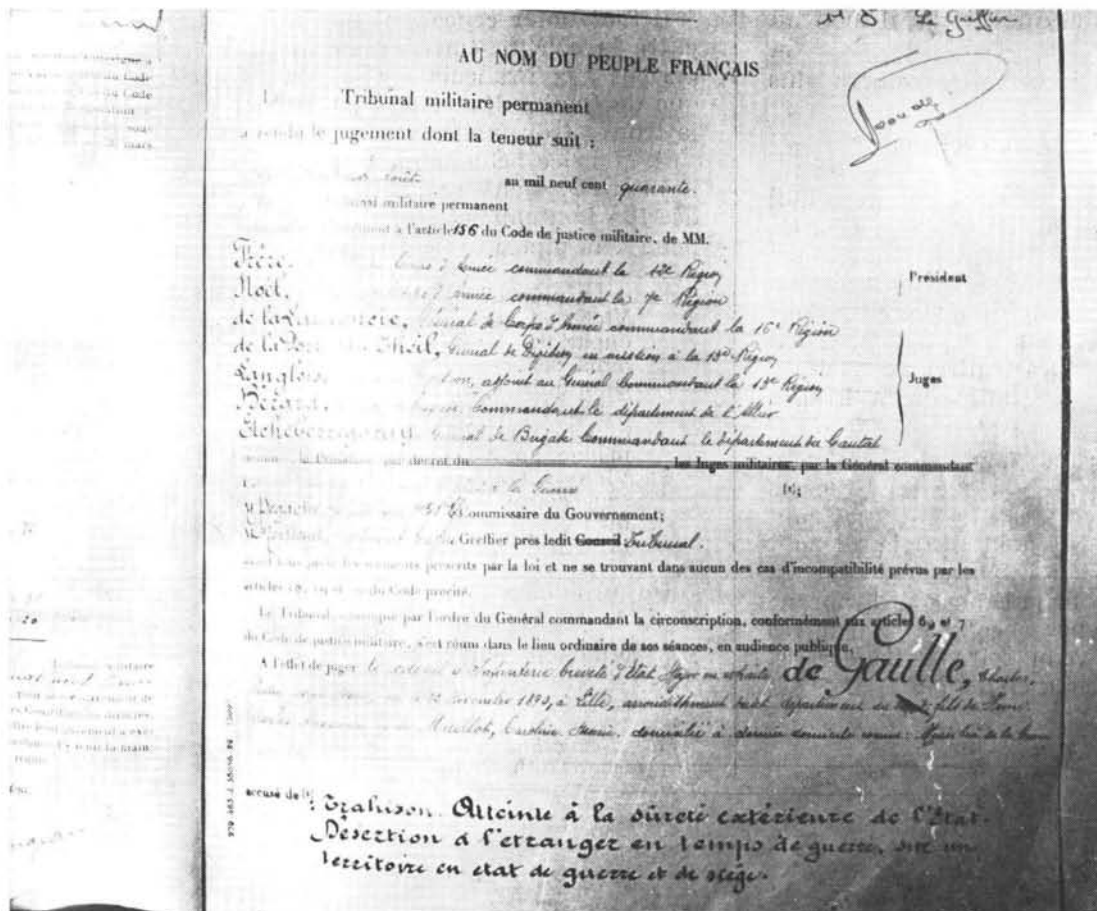
La priorité qu'attache de Gaulle au combat contre Vichy et qui relègue au second plan de ses préoccupations la lutte contre les Allemands apparaîtra dans ses confidences au général d'armée aérienne Odic qui rompt avec Vichy pour rejoindre la France Libre. De Gaulle lui déclare brutalement : « Il faut que la France soit en guerre aux côtés de l'Allemagne pour prouver la culpabilité des hommes de Vichy ». Odic en tire la conclusion suivante : « D'un seul coup, le voile se déchire et je dois conclure qu'à Carlton Gardens, on ne fait pas la guerre à l'Allemagne, mais à Vichy » (12).

Un problème analogue se posera au colonel Monclar, de la Légion, quand il recevra l'ordre d'entrer en campagne contre les troupes vichystes de Syrie. « Je regrette, je ne marche pas, dit-il à de Gaulle. L'en-

(12) Kenneth Pendar, « Le dilemme France-Etats-Unis », Beauchemin, édit., Montréal.



Toujours bon appétit ! A la gauche du général, dans un restaurant chic de Londres, son mentor anglais, Spears.



LE CONDAMNÉ A MORT A TOUJOURS BON APPÉTIT

Le jugement du tribunal militaire de Clermont-Ferrand ; condamné à mort par Vichy pour atteinte à la sûreté de l'Etat, Charles de Gaulle n'est plus qu'un « ex-général ». Comme bien d'autres, 22 ans après. Mais pendant ce temps, sous ses feuilles de chêne, l'intéressé casse gaiement la croûte au bord d'une route anglaise (à dr.).

gagement que j'ai souscrit précise que nous ne serons pas engagés contre la France » (13).

— C'est moi la France, lui riposte de Gaulle.

III.- “ LA FRANCE, C'EST MOI ”

1° La Résistance mise au pas. La résistance que prêche Charles de Gaulle dans ses appels de 1940, il ne la conçoit que dans une perspective militaire ou territoriale : formation d'unités régulières combattantes ou ralliement de colonies. Aucun de ses messages n'appelle les Français à poursuivre sur leur sol la lutte contre l'occupant. L'éventualité de « maquis » de partisans, d'actions de sabotages, de réseaux d'espionnage pour le compte des Alliés ne l'effleure pas. C'est spontanément que la Résistance va naître en France.

Certaines initiatives surgies dans l'ombre même de Vichy ne doivent rien à l'homme de Londres :

(13) Cette guerre franco-française fera 1.800 morts. Sur intervention de Churchill après l'armistice, de Gaulle lui adressera le 19 juin 41 la rassurante note suivante : « Le général de Gaulle qui n'a jamais traduit en jugement ceux de ses camarades de l'armée qui l'ont combattu en exécutant les ordres reçus n'a aucunement l'intention de le faire dans le cas présent ». En foi de quoi, le général Dentz sera condamné à mort à la Libération et passera 200 jours les fers aux pieds à attendre sa grâce avant de mourir dans sa cellule.

c'est le cas de la résistance « camouflée » de l'armée (général Revers, Requin, Frère, de Latre) et de diverses activités de Renseignement (cdts Paillole, colonel Groussard) comme le célèbre « Réseau Alliance » fondé par Loustaunau-Lacau qui sera directement rattaché aux Anglais.

La première initiative de de Gaulle à l'égard des Français restés en France se situe en janvier 1941. Il décide d'envoyer en France le capitaine Fourcaud avec mission d'organiser clandestinement des « Comités d'Action Anti-Pétain » recrutés de préférence dans des milieux socialistes et syndicalistes (14).

Emoi du capitaine Dewawrin (le futur colonel Passy) à qui de Gaulle a confié son 2^e Bureau. Il sait, lui, que Fourcaud est précisément arrivé de France avec mission d'organiser une coopération entre le SR de Vichy et celui de Londres. Naturellement, les « Comités Anti-Pétain » ne verront jamais le jour.

Passy, en réalité, va fixer essentiellement à son S.R. (qui deviendra le puissant B.C.R.A.) des tâches de renseignement et de coups de main qui serviront utilement la cause alliée jusqu'en 1944. Parmi ses agents secrets de la première heure, Gilbert Renault, dit « Raymond » deviendra le célèbre Rémy. Moins heureux, le commandant d'Estienne d'Orves est arrêté par la Gestapo un mois après son arrivée en France. Il se considère comme un soldat et, avant d'être fusillé, note dans son carnet : « Je n'ai jamais fait de la politique. Comme mes camarades j'ai toujours respecté le Maréchal. ».

(14) Colonel Passy. op. cit.



En France, cependant, divers mouvements de résistance se créent à la fois contre l'occupant et le régime de Vichy : « Combat » avec Henri Frenay, « Libération » avec Emmanuel d'Astier et Corniglion-Molinier, « Liberté » avec Teitgen, les groupes de gauche du Musée de l'Homme, etc. Mais sans allégeance gaulliste. « Un an après, admet Passy, aucun de ces mouvements n'avait envoyé d'agent de liaison auprès du général de Gaulle » (14).

La Résistance intérieure ne se « gaullise » que par la suite. Passy, réaliste, explique : « En se développant, les mouvements métropolitains de résistance ne peuvent manquer de se tourner vers Londres pour y chercher un appui et y trouver les moyens matériels à la poursuite de leur action. »

Dans le même temps, les exploits de l'armée de l'ombre frappent l'opinion anglo-américaine et de Gaulle comprend le parti qu'il peut tirer à apparaître comme son chef. C'est son ordre impératif : « La Résistance doit s'intégrer aux Français Libres sous mon commandement. »

Cette intégration, à laquelle restent attachés les noms de Pierre Brossolette et Jean Moulin n'aboutira qu'en mai 1943 avec la constitution du Conseil National de la Résistance présidé plus tard par Georges Bidault. Unifiée, la Résistance intérieure n'en refusera pas moins d'être soumise à la hiérarchie de Londres : la Délégation Générale clandestine de de Gaulle en France occupée sera un orga-

nisme parallèle avec qui les frictions seront nombreuses jusqu'à la Libération.

« Ce qui surtout servit de Gaulle et imposa l'unité autour de son nom, c'est la radio britannique. La BBC a littéralement fait de Gaulle. Sans la radio britannique, de Gaulle serait resté un chef de bande » (15).

2° La prima donna. — Le 18 janvier 1941, de Gaulle ordonne de mettre à la porte toutes les femmes de ménage, conductrices ou dactylos anglaises travaillant à Carlton Gardens au siège de la France Libre : elles ne peuvent être, a-t-il découvert, que des espionnes de l'Intelligence Service (16). C'est un exemple parmi cent autres de la petite guerre qui opposera de Gaulle à ses Alliés jusqu'en 1944 et à laquelle il s'adonne bien plus qu'à la guerre commune contre l'Axe.

« Non, général de Gaulle, vous n'êtes pas la France. Je ne vous sacre pas chef de la France » (17), tempête Churchill, excédé de ses récriminations continuelles. Le chef de la France Libre fait un évident complexe de persécution. Il reproche à Churchill de vouloir le traiter comme Jeanne d'Arc, s'attirant cette plaisante riposte : « Je suis sûr que Mme de Gaulle fait une différence entre votre cas et celui de la Pucelle. »

Lors du débarquement anglais à Diego Suarez, de

(15) Georges Bidault, « D'une résistance à l'autre », Presses du Siècle, édit.

(16) Colonel Passy, *op. cit.*

(17) J.-R. Tournoux, *op. cit.*

(14) Colonel Passy, *op. cit.*

Gaulle fulmine contre le compromis tacite intervenu avec la garnison française de Madagascar. Les relations sont si tendues que Churchill envisage très sérieusement de l'assigner à résidence dans l'île de Man, en pleine mer d'Irlande. La vieille technique Sainte-Hélène !

Harold Nicholson, ministre anglais de l'Information, affronte en janvier 1941 un de Gaulle surexcité qui reproche au gouvernement britannique son indulgence pour Pétain et qui hurle : « La France entière, c'est moi ». Cela rappelle quelque chose à Nicholson. Quelques mois plus tôt, à Bordeaux, il a fait ses condoléances à Paul Reynaud dont l'égérie, Hélène de Portes, venait d'être tuée dans un accident d'auto. Et Reynaud de se lamenter : « Elle était la France » (18).

Charles de Gaulle affecte, comme Hitler, de ne désigner les Anglais et les Américains que sous le vocable commun d'Anglo-Saxons. Mais il sait les différencier. Un rapport secret de Churchill à Roosevelt résumera son action diplomatique en ces termes : « A partir d'août 41, il a essayé de jouer la Grande-Bretagne contre les Etats-Unis et les Etats-Unis contre la Grande-Bretagne » (19). Les mauvais rapports de la France Libre avec l'Amérique naîtront de son orientation exclusivement politique.

(18) Harold Nicholson, « Journal et correspondance des années de guerre ».

(19) Washington Post, 13 juillet 1943.

« Si, à la tête de son armée, de Gaulle s'était jeté dans la bataille contre l'Axe au sens militaire du terme, s'il avait conduit les troupes françaises libres au combat chaque fois qu'il lui était possible de le faire, il aurait rallié un plus grand nombre de partisans auprès des Français et des nations alliées », note Cordell Hull, le secrétaire d'Etat américain, dans un rapport au président Roosevelt (20).

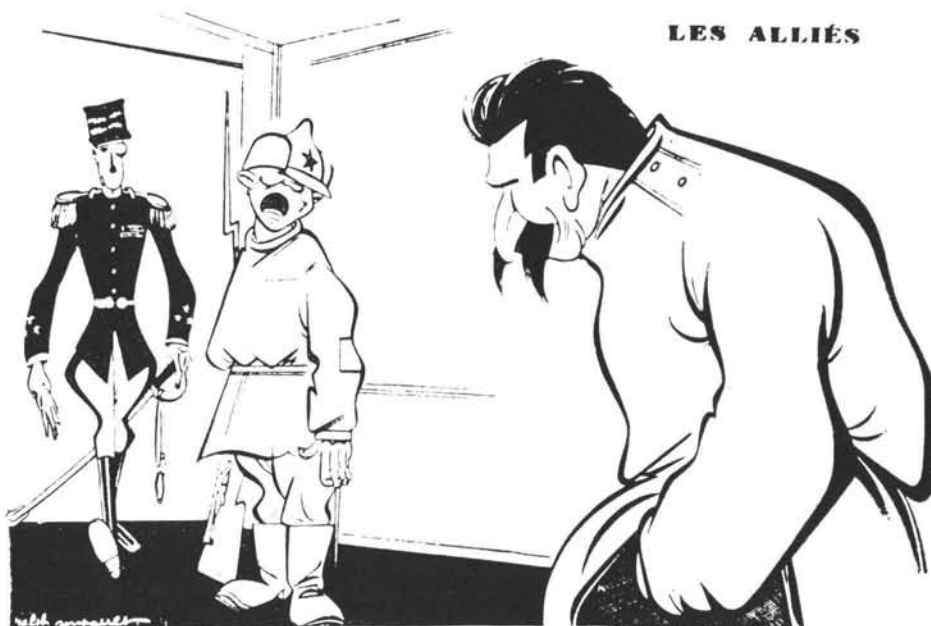
L'affaire de Saint-Pierre et Miquelon est probablement, en décembre 41, à l'origine de l'anti-américanisme obsessionnel qui va marquer toute l'existence de Charles de Gaulle. Elle va lui donner aussi l'occasion de montrer pour la première fois un sens du référendum qui touche au génie du premier coup et qu'il aura l'occasion d'utiliser avec brio près d'un quart de siècle après.

De Gaulle envoie l'amiral Muselier à la tête d'une flottille avec mission de s'emparer de l'archipel de Saint-Pierre et Miquelon dont les autorités, tout en étant d'obédience vichyste, entretiennent d'étroits contacts avec les Etats-Unis qui viennent de déclarer la guerre à l'Allemagne. Arrivé au Canada, Muselier est avisé que les Américains s'opposent à l'opération. Il donne sa parole de « ne rien faire qui puisse gêner la politique du gouvernement des Etats-

(20) Cordell Hull, « Mémoires », Mac Millan, édit.



Pas question pour le parachutiste d'oublier ses feuilles de chêne : l'état-major de de Gaulle en tournée d'inspection.



— Son Excellence le camarade Gaulle-de-vache !

Sa première caricature vient du camp ennemi : Soupault le croque dans « Je suis Partout » en 1941 après l'invasion de la Russie par Hitler.

Unis ». Furieux, de Gaulle lui envoie le 18 décembre un télégramme ordonnant de poursuivre l'opération « sans rien en dire aux étrangers ». L'occupation est effectuée. Le Canada se déclare « choqué » (de Gaulle s'en souviendra en 1967) et Washington, qui ne pardonne pas à de Gaulle d'avoir trahi la parole de Muselier, condamne « les soi-disant Français Libres » (21).

« Inaugurant alors une pratique dans laquelle il passera maître, de Gaulle organise un plébiscite en des termes qui pratiquement interdisent à quiconque de ne pas voter pour lui. Au lieu de l'alternative véritable qui se posait, Pétain - de Gaulle, il en impose une autre : le choix « entre la cause de la France Libre et la collaboration avec les puissances qui affament, humilient et martyrisent notre pays ». Les bulletins de vote portent deux mentions : « Ralliement à la France Libre - Collaboration avec les Puissances de l'Axe »... Qui pouvait s'affirmer partisan de Hitler ou de Mussolini ? 651 suffrages pour la France Libre, 11 pour la collaboration, 140 abstentions ou bulletins nuls » (22).

L'organe de de Gaulle à Londres, « La Marseillaise », attaquera les Américains avec une telle violence que le journal gaulliste de New York, « Pour la Victoire », finit par refuser de les reproduire. Le 27 décembre 1942 on y voue à la chaise électrique « le nouvel esclavage des négriers étoilés ». Au lendemain du débarquement de Normandie, le 17 juin 1944, le journal officieux gaulliste publie cet éditorial pour le moins surprenant : « Il ne faudrait pas que les Français finissent par penser qu'avec l'arrivée chez eux des compagnons d'armes qu'ils acclament, ils ne font que changer d'occupants. »

Le point extrême de l'anti-américanisme de de Gaulle est atteint en 1942 quand les Anglo-américains refu-

sent de le laisser attaquer une nouvelle fois Dakar. Il convoque Bogomolov, ambassadeur de Staline auprès de la France Libre, qui transmet peu après au Kremlin le télégramme suivant : « De Gaulle envisage de rompre avec les Anglo-Saxons. Il m'a demandé si, dans l'éventualité d'une telle rupture finale, le gouvernement soviétique l'admettrait lui et ses forces sur son territoire » (23). Roosevelt parlera plus tard dans un discours improvisé au Congrès américain d'une certaine « prima donna » (24).

Un an avant, Charles de Gaulle a laissé échapper une phrase qui porte en germe toute la politique étrangère de la V^e République. Le 7 décembre 1941, un dimanche, il a invité le colonel Passy à passer la journée dans la maison de campagne où il a installé Mme de Gaulle et ses enfants à quelque 50 km de Londres. Au retour d'une longue promenade dans les bois avoisinants, le général tourne le bouton de la radio. Un instant après, le speaker annonce que les Japonais viennent d'attaquer la flotte américaine à Pearl-Harbour.

De Gaulle coupe le contact et se plonge dans une interminable méditation dont il ressort pour dire à Passy : « Cette guerre est gagnée. Mais l'avenir nous prépare une grande guerre entre les Russes et les Américains. Et, cette guerre-là, Passy, les Américains la perdront » (25).

(23) Alexander Werth, « de Gaulle », Abelan-Schuman, édit., New York. Le télégramme n'a été rendu public qu'en 1959 lors de la publication à Moscou de certaines archives diplomatiques soviétiques.

(24) F.-D. Roosevelt, « His personal papers », Duell, édit., New York.

(25) Dans ses mémoires, publiés en 1947, le colonel Passy donnait la version édulcorée suivante : « et cette guerre là, les Américains risquent bien de la perdre s'ils ne savent pas prendre à temps les mesures nécessaires ». Il devait attendre 1963 pour révéler aux auteurs de cet ouvrage la véritable phrase du général de Gaulle.

(21) Robert Aron, « Histoire de la Libération de la France », Fayard, édit.

(22) Robert Aron, « Charles de Gaulle », Librairie Académique Perrin, édit.

TOI ET MOI (et le photographe)

Pour leur éviter les bombardements, de Gaulle a installé sa femme et ses enfants à Hampstead, dans la banlieue nord-ouest de Londres. La propriété que le gouvernement anglais lui a procurée, Fregnal House, a été bâtie en 1740. Le général ne craint pas d'y accueillir les photographes devant lesquels il pose d'un air emprunté ces touchantes scènes d'intimité familiale.



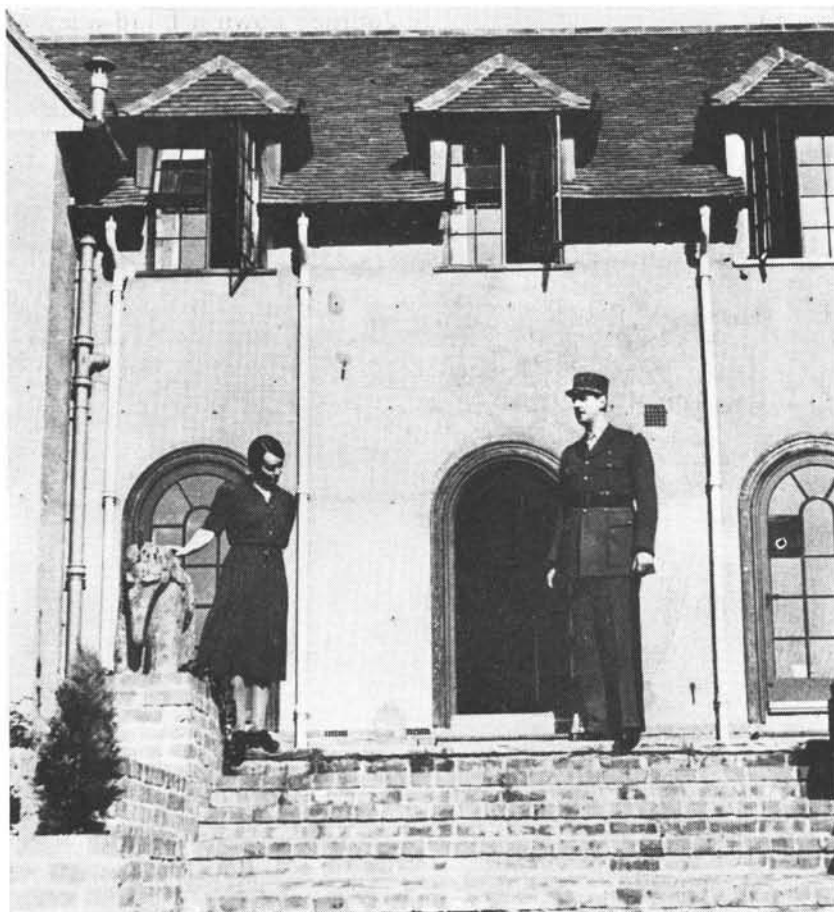
Voilà qui plaira au public anglais : avec beaucoup de naturel le général feint de s'intéresser au gazon.



Yvonne de Gaulle taquine le piano : le général a placé son propre portrait en bonne place.



La seule photo d'amour qu'on LUI
connaisse : le reporter est gâté.



Toujours aussi naturel, le cou-
ple prend la pose sur le perron
d'honneur de Frogna! House.

Plus décontracté que jamais,
de Gaulle au coin du feu.



LECTURES

I. — CHARLES DE GAULLE REÇOIT UN DES PREMIERS FRANÇAIS LIBRES

J'étais arrivé avec une grande provision d'admiration. Mais je la sentais fondre. Elle était remplacée par un sentiment de gêne, provenant d'abord de l'aspect du général, assis dans un fauteuil en face des sièges qu'il nous avait indiqués. Pendant qu'il parlait à Pierre Bourdan, il m'apparaissait de trois quarts. Je ne voyais qu'un œil. L'idée me vint qu'il ressemblait à celui d'un éléphant. Jean Oberlé, plus tard, a fait la même remarque. L'absence de menton, dont je me demandais si elle résultait d'une blessure de guerre, ne donnait nullement une impression de mollesse mais plutôt de suffisance, comme aussi les lèvres surmontées d'une minuscule moustache. Quelque chose aussi du grand scout, avec l'intelligence en plus.

Or voici que tout à coup il se tournait vers moi :

— Et vous monsieur ?

Je dis que j'attendais la première occasion de monter sur un bateau, ayant donné ma démission d'attaché de presse à l'ambassade de France le 17 juin.

Le général répéta en me lançant un regard qui me parut mauvais : « Le 17 juin ? ». Puis tout de suite il se lève et nous prenons congé.

Robert MENGIN
(« De Gaulle à Londres »)

II. — CHARLES DE GAULLE REÇOIT UNE AMÉRICAINE

Je me rappelle très bien la première fois que je rencontrai le général de Gaulle et le curieux malaise que je ressentis quand il entra à grands pas dans le salon. Cela ressemblait presque à de la peur. Il y entra certainement un sentiment d'aversion dont la force était très pénible. Son visage, pendant qu'il parlait, ne laissait jamais voir aucun changement d'expression. Nul éclair d'intérêt ne soulevait le capuchon de ses paupières. J'étais fascinée ; la romancière entra en jeu, et je commençai à l'étudier. Son unique soulagement, en fait son unique plaisir, était de haïr. Et il haïssait le monde entier, mais plus particulièrement ceux qui essayaient d'être ses amis. Il n'avait jamais prétendu aimer les Anglais, et maintenant qu'il avait besoin d'eux, il ne tentait pas de dissimuler son aversion. Il n'était pas reconnaissant. Il les détestait de lui donner ce qu'il fallait. Un jour il leur rendrait la monnaie de leur pièce... A la fin ce n'était pas son caractère irascible, ni ses nerfs à vif qui m'intriguaient. Tout cela je le comprenais. C'était, en dernière analyse, la sensation qu'il lui manquait quelque chose, l'absence d'un élément vital, nécessaire à un être humain complet : chez cet être intensément concentré, il n'y avait pas de place pour une émotion aussi « faible » que la gratitude...

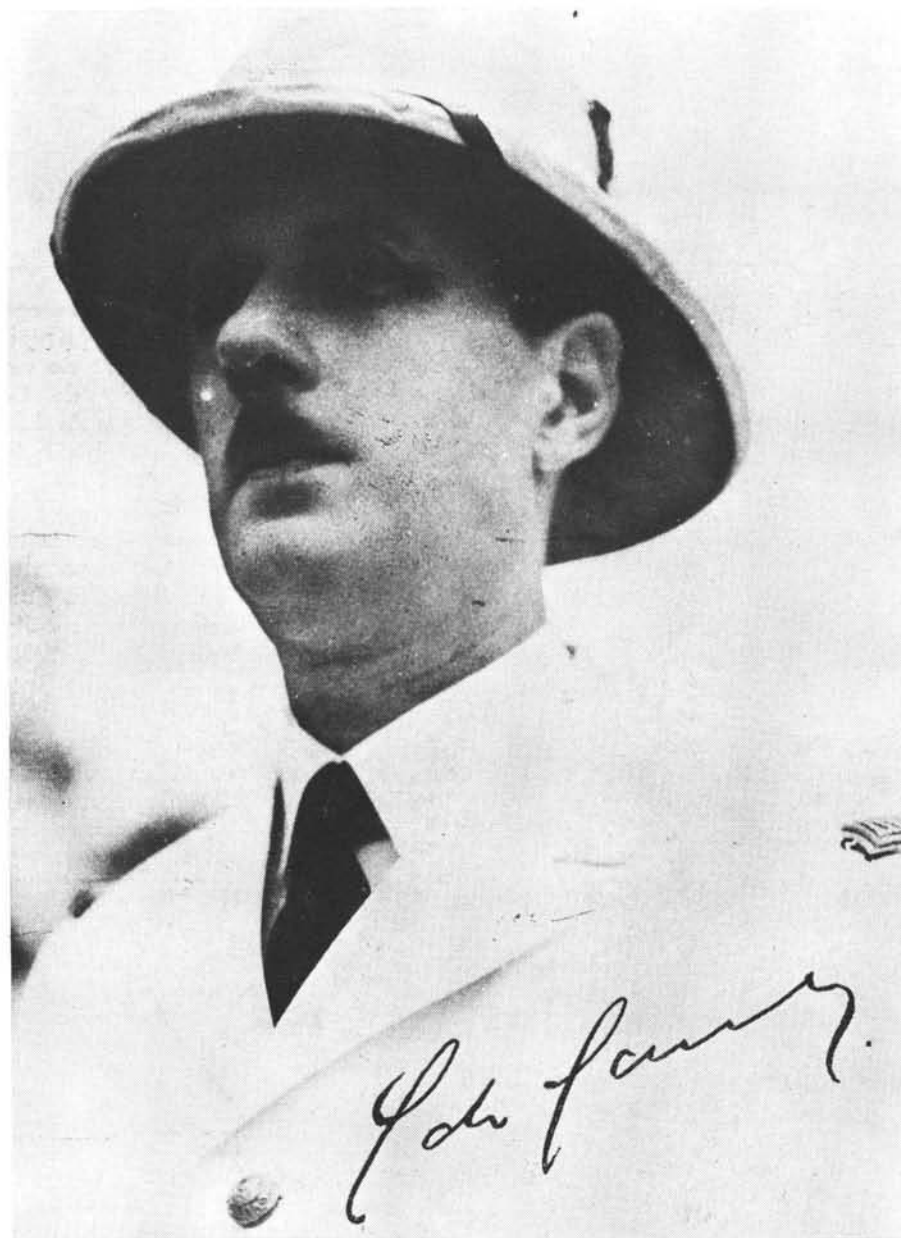
Mary BORDEN
(« Journey down a blind alley »)



CHAPITRE V

LE PRÉSIDENT D'ALGER

(1942 - 1944)



En casque colonial, la photo officielle : tout ce qui restera des colonies.

I. - LE DUEL AVEC GIRAUD

1° — Oublié par l'Histoire. — Le 8 novembre 1942 est un dimanche. La B.B.C. répète en français le signal : « Allo Robert, Franklin arrive ». Robert, c'est

Murphy, le représentant de Roosevelt en Afrique du Nord. 800 navires alliés cinglent vers le Maroc et l'Algérie pour y débarquer les troupes américaines. A



La cordiale entrevue d'Anfa. Roosevelt a préféré s'interposer entre son poulain (Giraud) et de Gaulle que Churchill n'a pu amener de Londres qu'après avoir menacé de lui couper les vivres.



« Serrez-vous donc la main », a réclamé Roosevelt. Les deux rivaux se lèvent de mauvaise grâce. Du doigt le naïf Giraud semble proclamer : « J'y suis, j'y reste ».

Roosevelt, enchanté, regarde les deux mains se rejoindre. Winston Churchill surveille qu'en dessous on n'échange pas des coups de pied rancuniers.



l'hôtel Connaught, à Londres, le général de Gaulle dort.

Les Américains ont préféré se passer de son concours et Churchill a partagé cet avis. De Gaulle a été délibérément tenu à l'écart des décisions alliées ; sur place ce sont des Français non gaullistes qui ont préparé le débarquement allié.

Pour les Anglais et les Américains, l'objectif a été de s'assurer l'appui d'une personnalité française capable d'entraîner le ralliement immédiat de l'armée d'Afrique reconstituée par Weygand et Juin. Indiscutablement animée du désir de reprendre la lutte contre l'Allemagne, cette armée reste très méfiante à l'égard de de Gaulle. Le souvenir de Dakar et celui, plus récent, des événements de Syrie ont même suscité chez de nombreux cadres un état d'esprit passionnellement anti-gaulliste. C'est donc le général Giraud, évadé de la forteresse allemande de Koenigstein où il était prisonnier depuis 1940, qui a été pressenti à Lyon par Lemaigre-Dubreuil, chef du « Groupe des Cinq » (1) qui prépare à Alger, en liaison avec les émissaires américains, l'opération du débarquement.

L'évasion de Giraud lui a valu un grand prestige dans la Résistance intérieure. « Franc-Tireur » loue son extraordinaire audace et son caractère inflexible. « Combat », autre journal clandestin écrit : « Nous ne savons pas si Giraud est républicain, royaliste, bonapartiste, démocrate... et cela importe peu aujourd'hui. Giraud est pour nous un soldat inflexible et sans tâche. Il est libre, ayant tout refusé aux Allemands. Il a gardé son épée immaculée pour le service de la France.

A Alger même, le « putsch » qui devait assurer aux conjurés le contrôle de la ville et faciliter l'arrivée des Alliés ne pouvait compter sur une aide sérieuse du mouvement gaulliste. Celui-ci n'est guère représenté que par le groupuscule « Combat ouvrier » dirigé par le professeur René Capitant : l'essentiel de son activité est consacré à la diffusion de tracts dans les facultés et les lycées. Capitant promet cependant son appui en disant : « Nous pouvons mettre à votre disposition deux douzaines de garçons » (2).

Saint-Exupéry rompt

A Londres, le chef d'état-major de de Gaulle, le colonel Billotte, n'est prévenu du débarquement américain qu'au moment où celui-ci est déjà commencé. Billotte va réveiller de Gaulle qui manifeste une violente colère.

— J'espère bien que les gens de Vichy vont les foutre à la mer, crie-t-il.

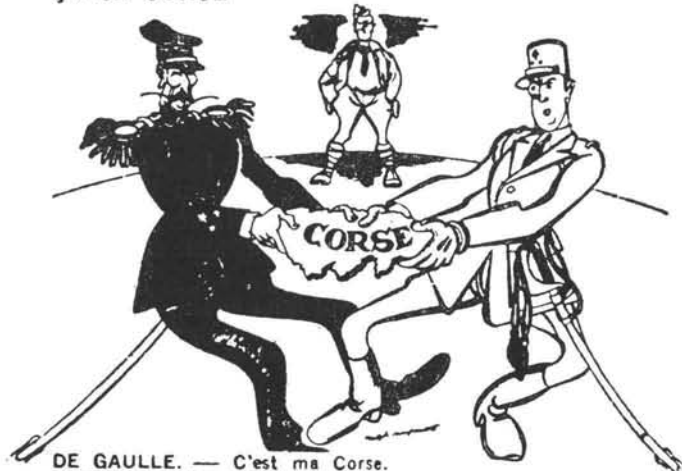
« La Marseillaise », hebdomadaire de stricte obédience gaulliste publié à Londres, stigmatisera assez puérilement le débarquement allié en ces termes : « La France a subi un tort immense. Devant l'Histoire, l'occupation par nos amis américains d'une terre qui nous a coûté tant de sang affecte plus gravement le pays que l'occupation par les Allemands de départements français ».

De Gaulle est reçu le même jour par Churchill et Eden qui le persuadent de ne pas s'exclure lui-même de ce tournant de la guerre. Il lance dans la soirée un appel radiodiffusé aux Français d'Afrique du Nord. Mais, trois jours plus tard, parlant le 11 novembre à l'Albert Hall, il proclame que la nation attend « de la France combattante et d'elle seule la direction de son combat ». Les gaullistes ne s'y trompent pas : ils vien-

nent d'entendre l'excommunication des Français qui à Alger ont collaboré avec les forces américaines.

Un incident survient à l'Albert Hall. Le général Eon qui a rejoint Londres en juin 40 demande la parole. Il lit une supplique au général de Gaulle : il souhaite l'unification de toutes les forces combattantes sous le commandement du général Giraud, supérieur hiérarchique du général de Gaulle. Voici comment celui-ci relate cette intervention (3) : « Comme du haut d'une galerie, un général en retraite réfugié en Angleterre élève la voix pour m'adjurer de me soumettre à Giraud, le pauvre homme est, à l'instant même arraché de sa place par des groupes exaspérés et précipité au dehors où le poursuit le clameur publique ». Le 6 décembre, de Gaulle devait de nouveau préciser à la radio : « La nation n'admet pas qu'un quarteron d'hommes qui symbolisent la capitulation, la collaboration, l'usurpation, qui ont usé et abusé, contre les libérateurs de la discipline des autres, en usent et abusent maintenant pour singer l'honneur et le devoir. » Darlan et Giraud sont évidemment visés. On notera avec intérêt l'emploi inusité du mot « quarteron » que les mauvaises nouvelles d'Alger inspirent inmanquablement à son auteur puisque de Gaulle le retrouvera pour condamner le « putsch » de 1961.

ÇA SE CORSE



DE GAULLE. — C'est ma Corse.
GIRAUD. — Non, c'est la mienne...
THOREZ. — Ne vous frappez pas camarades, je finirai bien par vous mettre d'accord...

Tract antigauilliste distribué à Paris en 1943.

Ce comportement de de Gaulle suscite de vifs remous parmi les Français Libres. L'écrivain Antoine de Saint-Exupéry qui devait trouver la mort en mission aérienne déclare « Il ne s'agit pas pour l'équipe de Londres de refaire l'unité du pays mais de partager les profits du pouvoir ». André Labarthe qui dirige à Londres une revue d'excellente tenue « La France Libre », rompt avec de Gaulle. Pierre Bourdan, animateur de la célèbre émission « Les Français parlent aux Français » quitte Londres pour Alger où il déclare : « Le général est entouré d'une douzaine de fanatiques qui constituent son Comité National. Ils sont devenus moins français que gaullistes » (4).

2° — L'entrevue d'Anfa. — Les plans initiaux des conjurés de novembre 1942 ont été bouleversés par la présence fortuite de l'amiral Darlan à Alger (5) : c'est à lui qu'après quelques jours de confusion les Alliés confient la réalité du pouvoir, le général Giraud

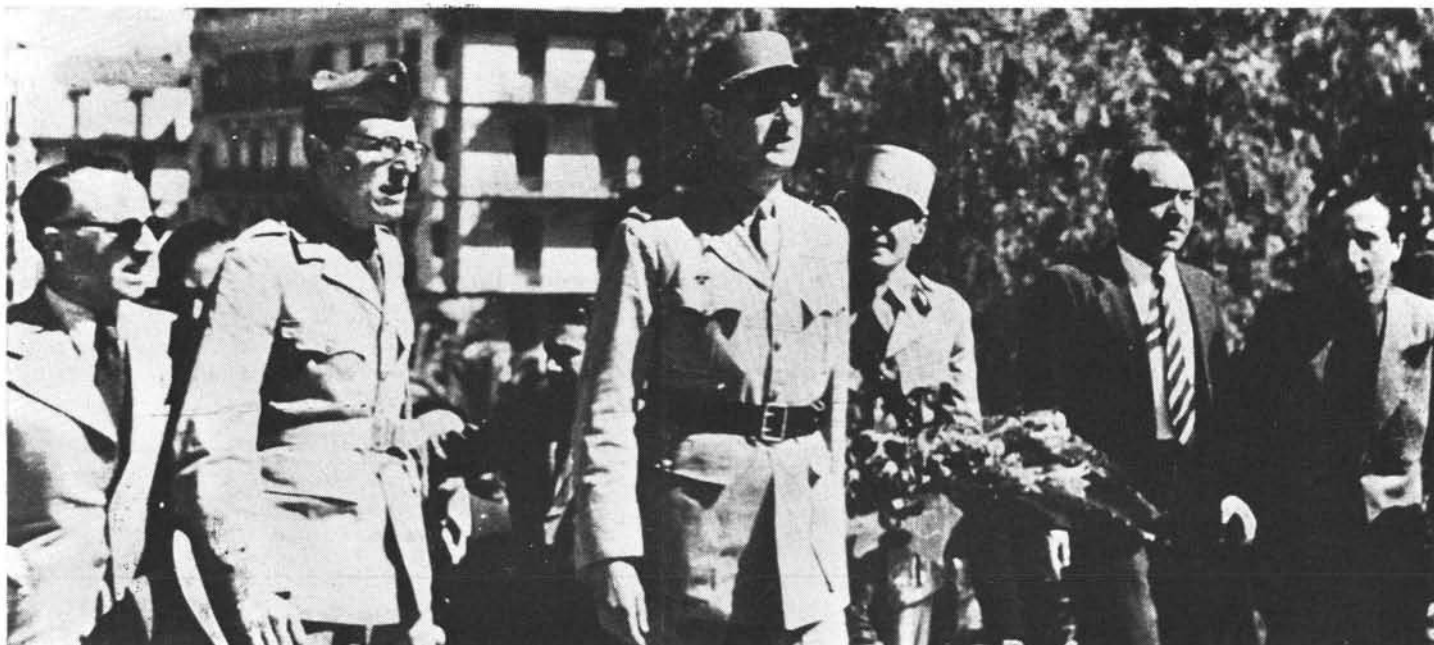
(1) Lemaigre-Dubreuil, Jean Rigault, Saint-Hardouin, Van Eck, Henri d'Astier.

(2) Claude Paillat, « L'Echiquier d'Alger », Robert Laffont, édit.

(3) Charles de Gaulle, « Mémoires de guerre », Plon, édit.

(4) Paul-Louis Bret, « Au feu des événements », Plon, édit.

(5) Darlan est accouru au chevet de son fils, Alain, brutalement frappé de poliomyélite.



DEVINETTE : A Alger, qui est ce Bidasse à la droite du général ? REPONSE : Maurice Schumann.

prenant le commandement de l'armée. De sévères combats contre les Allemands s'engagent en Tunisie. La France Libre et son chef semblent éclipsés, condamnés à ne plus jouer désormais qu'un rôle secondaire.

De Gaulle ne renonce pas pour autant à sa « politique de guerre » et prend d'importantes initiatives. Il fait occuper par ses forces la Côte Française des Somalis et l'île de la Réunion qui se dérobaient encore à son autorité. Ces territoires, selon lui, étaient dangereusement « exposés à quelque coup de main combiné des Japonais et des Allemands ». Mais il semble être le seul alors, dans le camp allié comme dans le camp ennemi, à y avoir pensé.

L'assassinat de Darlan, le 24 décembre 1942, par le jeune royaliste Bonnier de la Chapelle donne à de Gaulle une chance inespérée de rétablir à son profit la situation. En fait, il n'a plus devant lui que la personne du général Giraud, dépourvu de toute ambition politique et qui ne pense qu'à poursuivre militairement la lutte contre l'Axe.

La liquidation de Darlan est le résultat d'un complot monarcho-gaulliste dans lequel le comte de Paris se plaindra plus tard d'avoir été « pigeonné ». Le 8 décembre, dînant à Londres avec Eden, de Gaulle lui explique que Darlan constitue « l'unique obstacle » à son accord avec Giraud (6). Pendant ce temps, le comte de Paris arrive à Alger avec l'espoir de prendre le pouvoir (7). De Gaulle lui envoie le général François d'Astier de La Vigerie : cet émissaire persuade le prince que seule la présence de Darlan empêche de Gaulle de rallier la cause du trône. L'abbé Cordier, représentant du comte de Paris, et le général d'Astier rencontrent alors le jeune Bonnier de la Chapelle. Après son meurtre, celui-ci se confie aux deux officiers présents dans la cellule où il attend d'être sommairement fusillé : « On m'a dit : il faut que Darlan disparaisse » (8). Mais le comte de Paris ne bénéficiera pas de l'opération : il est discrètement refoulé sur le Maroc.

La rencontre entre Giraud et de Gaulle, demandée par Roosevelt et Churchill, a lieu à Anfa au Maroc. Giraud a répondu immédiatement à l'invitation des deux chefs alliés ; dès ses premiers entretiens, il obtient ce qui lui paraît essentiel, l'équipement d'une puissante armée française. De Gaulle, d'abord récalcitrant, doit céder à un véritable ultimatum de Churchill qui menace de lui couper les vivres.

« Votre refus de venir à la réunion, lui écrit Churchill sera à peu près universellement blâmé par l'opinion publique. Tous mes efforts pour aplanir les difficultés qui ont surgi entre l'Amérique et votre mouvement auront définitivement échoué... Le gouvernement de sa Majesté devra également revoir sa position envers celui-ci tant que vous en demeurerez le chef. Si, en toute connaissance de cause, vous rejetez de nouveau cette occasion unique, nous essaierons de poursuivre notre route sans vous, de notre mieux... » (9).

De Gaulle atterrit au Maroc, le 22 janvier 1943, de méchante humeur. Il se cabre quand Giraud l'accueille par un familier « Bonjour, de Gaulle » qui lui rappelle l'époque où il était à Metz sous ses ordres. Il riposte : « Racontez-nous comment vous avez été fait prisonnier en 1940 ».

A Metz, le colonel de Gaulle était très assidu à la table de son chef qui l'invitait régulièrement parce qu'il brillait « auprès des dames ». A la déclaration de guerre, il avait demandé à Mme Giraud d'être la marraine de son char, nommé « Austerlitz ».

L'après-midi, constatant que la villa où Roosevelt l'accueille est gardée par des sentinelles, de Gaulle se plaint d'être « encerclé en terre française par les baïonnettes américaines ». Quand il consentira à voir Roosevelt, il précise : « Je n'aurais jamais consenti à vivre dans cette maison sous la protection de barbelés et de baïonnettes américaines si je n'avais pas appris qu'elle appartient à un Danois et non à un Français ».

(6) Anthony Eden, « Mémoires ».

(7) Cf. Jean Bourdier, « Le comte de Paris », La Table Ronde, édit.

(8) Chamine, « La querelle des généraux », Albin Michel, édit.

(9) Winston Churchill, « Le Tournant du destin », Plon, édit.

Autrement, estime-t-il, l'utilisation de la villa pour la conférence eût représenté une atteinte à la souveraineté française (10).

« Roosevelt dit à de Gaulle que la France se trouve dans une telle situation militaire qu'elle aurait besoin d'un général de l'envergure de Napoléon :

— Mais je suis cet homme, dit de Gaulle.

— La France, poursuit le président américain, est dans un tel état financier qu'elle aurait également besoin d'un Colbert.

— Mais, dit simplement de Gaulle, je suis cet homme.

Cachant sa stupeur, Roosevelt dit enfin que la situation politique française exigerait un Clemenceau. De Gaulle lève la tête avec un air de profonde dignité et dit :

— Mais je suis cet homme.

Ce fut cette entrevue qui fit comprendre à Roosevelt quel problème représentait de Gaulle » (11).

La conférence d'Alger se clôt tout de même sur la poignée de mains de Gaulle-Giraud.

— Shotgun wedding (mariage forcé), commente Roosevelt ; je ne peux pas imaginer un homme en qui j'aie moins confiance qu'en de Gaulle.

Cette poignée de mains n'indique pas, en effet, que la petite guerre des deux généraux français est terminée. Elle ne peut l'être que par la victoire du plus fort ou du plus rusé.

II.- CHEF DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE

1^o Jean Monnet lui donne le pouvoir. — Quittant Londres définitivement, Charles de Gaulle atterrit à Boufarik, près d'Alger, le 30 mai 1943. Après des mois de négociations, la création d'un Comité Français de Libération Nationale a été décidée avec partage des responsabilités entre les deux co-présidents Giraud et de Gaulle. Mais, en trois jours, le retournement de Jean Monnet va rompre l'équilibre au profit de l'arrivant de Londres.

Banquier et fabricant de cognac, Jean Monnet a toute la confiance des Américains qui ont persuadé le général Giraud de faire de lui son conseiller politique. Quand Giraud en fait part à de Gaulle qu'il est venu accueillir, l'arrivant laisse tomber :

— Monnet ! Ce petit financier à la solde de l'Angleterre (12).

Ruse suprême ? A la première réunion du Comité, un coup de théâtre se produit. Monnet, qui assiste théoriquement Giraud avec le général Georges, se rallie aux propositions de de Gaulle, fait admettre un commissaire gaulliste supplémentaire, André Philip, et assure ainsi la majorité aux hommes de Londres. Le C.F.L.N. est dès lors aux mains de Charles de Gaulle.

(10) Robert Murphy, « Un diplomate parmi les guerriers », Robert Laffont, édit.

(11) Kenneth Pendar, « Adventure in diplomacy », traduit en français sous le titre « Alger 1942 », La Table Ronde, édit. (A l'époque Pendar était vice-consul extraordinaire des Etats-Unis en Afrique du Nord).

(12) Claude Paillat, op. cit.

Le 3 juin, Robert Murphy, représentant de Roosevelt en Afrique du Nord est réveillé à 6 heures du matin par un coup de téléphone du capitaine de vaisseau Viret, officier d'ordonnance de Giraud. Voici son témoignage (13) :

— Je me rendis immédiatement au bureau de Giraud où le consciencieux Viret me présenta des décrets signés par le général après quelques secondes de conversation avec Monnet. Un coup d'œil sur ces documents me révéla que Giraud avait pratiquement remis tous ses pouvoirs à de Gaulle. « Le général Giraud sait-il ce qu'il a fait ? » demandai-je. Viret haussa les épaules d'un air las. Je demandai audience à Giraud et lui expliquai le sens des décrets qu'il avait paraphés la nuit précédente. « On ne m'a rien dit de tel », s'exclama-t-il étonné. Il lut attentivement les documents et j'eus l'impression que c'était pour la première fois. Enfin, après un moment de réflexion, il haussa les épaules lui aussi... Apparemment, cette abdication politique ne lui déplaisait pas : soldat ne songeant qu'au combat, il comptait conserver le commandement des troupes françaises, seule chose qui l'intéressait ».

De Gaulle n'admettra pas longtemps que Giraud, même privé de pouvoir, reste co-président du C.F.L.N. Profitant de l'absence de son rival, parti négocier à Washington la fourniture de matériel de guerre américain, il lui soustrait la responsabilité de la Défense Nationale. « Messieurs, vous me foutez à la porte », s'écriera Giraud à son retour.

La libération de la Corse dont Giraud a pris l'initiative provoque une scène violente entre les deux généraux. « Vous m'avez volé la Corse, vous m'avez volé la Corse », lui crie de Gaulle (14). Il lui demande de présenter spontanément sa démission. Giraud refusant, le C.F.L.N. décide que le général d'armée Henri Giraud prend le commandement effectif des armées en opération et annonce qu'il a cessé « d'exercer ses fonctions

(13) Robert Murphy, op. cit.

(14) Kenneth Pendar, op. cit.



DEVINETTE : A Alger, qui de Gaulle fait-il Compagnon de la Libération ? REPONSE : Soustelle.



Sur le front d'Italie : visite aux généraux qui font la guerre, Montsabert, Juin, de Lattre.

de membre et de président du Comité ». De Gaulle reste seul président.

2° L'exécution de Pucheu. — Dès le 26 août 1943 est créée une « commission d'épuration ». Sont peu à peu arrêtés les hauts fonctionnaires de Vichy présents en Afrique du Nord ainsi que les personnalités giraudistes qui ont préparé le débarquement américain de novembre 1942. L'exécution de Pucheu, décidée par de Gaulle pour couper définitivement les ponts avec Vichy (c'est son « affaire du duc d'Enghien ») a un grand retentissement.

Ancien ministre de Pétain, tombé en désaccord avec la politique de collaboration, Pierre Pucheu avait pris contact avec Giraud après son évasion et avec Henri Frenay, chef du mouvement de résistance « Combat ». Après le débarquement américain en Afrique du Nord, il gagne l'Espagne. De là, il écrit à Giraud et de Gaulle pour demander à être envoyé dans l'unité combattante « la plus exposée » pour y servir « comme officier subalterne, sous-officier ou soldat ». Giraud lui accorde cette autorisa-

tion par lettre du 15 février 1943. Dès son arrivée au Maroc, Pucheu est placé en résidence surveillée, puis inculpé et condamné à mort malgré la déposition de Giraud. Le 21 mars, de Gaulle reçoit son avocat M^e Trappe et lui dit : « Je garde mon estime à M. Pucheu. Faites-lui savoir que je suis persuadé que ses intentions étaient bonnes, qu'il était sincère ». Quelques instants après, le capitaine Flocard, de son cabinet militaire, téléphone à André Le Troquer, commissaire à la Guerre, et lui transmet l'ordre de de Gaulle de « faire procéder à l'exécution la nuit même aux premières lueurs du jour » (15). De Gaulle écrira dans ses Mémoires : « Si la justice a suivi son cours, la responsabilité ne m'en incombe en aucune façon ». Mais il confiera imprudemment au colonel Passy, chef de son 2^e Bureau : « Il fallait que Pucheu soit exécuté. La raison d'Etat l'exigeait » (16).

3° Les communistes au gouvernement provisoire. — De Gaulle a personnellement négocié avec Bogomolov, l'ambassadeur que lui a adressé Staline, la participa-

(15) André Le Troquer, « La parole à Le Troquer », La Table Ronde, édit.

(16) Colonel Passy, « La semaine économique et financière », juin 1949.



Un colonel à lunettes l'accueille à son P.C. : le futur général Zeller, du putsch d'Alger.

tion du Parti Communiste au C.F.L.N. Le 1er avril 1944, il déclare au C.F.L.N. : « Je vous ai réunis car j'ai reçu les communistes. Ils sont venus me dire qu'ils étaient toujours décidés à accepter d'entrer au gouvernement. Je leur ai dit que j'y étais décidé dès les premiers jours » (17). Il décide concurremment de se débarrasser définitivement de Giraud.

Le 8 avril, le général de Gaulle convoque le général Giraud et lui lit un décret lui retirant ses fonctions de commandant-en-chef. Giraud refuse la sinécure qu'on lui offre : un titre d'inspecteur général des armées. Il se retire au Maroc au château Giroud où il reçoit ses partisans et prend contact avec les Américains à qui il demande de le débarquer en sous-marin sur une côte française. Il se propose de prendre la tête du soulèvement lors du débarquement proche et de rétablir la Constitution de 1875. Ces projets inquiètent d'autant plus de Gaulle que le leader communiste Waldeck Rochet a critiqué l'élimination de Giraud qui représente selon lui « une certaine partie de l'opinion modérée qu'il ne faut pas jeter dans les bras de Vichy » (18). Peu après, des coups de feu sont tirés contre la résidence de Giraud qui est placé sous la « surveillance » d'une section de tirailleurs sénégalais.

Le commandant de Malglaive (nom d'emprunt) qui dirige l'unité de surveillance est, en réalité, un ancien maraîcher de Casablanca qui est l'agent des services gaullistes d'Alger. Quelques semaines plus tard, un nouvel attentat manquera de réussir. Un tirailleur tire sur Giraud mais celui-ci vient de se pencher sur le landau de son petits-fils et la balle lui traverse la joue. « Ils ne m'ont pas encore eu », dit Giraud en se relevant.

4° « Les hommes sont moches ». — Dans les semaines qui précèdent le débarquement allié en Normandie, Charles de Gaulle traverse une période de dépression. Il convoque son Commissaire à la Guerre et lui dit :

- Les hommes sont moches. Ils me dégoûtent.
- Alors je m'en vais, rit Le Troquer.
- Ah non ! Pas vous..., rectifie de Gaulle.

Il prend ombrage de l'activité de de Lattre de Tassigny qui prépare le débarquement en Provence et reproche à Le Troquer de trop miser sur lui.

(17) André Le Troquer, *op. cit.*

(18) Procès-verbal de la réunion du groupe Jean-Jaurès le 13 mai 1944.

— Méfiez-vous, insinue-t-il. Il pourrait vous compromettre (19).

De Gaulle reçoit enfin, le 2 juin, un télégramme de Churchill lui demandant de gagner Londres car le débarquement va avoir lieu d'un jour à l'autre. Mécontent, il réunit le C.F.L.N. qu'il transforme illico en « Gouvernement Provisoire de la République Française ». Il ne veut pas partir pour Londres.

— Ce voyage ne serait qu'une mise en scène, déclare-t-il. On me fera endosser la fausse monnaie émise par les Alliés.

Les nouveaux « ministres » se récrient. Henri Frenay estime inconcevable que le chef du G.P.R.F. puisse sembler désapprouver la Libération de la France par les Alliés. De Gaulle fait procéder à un vote. 11 voix contre 5 se prononcent en faveur de son départ immédiat pour Londres. Il se met en colère :



Une séance du C.F.L.N. : en face de de Gaulle, Couve de Murville, encore gamin. A l'extrême droite Jean Monnet qui a permis d'éliminer Giraud.



Le général sous sa tente : il goûte l'hospitalité marocaine.

— J'ai votre avis mais il n'est pas certain que j'irai à Londres. Vous ne me comprenez pas (20).

Duff Cooper est convoqué par de Gaulle qui le met au courant de son refus. L'ambassadeur d'Angleterre proteste que ce serait « une véritable rupture » entre de Gaulle et les Alliés. Le général finit par céder.

Le 3 juin 1944, Charles de Gaulle s'envole pour Londres. Au dernier moment, il a réuni ses ministres pour leur communiquer sa décision : aucun d'entre eux ne l'accompagnera. Il veut être, tout seul, « le Libérateur » qu'attend la France.

(19) André Le Troquer, *op. cit.*

(20) André Le Troquer, *op. cit.*

CHAPITRE VI

LE ROI

PROVISOIRE

(1944-1945)



Pour gouverner à Paris, il s'est mis en pékin.

I. - "LA FRANCE, ME VOILA"

1° La scène à Eisenhower. — A la réception de l'hôtel Connaught où on lui a réservé sa chambre habituelle, Charles de Gaulle trouve en arrivant à Londres, ce matin du 4 juin 1944, une affectueuse lettre de Winston Churchill : « Bienvenue sur ces rivages, mon cher général. De très grands événements militaires vont avoir lieu. Le général Eisenhower espère votre visite ».

Mais Churchill a écrit au même moment avec plus

de franchise à Roosevelt : « Eisenhower le verra pendant une demi-heure pour lui exposer seulement l'aspect militaire de la situation... Je ne crois pas qu'on puisse faire grand chose avec de Gaulle » (1).

Le Vieux Lion ne s'est pas trompé. De Gaulle qui ne décolère pas depuis Alger lui apparaît « hérissé ».

(1) Robert Aron, « Histoire de la Libération de la France », Fayard, édit.



L'image d'Épinal de la Libération. Entouré d'une immense foule de Parisiens enthousiastes, de Gaulle descend à pied les Champs-Élysées. A sa droite, André Le Troquer. A sa gauche, Georges Bidault à qui il vient de dire : « Un peu en arrière, s'il vous plaît ».

Eisenhower lui expose pourtant avec patience le dispositif du Débarquement prévu pour le surlendemain en Normandie et va jusqu'à lui demander s'il convient de l'ajourner à cause du mauvais temps. Indifférent à ces égards, il trouve « insultant » que Ike veuille lancer une proclamation militaire aux Français. Il refuse de regagner Londres dans le train spécial de Churchill, court à son auto et passe sa nuit à rédiger un contre-projet de proclamation qui finira dans une corbeille à papiers.

Le lendemain, nouvelle crise. De Gaulle refuse de parler après Eisenhower dans le programme spécial que la BBC va consacrer aux pays occupés d'Europe et où interviendront le roi de Norvège, la reine de Hollande, etc. Il exige d'être sorti du lot et obtient gain de cause. Il parlera tout seul, précédé de personne et suivi de personne, dans une émission spéciale de la soirée. « Il a été odieux » résume Pierre Vienot, son ambassadeur à Londres.

Outre les parachutistes lancés en éclaireurs (mais Maurice Schumann, porte-parole de de Gaulle, refuse au dernier moment de sauter), un bataillon de fusiliers-marins français est de la première vague du débarquement. L'un d'eux, Gwenn-Ael Bolloré, sera condamné sous la V^e pour offense au chef de l'Etat ; il a écrit dans « Combat » : « Nous n'espérons pas, bien sûr, le général de Gaulle le 6 juin à l'aube devant Ouistreham mais, en trois mois de campagne, une petite inspection nous eût fait plaisir ». A bord de « La Combattante », Charles de Gaulle ne débarque en France que le 14 juin, date à laquelle il risque seulement le mal de mer. Il ne s'intéresse pas davantage aux dizaines de milliers de cadavres anglais et américains qui ont frayé sa route. Il refuse sèchement une invitation au P.C. allié : « Nous

ne sommes pas ici pour déjeuner avec Montgomery ». C'est qu'une mission plus importante l'attend : faire décrocher du grand salon de la sous-préfecture de Bayeux le portrait de Pétain qu'on y a oublié.

2° « Pas dans son lit ». — Au château de Rambouillet, dernière étape avant l'entrée à Paris, l'intendant de Lignières lui a fait préparer l'appartement présidentiel. De Gaulle se vexe et le semonce à haute voix : « Vous ne vous imaginez pourtant pas que je vais coucher dans le lit de Lebrun ».

Cette arrogance prend à Paris une signification politique précise. Installé au ministère de la Guerre rue Saint-Dominique où un cuisinier (qu'on ne sait pas être celui de Pétain) reçoit l'ordre de lui préparer un repas de cinquante personnes, le chef de la France Libre refuse d'abord de se rendre à l'Hôtel de Ville où le Conseil National de la Résistance attend de l'accueillir ; il convoquera ultérieurement ces gens-là. Parodi, son délégué général auprès de la Résistance, a beaucoup de mal à le faire changer d'avis.

Georges Bidault qui préside le CNR payera. L'entendant appeler « Monsieur le président », de Gaulle l'interpelle : « Président... président ! A propos, Bidault, rappelez-moi donc votre grade dans l'armée » (2).

Au cours de la descente triomphale des Champs-Élysées, le général précède les chefs de la Résistance quand un remous de foule porte malencontreusement le malchanceux Bidault à sa hauteur. De Gaulle le

(2) Ernest Mignon (pseudonyme de Constantin Melnik, attaché au cabinet de Michel Debré), « Les mots du général », Fayard, édit.

toise, roque, et ordonne : « Monsieur, un peu en arrière, s'il vous plaît » (3).

Une scène significative se passera à Nancy, capitale de la Lorraine libérée, où le général de Lattre de Tassigny lui suggère : « Mon général, vous devriez passer par Domrémy. Jeanne d'Arc... ».

De Gaulle le coupe, condescendant :

— Vous avez raison. Elle l'a bien mérité (4).

Le 11 Novembre quand Winston Churchill vient assister au défilé des troupes sur les Champs-Élysées, de Gaulle manifeste son dépit devant les vivats adressés au vieux bulldog qui de ses deux doigts fait le signe de la victoire. De Gaulle se penche vers le ministre qui l'accompagne : « Les imbéciles, les crétins, rage-t-il. Regardez-moi ça. Ils acclament ce brigand, cette canaille » (5).

II. - UN GOUVERNEMENT TRÈS PROVISOIRE

1° *Epuraton d'abord.* — Le 24 août, lorsque le nouveau préfet de la Seine, Luizet, descend en courant l'escalier de l'Hôtel de Ville pour accueillir le Libérateur au seuil de la vieille maison des libertés parisiennes dans une prodigieuse ambiance de liesse et d'exaltation populaires, la première phrase de de Gaulle est la suivante : « Où en est chez vous l'épuration ? ».

Des listes de collaborateurs et de traîtres « avérés » ont été établies depuis le début d'août. Mais, dans les semaines qui suivront, elles s'évanouiront dans le flot innombrable des dénonciations et des arrestations plus

(3) Georgette Elgey, « La République des Illusions », Fayard, édit.

(4) Ernest Mignon, *op. cit.*

(5) J.-R. Tournoux, *op. cit.*

ou moins suspectes. Salacrou rêve de faire fusiller Anouilh qu'il jalouse et Darcante pense faire oublier son zèle auprès des Allemands en envoyant Pierre Fresnay à Fresnes ou Tino Rossi à Drancy. Un commando d'épurgateurs se présente chez Robert Desnos pour arrêter le poète qui est en train de mourir dans un camp de concentration allemand.

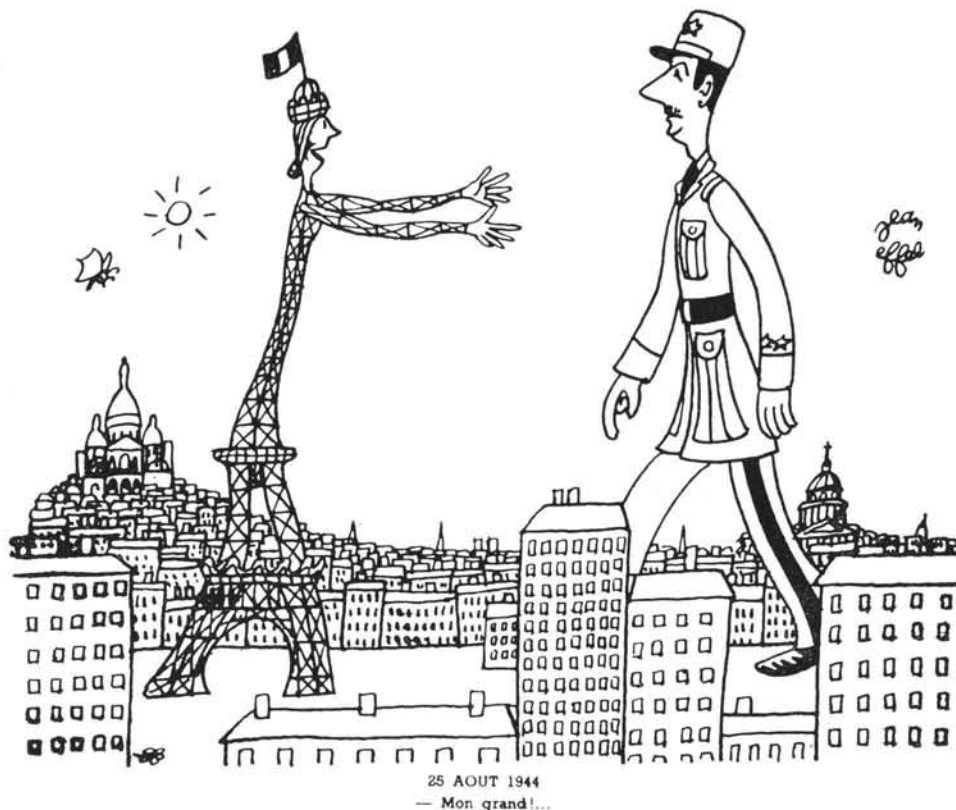
De Gaulle, qui pense à tout, a prévu par un décret du 11 août 1943, le recours en grâce des « individus condamnés pour infraction à la sécurité extérieure ou intérieure de l'Etat ». Cette décision montre, selon Robert Aron quel est pour lui le sens réel de l'épuration : « Celle-ci constitue une fonction régaliennne, prérogative du Chef de l'Etat, où il voit sans doute une des marques de sa légitimité » (6).

A cette épuration institutionnalisée vient s'ajouter l'épuration anarchique menée dans certains départements par des éléments incontrôlés. Les autorités locales mises en place par le Gouvernement provisoire s'efforcent de limiter ces excès. Il ne semble pas que de Gaulle lui-même ait attaché une importance décisive à leur répression.

Le bilan de cette épuration anarchique demeure lourd : 40.000 tués environ pour l'année 1944 (soit un Français sur mille). Le nombre de ceux qui sont incarcérés sans véritable jugement peut être évalué aux environs de 400.000 (soit un sur cent). « Si vous considérez mes chiffres, vous vous rendez compte que Robespierre était un enfant à côté de moi », s'écrie le ministre de la Justice, P.-H. Teitgen devant l'Assemblée nationale le 6 août 1946. L'épuration, et surtout la façon dont elle a été menée, laisseront longtemps des séquelles douloureuses dans la conscience française.

De Gaulle suit de près les cas dont il fait une affaire personnelle : Pétain, son ancien protecteur, dont il

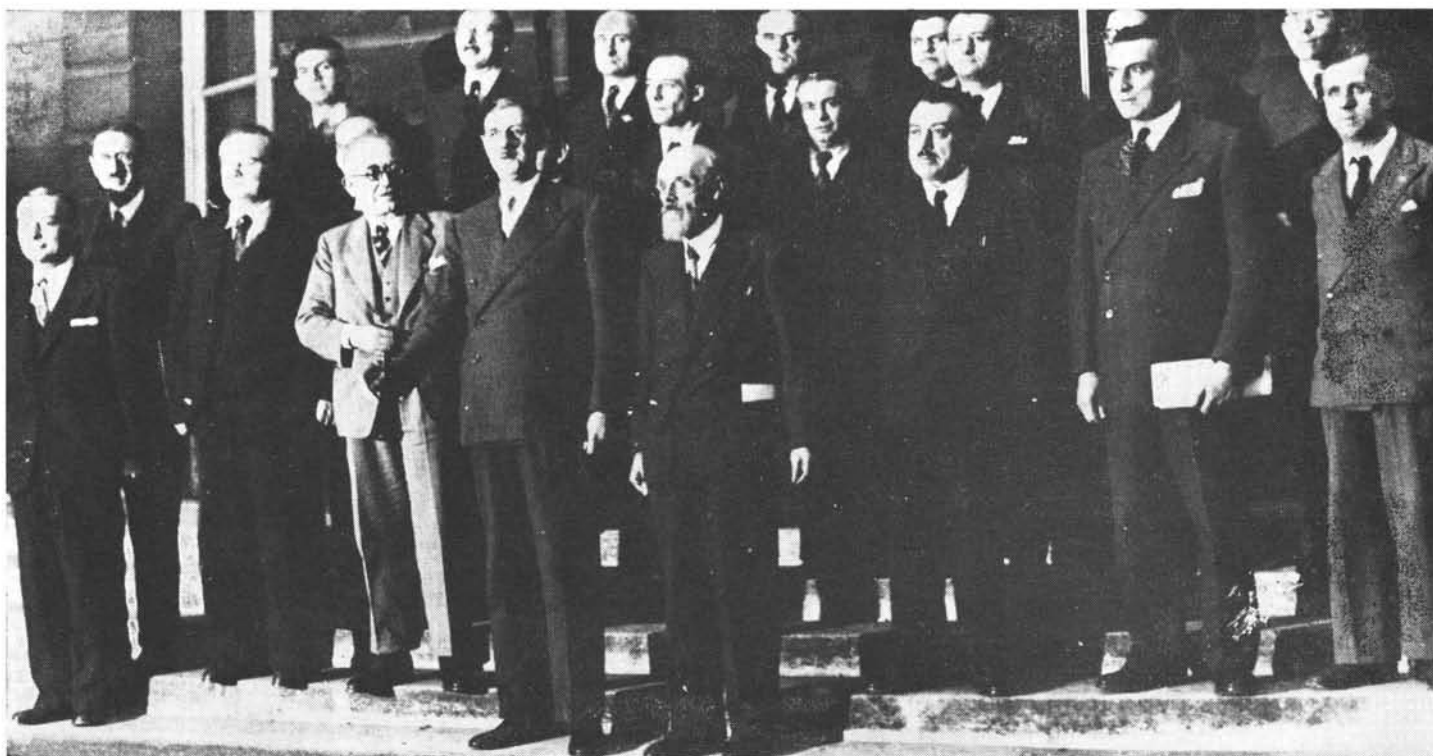
(6) Robert Aron, « Histoire de l'Epuraton », Fayard, édit.



25 AOUT 1944

— Mon grand!...

Signé Jean Effel, le plus célèbre dessin de la Libération.



Le cabinet de Gaulle de 1945. A sa droite, Auriol, Thorez, Moch et Bidault. A sa gauche, Gay (barbu). Au total, cinq communistes. Un seul modéré : Jacquinot. Deux mois après, de Gaulle plantera là cette fine équipe.

décide, avant même le procès, qu'il sera condamné à mort et grâcié avant de l'envoyer mourir à l'île d'Yeu ; Weygand, qui revient des prisons allemandes pour connaître celles de son pays ; La Rocque, qui ne pèse que 42 kg à son retour de déportation, mais à qui de Gaulle trouve encore trop de poids et qu'il fait incarcérer (7).

Le général attache particulièrement son nom à deux exécutions : celles de Robert Brasillach et de Pierre Laval.

Condamné à mort, l'écrivain Robert Brasillach voit sa grâce refusée par de Gaulle (malgré l'intervention de Mauriac) sur le vu d'une fausse photographie le représentant sous l'uniforme allemand. Prévenu le 5 février 1945 que l'exécution aura lieu à l'aube suivante, de Gaulle recommande à sa femme : « Vous prierez, Yvonne ».

L'exécution de Pierre Laval est malencontreusement troublée par le fait qu'on trouve le condamné inanimé dans sa cellule : il s'est empoisonné. Il faut le ranimer, le faire vomir. Le ministre de la Justice prend les instructions du général de Gaulle : l'ordre d'exécution est maintenu. Pierre Laval est hissé et ligoté sur une chaise. Le Procureur, légalement obligé d'assister à l'exécution de la sentence, manifeste une certaine impatience. « Rassurez-vous, vous ne serez pas en retard à votre déjeuner », lui lance Laval.

C'est le moment où entre au service de Charles de Gaulle un jeune professeur qui ne vient ni de la France Libre ni de la Résistance. Son nom ne dit rien à personne : c'est Georges Pompidou. Son collègue René Brouillet qui fait partie du cabinet du général l'a fait venir pour s'occuper des liaisons avec l'Éducation nationale. De Gaulle apprécie sa déférence et le

charge rapidement de lui rédiger une synthèse quotidienne de politique intérieure (8).

2° « Fusillez donc Thorez ». — A bord de l'avion qui l'emmène à Moscou signer avec les Soviets « une belle et bonne alliance », de Gaulle croise l'avion russe qui ramène à Paris Maurice Thorez. L'amnistie du déserteur de 1939 est le résultat d'un échange secret.

A la demande de Staline, de Gaulle a abandonné le gouvernement polonais de Londres et a fait secrètement reconnaître le comité communiste fantoche de Lublin par le commandant Christian Fouchet, futur ministre de la V^e. En contre-partie, Thorez patronnera la dissolution des Milices Patriotiques puis empêchera toute agitation sociale en lançant une campagne pour la production.

Charles de Gaulle a été très impressionné par Staline. « C'est un despote qui se veut tel, un homme de génie » écrira-t-il. Staline lui a dit en riant : « Si Thorez vous gêne, vous n'avez qu'à le faire fusiller ». De Gaulle préfère en faire son ministre d'Etat.

Les problèmes politiques s'aggravent pourtant de mois en mois. Les partis, rejoints et renforcés par les mouvements de résistance, ont la prétention de ne pas être écartés de la direction des affaires. Le commissaire de la République Mairey, qui ose parler de la volonté du peuple, s'attire cette réponse péremptoire du chef du gouvernement : « Vous me parlez du peuple. Il n'y a que de Gaulle ».

Le Libérateur, en cette fin 1945, étonne son entourage par sa nervosité. Le 28 décembre, ne voyant pas à l'Élysée son ministre des Affaires Étrangères Georges Bidault, qui se marie au même moment à Saint-François-Xavier, il s'emporte et l'envoie chercher. A son arrivée, il lui reproche d'apporter « un grave retard aux affaires de l'Etat ».

(7) Il acceptera de le réhabiliter en 1961, quinze ans après sa mort.

(8) Quand de Gaulle quittera le Pouvoir, Pompidou sans avoir jamais fait de Droit, se fera nommer au Conseil d'Etat.

Quelques jours plus tôt, il a péniblement constitué un nouveau gouvernement qui comprend cinq ministres communistes. Le Troquer lui recommande Jules Moch pour les Travaux Publics :

— Je n'aime pas les youpins, lui objecte de Gaulle (9).

Les difficultés matérielles qui assaillent le pays, l'irritent. « Je n'ai pas sauvé la France pour m'occuper de la ration de macaronis », dit-il à Bidault. « L'administration, lui déclare-t-il encore, c'est mesquin, petit, tracassier. Le gouvernement c'est pénible, difficile, délicat. La guerre voyez-vous, c'est horrible, mais la paix, la pax, il faut bien le dire, c'est assommant. »

Ramadier, ministre du Ravitaillement, entre dans son bureau : « Vous, j'en suis sûr, vous venez encore m'emm... avec vos patates ».

En janvier 1944, de Gaulle méduse les Commissaires de la République réunis autour de lui. Il leur déclare, impavide : « J'ai consulté les statistiques des hôpitaux de Paris. Personne n'est mort d'inanition. On me dit qu'on meurt de faim à Paris. Eh bien, ce n'est pas vrai ! Le ravitaillement va bien ».

Il hésite sur les moyens à prendre. Au colonel Passy, son compagnon de Londres, il confie : « Voyez-vous, Passy, je sais bien ce qu'il faudrait faire. Malheureusement, Pétain l'a fait avant moi ». A Robert Prigent, ministre de la Population, il déclare avec le même accent de regret : « Ce qu'il faudrait à ce pays, c'est un roi » (10).

— Si je le voulais, dit-il encore, je pourrais enfermer la France dans un corset orthopédique et, la tenant à bout de bras, lui donner une apparence extérieure de santé. Mais à peine ouvrirais-je la main et délacerais-je le corset qu'elle tomberait pour ne jamais se relever.

On comprend qu'il hésite encore.

3° La Guerre à l'Angleterre ? — Charles de Gaulle réussit très vite à avoir d'aussi mauvais rapports avec Truman, le nouveau président des Etats-Unis, qu'il en avait avec Roosevelt. Un incident éclate quand il refuse d'attendre les négociations de paix pour annexer quelques mètres carrés de territoire italien. Cette « conquête » vaudra à la France de n'être pas invitée à la conférence interalliée de Potsdam.

Un autre incident l'oppose à l'Angleterre à propos du Levant où la France paye avec quatre ans de retard la malheureuse campagne de Syrie. De Gaulle avait cru de bonne politique antivichyste en 1941 de promettre l'indépendance aux Syriens et aux Libanais. Ceux-là ont l'imprudence de lui rappeler cet engagement. Il fait bombarder Damas insurgé. Un ultimatum anglais lui enjoint d'abandonner le Levant. De Gaulle cède, non sans dire son regret à l'ambassadeur d'Angleterre en langage brutal. « Nous ne sommes pas, je le reconnais, en état de vous faire la guerre... »

4° Alger, ville française. — La conférence de Brazzaville, que de Gaulle a réunie en 1944, est fréquemment tenue pour l'esquisse de sa politique de décolonisation.



ÉRUPTION

— C'est grave, docteur ?...

Vue par Sennep, une maladie de l'époque : l'initialite.

Elle concluait pourtant : « L'œuvre de civilisation accomplie par la France dans ses colonies écarte toute idée d'autonomie, toute possibilité d'évolution hors du bloc français de l'Empire ; la constitution éventuelle, même lointaine, de « self-governments » est à écarter ».

Fidèle à ces principes, de Gaulle amorce en Algérie quelques réformes inspirées de la loi Blum-Violette de 1936, mais fait réprimer avec une extraordinaire brutalité le soulèvement qui éclate en mai 45 dans le Constantinois et n'y trouve aucun enseignement.

En Indochine où s'est instauré un gouvernement révolutionnaire, de Gaulle s'en tient également à la politique de force. Après la victoire de son corps expéditionnaire, le général Leclerc recommande une politique de compromis avec les nationalistes pour les dégager de l'emprise communiste. L'amiral Thierry d'Argenlieu, haut commissaire, s'y oppose sur les consignes directes de de Gaulle. La guerre qui en découle durera neuf ans et finira à Dien-Bien-Phu.

Au retour de la conférence de Yalta, où de Gaulle n'a pas été invité après qu'il eut fait savoir par Georges Bidault qu'il refuserait de s'y rendre, Roosevelt, qui est au seuil de la mort, lui propose de le rencontrer à Alger. De Gaulle refuse par une lettre insultante dont il ressort que le président des Etats-Unis doit commencer par lui demander l'autorisation de faire escale à Alger, ville française.

III.- FAUX DÉPART QUI RATE

1° La scène des adieux. — Réélu chef du gouvernement quelques semaines plus tôt à l'unanimité des 555 députés, de Gaulle part en janvier 1946 prendre quelques jours de vacances à la villa « Sous le vent », près d'Antibes. Il en revient décidé à tenter un décisif coup de bluff politique.

(9) André Le Troquer, *op. cit.*

(10) Georgette Elgey, *op. cit.*

Le dimanche 20 janvier, les 17 ministres présents en France sont convoqués à la Salle des Armures, au ministère de la Guerre. Avant d'entrer, Francisque Gay, qu'on a joint à la chasse, tend à l'huissier son carnier garni de deux lapins. De Gaulle, en uniforme, entre, ne fait s'asseoir personne et annonce sa démission :

— Ma mission est terminée. Le régime des partis a reparu... J'ai décidé de me retirer. Ma décision est irrévocable.

La légende veut que les ministres aient accueilli avec stupeur ce coup de théâtre. En réalité, de Gaulle a prévenu depuis plusieurs jours Michelet, Tixier, Teitgen, Gay et Joxe qui n'ont évidemment pas gardé le secret. La veille, Pascal Pia l'a laissé pressentir dans « Combat ».

Maurice Thorez est consterné. « Voilà, dit-il un départ qui ne manque pas de grandeur. »

Le départ est, en réalité, un faux départ. De Gaulle croit s'être arrangé pour que les partis soient incapables de former un gouvernement : il a obtenu, en effet, de Francisque Gay l'engagement secret qu'aucun MRP n'acceptera de lui succéder à la tête du gouvernement. Il lui confie : « Avant huit jours, les partis me demanderont en délégation de revenir et, cette fois-ci, je reviendrai à mes conditions » (11).

2° **Le train sur les rails.** — Empêché de prononcer à la radio (la télévision n'existe pas) un discours vengeur où il donne rendez-vous au peuple (cf. LECTURE II), de Gaulle adresse à Félix Gouin, président de l'Assemblée Nationale une lettre où il accorde un satisfecit complaisant à son action gouvernementale. « Le train est remis sur les rails » (12).

(11) *Georgette Elgey, op. cit.*

(12) En réalité, de Gaulle n'emploiera cette formule que le 16 juin suivant dans son discours de Bayeux.

Le véritable tableau de la situation est moins optimiste. Au cours de l'année qui s'achève, les dépenses de l'Etat n'ont été couvertes qu'à 37 % par les recettes normales. Les comptes de la France ne sont plus tenus depuis le mois d'août. Le rationnement du pain vient d'être rétabli, le franc d'être dévalué. L'inflation galope : d'août à décembre, l'indice des prix alimentaires de gros a passé de 261 à 479. La France n'a été représentée ni à la conférence de Dumbarton Oaks qui fonde l'O.N.U. ni à Potsdam où se règle la paix.

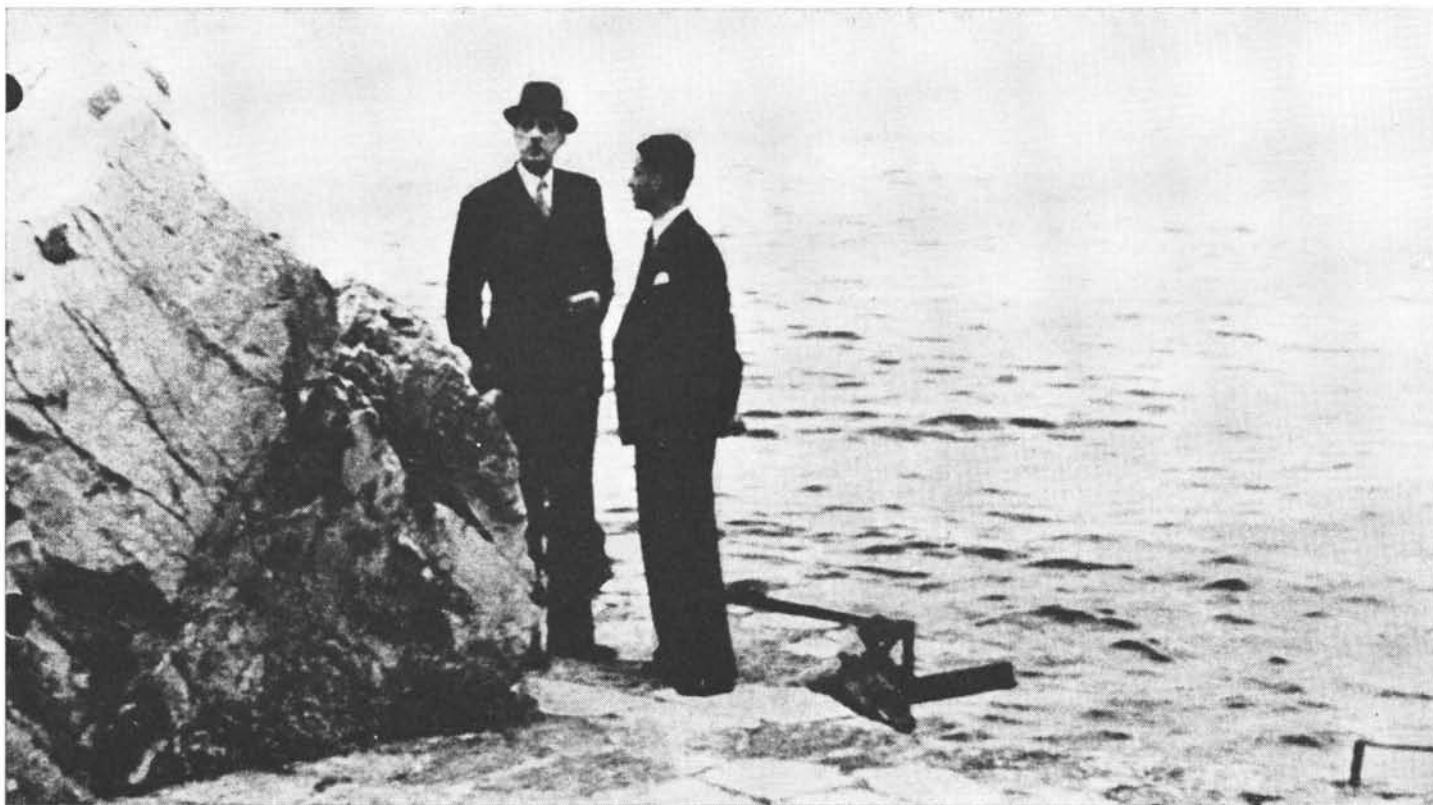
En apprenant le départ du général, Suzy Bidault a une réflexion de jeune mariée : « Une crise ministérielle, c'est moins grave que la crise du logement ». De Gaulle ne lui pardonnera jamais ce mot mais elle a raison. Le général a perdu son bluff (13) : les partis ont « suivi », comme on dit au poker, et Félix Gouin crée sans lui un gouvernement tripartite.

— En cette veille anniversaire de l'exécution de Louis XVI, le général de Gaulle s'est coupé lui-même la tête, note sur son journal l'ambassadeur d'Angleterre (14).

Dans sa villa de Marly-le-Roi, où il n'a même pas jugé utile d'apporter des meubles, de Gaulle, étonné du silence alentour, envoie son aide de camp voir si la police n'empêche pas les Parisiens d'affluer à Marly. Il attend que les Français se soulèvent pour le rappeler à leur tête. Il attendra très exactement 12 ans, 3 mois et 20 jours qu'une foule s'enflamme, un 13 mai, à Alger.

(13) « On pense à Thiers en 1873 qui présentait périodiquement sa démission et se vit un jour pris au mot à son grand dépit » (Alfred Fabre-Luce, « Le plus illustre des Français », Julliard, édit.).

(14) Duff Cooper, « Au-delà de l'oubli », Gallimard, édit.



Janvier 1946 : en tenue de plage au Cap Ferrat. De Gaulle prépare le grand coup de bluff de sa démission.

LECTURES

I. — L'ATMOSPHERE DE L'EPURATION

Le jeune homme Anouilh que j'étais resté, jusqu'en 1945, est parti un matin, mal assuré (il y avait de quoi en ces temps d'imposture) mais du pied gauche, pour aller recueillir les signatures de ses confrères pour Brasillach. Il a fait du porte à porte pendant huit jours et il est revenu vieux chez lui — comme dans un conte de Grimm.

La liste inutile (on aurait eu autant de chances en la déposant aux pieds d'une statue de Bouddha du Musée Guimet) portait, je crois me souvenir, cinquante et une signatu-



**LE GÉNÉRAL « DE LA PERCHE » REMET EN SELLE
« JOCRISSE MORÈZE »**

Un dessin du premier pamphlet anti-gaulliste d'après la Libération, « Voyage en Absurdie », publié sous le pseudonyme voltairien d'Arouet par le dessinateur Ben.

res célèbres. Je m'honore d'en avoir décroché sept, sur une douzaine de visites. J'aurais donc fait, on me l'a assuré, un assez bon représentant en clémence — article difficile à placer entre tous, on le constate encore de nos jours, à des gens en proie à l'indifférence et à la frousse, ces deux maladies des guerres civiles. Je suis pourtant revenu vieux — si vieux que je n'ai même plus envie de dire à cause de qui, et pourquoi.

J'ai lu peu après, sur des feuillets mal dactylographiés qui circulaient à Paris, « les Poèmes de Fresnes ». C'est le miracle de la mort, de l'acceptation humble et de la foi : Brasillach lui, était resté jeune homme.

Ce n'est pas la mort qui tue et souille, malgré le sang qui coule et la boue d'hiver où l'on tombe. Quand la salve inutile éclate, l'homme qui a signé la sentence s'écroule, commençant sa putréfaction et promenant son cadavre glorieux et bruyant — pour un temps ridiculement court. Le petit garçon qui regardait la mort en face reste debout et intact — éternellement.

C'est la vie qui l'aurait sans doute tué comme les autres. L'homme à la sentence, croyant le supprimer, l'a préservé. Quels que soient les mots dont il se grise, Créon joue toujours perdant.

Jean ANOUILH

(Préface au théâtre de Robert Brasillach.
Club de l'Honnête Homme.)

II. — L'APPEL MANQUÉ AU PEUPLE

Le 21 janvier 1946, lendemain de sa démission, de Gaulle se proposait d'adresser un discours radiodiffusé au pays. Il en fut empêché. Voici quelques extraits de ce texte qui reprenait (volontairement peut-être) plusieurs formules célèbres de ses discours de Londres :

Les partis qui depuis de nombreuses années sont à la tête des destinées de la patrie... ont fait aujourd'hui la preuve éclatante de leur ignorance, de leur mauvaise foi, et de leur impéritie. Je dis « leur ignorance »... je dis « leur mauvaise foi »... je dis « leur impéritie »... L'honneur, le bon sens, l'intérêt de la patrie m'interdisent de me prêter plus longtemps à la manœuvre qui aurait finalement pour but de laisser l'Etat plus méprisé, le gouvernement plus impuissant et le peuple plus pauvre... Moi, général de Gaulle, je convie tous les Français à entreprendre cette tâche nationale. Vous, mes anciens compagnons des Forces Françaises Libres et vous, les combattants des Forces de l'Intérieur... sans compter, vous, les Français de bonne foi qui avez été trompés, mais qui n'avez jamais pactisé avec l'ennemi, je vous invite à vous grouper. Ce ne sont pas les chefs qui vous manqueront cette fois. Un jour, je vous le promets, et tous ensemble, nous rendrons à la France la liberté et la grandeur.

CHAPITRE VII

LE RETRAITÉ
DE COLOMBEY

(1946-1958)



Photo de Jean Manguot extraite de l'album « Charles de Gaulle », (Hachette - Paris-Match édité).

Sur un banc de pierre, la difficile leçon de patience dans un parc.

I. - UNE CATASTROPHE, S'IL VOUS PLAÎT

1° « Les Russes arrivent ». — A « La Boiserie », sa propriété de Colombey-les-Deux-Eglises hâtivement remise en état pour l'accueillir, Charles de Gaulle attend la guerre. Avec la même assurance qu'il mettait en 1934 à prophétiser l'impossibilité d'une seconde guerre mondiale, il annonce pour demain le grand choc entre les Soviétiques et les Américains.

— Les Russes à Paris ? Mais, oui, vous les aurez, affirme-t-il à ses visiteurs.

Il les prend à témoin d'une trouvaille dont il est très satisfait et qu'il ressortira plus tard à Rennes. Il a découvert que « 400 millions de Slaves » campent

à 500 kilomètres de nos frontières ; « soit, ricane-t-il, à peine la longueur de deux étapes du tour de France cycliste ».

A René Pleven, son ancien ministre de la Défense nationale, il confie : « L'avenir, croyez-moi, c'est la guerre » (1).

Il guette le désastre sous quelque forme qu'il vienne : faillite monétaire, coup de force communiste, invasion soviétique. « Incontestablement,

(1) J.-R. Tournoux, « La Tragédie du général », Plon, édit.

écrit un de ses proches (2), l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle sera précipitée par les catastrophes ». A rapprocher de la constatation de Mauriac selon laquelle de Gaulle diffère des autres élus de l'Histoire « en ce qu'il est lié au désastre » (3).

Ces prédictions sinistres ont l'avantage de sortir Charles de Gaulle de la prostration où il est tombé quand il s'est rendu compte en février que la France continuait à être gouvernée sans lui. La conscience qu'il a d'avoir lui-même causé sa perte par son bluff « au départ » lui a d'abord inspiré des crises de rage comme celle qui méduse sa famille au château de Septeuil, propriété de son beau-frère Vendroux dans les Ardennes. Puis l'abattement a suivi.

Pendant quatre mois, Charles de Gaulle, pour la première fois de sa vie, reste silencieux. Il n'écrit pas, ne parle pas. Félix Gouin se préoccupe respectueusement de le doter d'un statut qui ne soit pas celui d'un simple « général de brigade à titre temporaire pour la durée de la guerre ». On propose de le faire maréchal ou, s'il préfère, de créer pour lui une dignité spéciale, celle de « Général de la Libération », avec statut de maréchal de France. Il refuse même d'examiner le problème et il écrit à son ancien ministre Michelet : « La mort se chargera d'aplanir la difficulté ».

Il meurt, c'est vrai. De dépit.

Les débuts de la guerre froide le ressuscitent à temps. Il se déchaîne. Il déplore que les Américains ne se servent pas sans délai de leurs bombes atomiques contre les Russes. « Ah, si j'étais président des Etats-Unis, voilà ce que je déciderais sur le champ ! ». Malheureusement les destinées des Etats-Unis sont entre les mains de Truman, « ce marchand de bretelles ». Et pour comble de malchance « les facultés de Churchill sont obscurcies par le whisky » (4).

(2) Raymond Aron, « Le grand schisme », Gallimard, édit.

(3) François Mauriac, « De Gaulle », Grasset, édit.

(4) J.-R. Tournoux, *op. cit.*

Accueillant Jean-Raymond Tournoux à Colombey, de Gaulle avoue qu'il met désormais son espoir en « une secousse » suivie ou pas d'élections.

Le voilà remonté.

2° « Oui, mon chéri ! ». — Le 6 juin 1946, de Gaulle fait sa rentrée politique. Dans un violent discours à Bayeux, il part en guerre contre le projet de Constitution de la IV^e République. Avec son accord, René Capitant fonde l'« Union Gaulliste » qui rassemble en huit jours 150.000 adhérents. La cheville ouvrière de l'organisation est malheureusement le député-colonel de Récy qui sombrera dans le scandale des bons d'Arras.

C'est l'époque du « mépris de fer » avec lequel de Gaulle déclare accueillir les accusations d'ambitions dictatoriales. « Mépris de fer, sabre de bois, culotte de peau » titre « L'Humanité ». Peu après, à la stupéfaction générale, l'organe communiste présente ses excuses au « factieux ». Staline a fait savoir qu'il ne fallait pas aller trop loin. Le responsable du titre, Pierre Hervé (5) est blâmé.

Les Français ratifient la Constitution que condamne de Gaulle. Il l'ignorera donc. Vincent Auriol, élu premier président de la IV^e République, lui propose vainement de parrainer son installation à l'Elysée : à Colombey, de Gaulle éconduit les deux émissaires, Forgeot et Kosciuszko-Morizet.

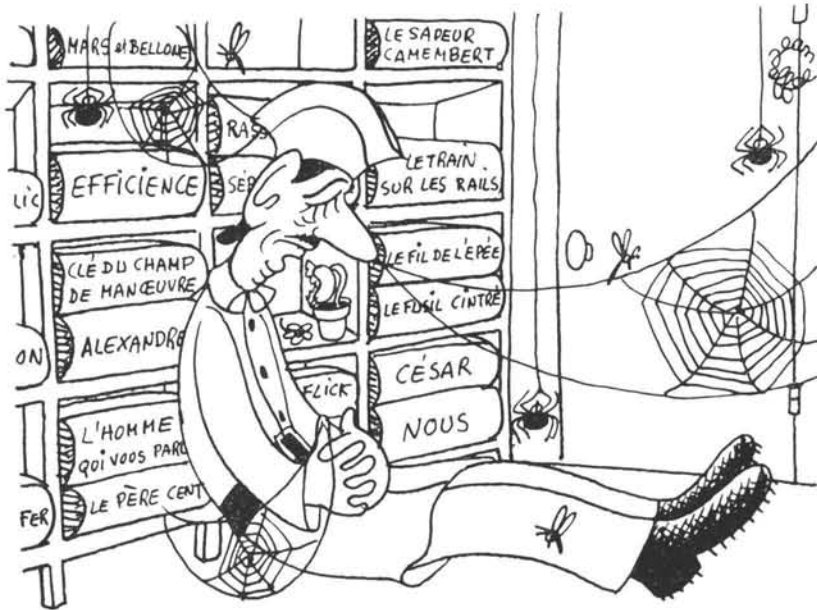
De Gaulle aura bientôt une occasion de se réjouir. Ramadier, président du Conseil, a la maladresse de survenir en pleine nuit à Colombey pour supplier le Libérateur de ne pas se diminuer en n'étant plus que le chef d'un parti politique. « Je suis un chef politique », riposte de Gaulle. Il est enchanté de découvrir qu'il fait encore peur. « Je reste le Guide de la Nation », conclut-il avec hauteur en faisant servir au barbichu

(5) Exclu plus tard du P.C., il ralliera le régime gaulliste en 1964.



La Boiserie est une retraite morose : de Gaulle fera 15.000 fois le tour du parc.

Un garde-mythes à Colombey : dessin de Jean Effel.



une tasse de mauvais « jus de chaussette » qu'il a fait réchauffer à la cuisine (6).

Colombey lui paraît trop loin de l'arène politique. Le général vient maintenant deux fois par semaine à Paris. Il utilise d'abord l'appartement de son beau-frère Vendroux, rue George-Sand puis, sur le conseil de Rémy, prend un appartement à l'hôtel La Pérouse, près de l'Étoile. Il a aussi loué des locaux rue de Solferino. Le commandant Gaston de Bonneval, son aide de camp depuis 1945, est chargé de faire entrer les visiteurs. Il ressort ensuite à reculons, tellement tourneboulé par le respect qu'il lui arrive un jour de répondre machinalement au général : « Oui, mon chéri ! » (7).

— La France est vacharde, les Français sont des veaux, lui a répété des mois durant son grand homme.

Mais en ce début 1947, le ton change. De Gaulle a décidé de rameuter les veaux. En lever de rideau, il prononce à Bruneval le discours célèbre : « Le jour va venir où rejetant les jeux stériles et reformant le cadre mal bâti où s'égare la nation et se disqualifie l'État, la masse immense des Français se rassemblera avec la France ».

II. - LA PÊCHE A LA LIGNE SUR LE RUBICON

1° Un homme de chez Rothschild. — Le 7 avril 1947 à Strasbourg, de Gaulle répond — ironie du sort — à une invitation du « Comité Alsacien de reconnaissance à l'Amérique ». Dans tout le pays des affiches le représentant sur une carte de France ont invité les Français à venir écouter son discours. D'une seule phrase, il fonde et il baptise son parti : « Il est temps que se forme et que s'organise le Rassemblement du Peuple Français ».

Le colonel Rémy qui joue un grand rôle dans la formation du parti — il a mobilisé quelques jours plus tôt les anciens chefs de réseaux de la France libre (8) — avait proposé « Ralliement du Peuple Français ». De Gaulle a choisi « Rassemblement ». Jacques Soustelle, qui dirigeait à Londres les services secrets gaulistes, est chargé de créer un comité d'initiative qui répond « spontanément » à l'appel de Strasbourg. Il devient le premier secrétaire général du R.P.F., de Gaulle prenant la présidence.

Autour du président du R.P.F. se tiennent déjà ceux dont de Gaulle fera « les barons » de la V^e République. Monté en grade, Pompidou tient son cabinet, Malraux dirige la Propagande, Roger Frey et Baumel s'occupent de l'organisation. Louis Vallon (9) commande à Paris, Astoux (10) et Guichard (11) en province. Le futur joyeux tandem ministériel Maziol-Marette, s'active rue de Solferino, Marette (12) en qualité de super-garçon de courses.

Le style particulier du R.P.F. est donné par les grandes manifestations de masse soigneusement mises en scène par André Malraux : Charles de Gaulle y apparaît au milieu des oriflammes et des projecteurs dans un décor où certains croient retrouver les premières parades hitlériennes. L'imposant « service d'ordre » qui encadre ces manifestations se retrouve dans les bagarres qui l'opposent aux communistes ; un incident particulièrement violent à Grenoble fera un mort et plusieurs blessés. Un des chefs de ce service d'ordre, René Serre, racontera ses souvenirs dans un livre au titre significatif : « Croisade à coups de poings. » Lorsqu'on lui demande quelle formation il entend donner aux jeunes du R.P.F., Malraux répond : « du parachutisme et des bouquins ».

D'où vient l'argent ? En attendant les cotisations espérées des militants, le problème se pose d'autant plus que de Gaulle, après les chiches mois de Colombey, a repris goût au faste. Il veut bien sillonner la France pour lancer le R.P.F. mais à condition d'être reçu avec le même cérémonial qu'un chef d'État, les préfets l'accueillant à l'entrée des villes. L'industriel Bozel (les détersifs Maletta et Bozil) un ancien de la France Libre, est nommé trésorier et y laisse une par-

(6) Joseph Barsalou « La mal-aimée. Histoire de la IV^e République », Plon, édit.

(7) Jean Ferniol, « De Gaulle et le 13 mai », Plon, édit.

(8) Réunis à Paris au sous-sol du café du Rond-Point.

(9) Qui attachera son nom à l'amendement.

(10) Futur « patron » de l'O.R.T.F.

(11) Futur ministre de l'Industrie.

(12) Futur ministre des P.T.T.

tie de sa fortune. Alain de Serigny, directeur de *L'Echo d'Alger* avance 10 millions de l'époque (13) sans pressentir de quelle manière il en sera récompensé douze ans plus tard.

Assez vite, le nerf de la guerre ne manquera plus. Une « Union privée pour l'aide à l'action nationale du général de Gaulle » fournit libéralement les fonds. Le R.P.F. vivra bientôt sur un grand pied. « A Paris seul, trois hôtels particuliers, sans compter les deux appartements somptueux que Malraux loue place de l'Opéra pour la propagande, servent de pied à terre au R.P.F. » (14).

Le trésorier de l'Union a du répondant. C'est M. Fillion, le fondé de pouvoir de la Banque Rothschild.

2° Suppôt des Américains. — Charles de Gaulle a indéniablement suscité dans les profondeurs du pays une lame de fond qui n'a pas son précédent depuis le général Boulanger ou, à moindre échelle, le colonel de la Rocque. Face à la « politicaillerie » socialo-M.R.P. et à la menace communiste, le R.P.F. apparaît comme le rassemblement de toute la droite nationale brisée depuis la guerre (15).

Les thèmes politiques du R.P.F. sont sommaires : renforcement des pouvoirs de l'Etat, politique sociale par l'association capital-travail. Son vrai cheval de bataille sera la croisade anti-communiste et anti-soviétique.

LES SEPARATISTES : A Rennes, le 27 juillet 1946, de Gaulle dénonce avec vigueur les séparatistes. « Sur notre sol, au milieu de nous, des hommes ont fait vœu d'obéissance aux ordres d'une entreprise étrangère de dominations dirigée par les maîtres d'une grande puissance slave... Il s'agit, en réalité de plier notre beau pays à un régime de servitude totalitaire où chaque Français ne disposerait plus ni de son corps ni de son âme et par lequel la France elle-même deviendrait l'auxiliaire soumise d'une colossale hégémonie ».

Jacques Soustelle exalte aussitôt ce qu'il appelle le geste historique du 27 juillet. « Pour la première fois depuis la Libération, déclare-t-il, une voix ose s'élever pour dénoncer le péril communiste. »

L'éloge est exagéré. Trois mois plus tôt, comme un mouton qui s'enrage, le doux Ramadier a chassé du gouvernement de la France les ministres communistes que de Gaulle y avait introduits. Il s'en explique ainsi à Naegelen : « Les Russes préparent un coup de force sur l'Europe Occidentale. Il est dangereux d'avoir des représentants de la Russie au sein du gouvernement » (16). De Gaulle ne fait qu'emboîter le pas à Ramadier.

Le Pouvoir à ramasser

En même temps qu'il vitupère les séparatistes de l'intérieur, de Gaulle entre avec vigueur dans la guerre froide que se livrent Russes et Américains. Staline ayant reconstitué l'Internationale communiste, baptisée Kominform, de Gaulle s'élève contre « les avant-gardes cosaques ». Dans le monde entier, les communistes et leurs sympathisants sont mobilisés contre « l'impérialisme américain... l'agresseur américain et



A la tribune du R.P.F. : Mise en scène signée Malraux.

ses suppôts ». Aussi étrange que cela paraisse à un lecteur de 1967-1968, de Gaulle est alors l'un de ces suppôts.

Effectivement, quand la Corée communiste envahira la Corée du Sud, de Gaulle n'hésite pas. Avec son accord, René Vivien (17) et plusieurs cadres R.P.F. s'engagent dans le bataillon français. « Où vous allez, vous combattez pour le monde libre », leur écrit de Gaulle. Il considère que la guerre est partout commencée, en Corée comme en Indochine (18). Il donne raison à MacArthur de vouloir attaquer la Chine (19) et fulmine contre sa révocation par Truman.

— C'est le quart d'heure des capitulards, s'indigne-t-il.

Charles de Gaulle voit alors en l'alliance et en la protection américaines le seul rempart contre la menace soviétique. Il adjure les Etats-Unis de ne pas « abandonner la France aux Mongols ». Il salue « sans embarras la clairvoyante générosité du plan Marshall » (20). Il réclame que les Américains maintiennent définitivement des bases et des troupes en Europe occidentale. « Les Etats-Unis, déclare-t-il péremptoirement, doivent être désormais liés à l'Europe ».

(17) Futur député U.N.R. de la V^e République.

(18) Déclaration à Joseph Barsalou, directeur politique de « La Dépêche du Midi » : « En Indochine, il faut rester. Sinon c'est la fin ».

(13) André Le Troquer, *op. cit.*
 (14) Georgette Elgey, *op. cit.*
 (15) Pour faciliter cette réconciliation, de Gaulle ira jusqu'à reprocher aux gouvernants de la IV^e République de vouloir laisser mourir Pétain en prison, accusation pour le moins surprenante de sa part.

(16) Georgette Elgey, *op. cit.*

(19) Les liaisons entre le R.P.F. et l'ambassade U.S. à Paris sont alors assurées par le diplomate MacArthur, neveu du général.

(20) Discours de Compiègne.



Le vent se lève : il faut tenter de revivre.

Dans le même temps, naturellement, « l'Algérie est partie intégrante de la France » (21).

Les Français plébiscitent aux élections municipales de 1947 l'homme qui incarne la résistance à Moscou. C'est un raz de marée R.P.F. 40 % des électeurs ont voté pour les candidats gaullistes qui contrôlent les treize plus grandes mairies de France. A Paris, Pierre de Gaulle, frère du général, est élu président du Conseil Municipal.

Il est reçu, selon l'usage, par le Président de la République, Vincent Auriol, qui lui montre le bureau où Napoléon signa son abdication. « Je me demande ce que l'avenir me réserve » soupire le chef de l'Etat.

L'entourage de de Gaulle est formel : le Pouvoir n'est même pas à prendre, il est à ramasser. Pour Malraux, le R.P.F. n'est rien d'autre qu'« un mouvement insurrectionnel appelé à prendre le Pouvoir par la force » (22). Mais de Gaulle hésite, puis commet la même erreur d'appréciation politique qu'en 1946 : il se persuade que la IV^e République va d'elle-même lui laisser la place. Il réclame la dissolution de la Chambre et de nouvelles élections. Il menace mais en discours seulement.

(21) « L'Étincelle », bulletin intérieur du R.P.F., 18 octobre 1947.

(22) Déclarations ultérieures à « L'Événement » (septembre 1967). Certains membres du R.P.F. mettront cette conception en application dans le « complot de la Pentecôte », conjuration peu sérieuse dont l'animateur est le colonel Lecore (nom d'emprunt de l'escroc Roger Lacore) qu'on retrouvera mystérieusement pendu dans sa cellule le 17 juin 1949, ce qui interdit de rechercher les véritables instigateurs.

— Il nous a amenés au bord du Rubicon pour pêcher à la ligne, s'exclame, désespéré, Malraux.

3° A la soupe ! — De Gaulle a laissé passer sa chance et le reflux du R.P.F. commence. Le parti compte en France 409.729 membres (chiffre record) mais il est sur la touche. Sans lui, Robert Schuman, président du Conseil, et Jules Moch, ministre de l'Intérieur, brisent les grèves insurrectionnelles communistes de l'hiver 1947. Tandis que l'Europe s'esquisse par le pacte de Bruxelles et la Communauté charbon-acier, la IV^e parvient à rétablir l'ordre intérieur. Contre ses « lois scélérates », les députés communistes provoquent des scènes d'une violence inouïe au Palais Bourbon dont ils sont expulsés manu militari en chantant « Salut à vous, braves soldats du 17^e ». Mais de Gaulle, qui stigmatisait les séparatistes quelques mois plus tôt, a perdu tout goût pour la croisade.

— Bien entendu, ordonne-t-il avant le scrutin, les députés de l'intergroupe gaulliste voteront contre le gouvernement.

Le meilleur stratège politique du R.P.F., Edmond Barrachin, proteste :

— Nous n'avons pas été élus pour voter avec les communistes.

— Croyez-vous, tranche de Gaulle, que j'ai créé le R.P.F. pour soutenir M. Bidault ?

Le sectarisme du parti gaulliste effraye ses soutiens naturels. Présidant à Paris l'inauguration de l'avenue du Général-Leclerc, de Gaulle donne à son frère Pierre l'ordre de ne pas inviter le président de la République et orchestre la cérémonie comme une manifestation R.P.F. La générale Leclerc décide alors d'organiser personnellement une messe aux Invalides où elle invite les autorités de l'Etat (23).

Charles de Gaulle le répète à tout venant : « Le R.P.F. c'est la Résistance ; le communisme, c'est l'ennemi ; la 3^e Force, c'est Vichy ». Fidèle à ses habitudes de Londres, il ne fait donc la guerre qu'à Vichy, c'est-à-dire à la 3^e force. Le jeu de massacre ministériel commence qui verra les gouvernements successifs tomber comme des quilles sous les votes conjugués des communistes et des gaullistes.

— Nous allons encore renverser le gouvernement, objecte le légendaire Raymond Dronne qui commanda le premier peloton de la division Leclerc à libérer Paris. Un autre gouvernement viendra qui risque d'être pire.

— Il faut renverser systématiquement tous les gouvernements, lui rétorque de Gaulle ; c'est le seul moyen pour nous d'arriver au pouvoir (24).

Des craquements se produisent au R.P.F. Ancien Saint-Cyrien, Bergasse, député gaulliste de Marseille proteste : « La politique du pire n'a jamais rien donné de bon ».

Dans le même temps, les modérés français commencent à se regrouper en marge du R.P.F. Sous l'impulsion de Roger Duchet, naît le C.N.I. (Centre National des Indépendants) qui attire les modérés lassés de la stérilité du parti gaulliste.

La dernière chance du R.P.F., de Gaulle la laisse passer aux élections législatives de juin 1951. Pour s'assurer une majorité de gouvernement, la 3^e Force

(23) Christian Purtschet, « Le R.P.F. », Cujas, édit.

(24) J.-R. Tournoux, op. cit.



Conquérant, le chef du RPF. Son bras droit, Soustelle a l'air d'un étudiant. C'est jeune et ça ne sait pas encore.

a inventé le système des apparentements. Si de Gaulle autorise ses candidats à s'apparenter avec les modérés, il peut compter avoir 200 députés R.P.F. dans la nouvelle Chambre. Il refuse avec une boutade qui n'en est peut-être pas une.

— Il n'y a qu'à s'apparenter avec les communistes.

Au lendemain du scrutin, le Palais Bourbon n'accueille que 118 députés R.P.F. De Gaulle consulte Edmond Barrachin qui lui expose son plan : renoncer à l'opposition inconditionnelle, soutenir sur leurs actes les gouvernements qui le méritent et sortir ainsi du ghetto politique. « Entrons dans la maison, résume-t-il. Nous y prendrons les clefs. »

De Gaulle se fâche :

— Vous croyez que j'ai fondé le R.P.F. pour M. Edgar Faure ?

Antoine Pinay va sonner le glas du parti gaulliste. De Gaulle ordonne à ses députés de voter contre son investiture au nom de l'antienne qui finit par exaspérer les plus fidèles : « Je n'ai pas sauvé la France pour la donner à un tanneur » (25). C'est la scission au groupe R.P.F. dont 27 députés suivent Pinay. « Après César, Antoine... », ironise Louis Vallon.

Charles de Gaulle déborde d'amertume. « Votre R.P.F. est allé à la soupe » dit-il à Jacques Soustelle. Il désavoue son groupe parlementaire qui se rebaptise U.R.A.S. (26) et proclame la fin du R.P.F. en même temps que « la faillite des illusions ». Le fidèle Pompidou est récupéré par la Banque Rothschild qui ne désespère pas du placement gaulliste.

(25) Ernest Mignon, *op. cit.*

(26) Union des Républicains d'Action Sociale.

Barrachin révélera à la Chambre que, pour le dissuader d'investir Pinay, Pierre de Gaulle, au nom de son frère, lui avait déclaré :

— La catastrophe nationale est le seul moyen pour le général de Gaulle de revenir au pouvoir (27).

III. - LE RONCHONNEUR DU DÉSERT

1° **Quinze mille fois le tour du parc.** — « Ça vous intéresserait de voir le père de Gaulle ? », s'entend proposer un député dans un couloir du Sénat. Les derniers fidèles du général doivent faire la retape. Il n'intéresse plus. Rue de Solférino, le brave colonel de Bonneval veille sur « quelque chose qui ressemble à l'étiquette dérisoire des rois en exil » (28).

Pour justifier l'échec du R.P.F., de Gaulle a une explication toute trouvée : la détente internationale. Il la prédit après coup avec la même assurance qu'il mettait précédemment à menacer les Français des avant-gardes cosaques.

— Cette détente était inévitable... Les Russes, pas plus que les Américains ne veulent faire la guerre. Cela est clair comme la lumière du jour. D'ailleurs, ils n'ont jamais voulu faire la guerre.

Commence alors à Colombey cette morne attente que les gaullistes appellent noblement « la traversée du désert ». Mme de Gaulle est heureuse. Elle s'occupe de la basse-cour. Sur la galerie de la Citroën noire, elle ramène de Paris des instruments de jardin. Elle dit : « J'ai mon mari à moi ». Elle lui prépare les plats mijotés dont il raffole : les tripes à la mode de Caen, les pieds de cochon, la tarte Bourdaloue. Lui, marche à travers les allées du parc : « J'ai fait quinze mille fois le tour ». Il écoute la radio, s'amuse à imiter Bourvil qui représente à ses yeux le type du Français abruti. Il s'ennuie. Enfin, assis dans son bureau sombre sous le bouclier que lui a offert le Négus, il commence à écrire — « péniblement », le mot est de lui — ses « Mémoires de guerre ».

Du Tacite endimanché

Le premier tome, « l'Appel », paraît en octobre 1954 ; le second, « L'Unité » en mai 1956 (le troisième, « Le Salut », attendra 1959). C'est Georges Pompidou qui sert d'intermédiaire entre l'auteur et l'éditeur Plon. La qualité littéraire de l'ouvrage trouve de nombreux admirateurs comme P. M. de la Gorce qui cite le passage suivant comme résumant la philosophie de la vie de Charles de Gaulle.

« Chaque année, en quatre saisons qui sont autant de leçons, la nature me devient plus proche. Elle chante au printemps : « Quoi qu'il ait pu jadis arriver, je suis au commencement. Tout est clair malgré les giboulées... l'amour fait monter en moi des sèves et des certitudes si radieuses et si puissantes qu'elles ne finiront jamais ». Elle proclame en été : « Quelle gloire est ma fécondité !... ». En automne, elle soupire : « Ma tâche est près de son terme. J'ai donné mes fleurs, mes moissons, mes fruits... Voyez comme je suis belle encore dans ma robe de pourpre et d'or ». En hiver, elle gémit : « Me voici, stérile et

(27) « Le Monde », 24 décembre 1952.

(28) Jean Ferniot, *op. cit.*



Militants RPF à l'œuvre : Malraux voudrait les transformer en paras.

glacée... Le destin est-il donc scellé ? Non ? Déjà sous mon sol inerte, un sourd travail s'accomplit ».

A ce propos, François Mauriac compare de Gaulle à Bossuet ou Chateaubriand et Georges Duhamel à Tacite. Jacques Laurent (29) moins respectueux, remarque que « dans ses meilleurs moments, la prose du général évoque une copie du Concours Général ». Il lui trouve le style « endimanché » (30).

Robert Aron a comparé le premier tome des Mémoires à « une chanson de Roland racontée par Roland lui-même avec ce que cela comporte de déformation ». De Gaulle utilisera cette citation pour présenter son deuxième tome en y faisant une légère retouche : il remplace adroitement le mot « déformation » par le mot « grandeur ».

Le 8 mai 1954, anniversaire de la Victoire et fête de Jeanne d'Arc, de Gaulle tente un sondage politique qui

(29) Jacques Laurent, *op. cit.*

(30) Appréciation identique de Jean-François Revel dans « Le style du général » : « Tentative d'échapper par l'ennoblissement stylistique à la pauvreté et à la banalité. »

lui réservera une cruelle déception. Il a fait savoir qu'il viendrait à Paris se recueillir sous l'Arc de Triomphe. « J'arriverai seul et sans cortège. Sous la voûte, je serai seul pour saluer le Soldat Inconnu. Ensuite, je partirai seul. Je demande au peuple d'être là... ». Il y a du monde, il n'est pas tout à fait seul mais, malgré la chute de Dien-Bien-Phu qui bouleverse la France depuis l'avant-veille, ce n'est pas l'immense foule prévue, le raz-de-marée populaire qu'il attend depuis janvier 46. Il repart seul et déçu.

Un raz-de-marée approche mais c'est un autre qui le suscite. Aux élections, Pierre Poujade, ancien Français Libre, recueille deux millions et demi de voix. De Gaulle le reçoit et dit, désabusé : « Poujade, je ne suis pas jaloux ».

C'est le moment où il doit être opéré de la cataracte. Pour ménager ses yeux, il doit cesser de fumer, lui qui vidait trois paquets de Players par jour. Son



Le spécialiste des Rothschild ne suffit pas pour la trésorerie. De Gaulle vend des timbres ; il remercie les acheteurs avec deux bras levés et deux mamelles victorieuses.



humeur s'en ressent, son pessimisme s'accroît. Il prédit à M. Yrissou, le plus intime collaborateur de Pinay : « Le Régime perdra le Sahara. Il perdra tout ce que je lui ai donné, tout ce que je lui ai rendu : l'Indochine, la Sarre, nos comptoirs de l'Inde. Il va perdre l'Algérie, l'Alsace, la Lorraine, la Corse, la Bretagne. Il nous restera l'Auvergne parce que personne n'en voudra ».

Avec Pierre Hervé, ancien député communiste mais agrégé de philosophie, il use de métaphores plus littéraires : « Je suis comme don Cesare ». Le héros du roman de Roger Vailland est mort en étreignant de sa main seigneuriale le sein nu de Mariette. Pour de Gaulle, il ne peut s'agir que du sein de la France (31).

2° La lueur de l'espérance. — Charles de Gaulle se décrit lui-même dans les dernières lignes de ses Mémoires : « Vieil homme... jamais las de guetter dans l'ombre la lueur de l'espérance ». A partir de 1957, l'espoir renaît brusquement, en effet, chez le solitaire de Colombey. La lueur qu'il guette, c'est le drame algérien.

Au nom de l'Algérie française, un vaste mouvement se dessine dans de larges secteurs de l'opinion. Les gaullistes y sont au premier rang. Pour eux, l'objectif est clair : il s'agit d'exploiter ce « sursaut national » pour ramener au pouvoir le général de Gaulle.

TEMOIGNAGE DE M^r JEAN-BAPTISTE BIAGGI (32) : « Nous avions mis sur pied une idée de manœuvre stratégique... et une tactique. Il s'agissait d'accélérer le processus de pourrissement à la tête. C'est de là que sont venues notamment les crises ministérielles, ou plus exactement leur prolongement un peu artificiel. Certains parmi nous avaient les moyens de développer et d'amplifier ces crises : ils l'ont fait. C'est un fait historique, personne n'en doute. Il y avait aussi la préparation de l'opinion en métropole : c'est à cela que tendaient des opérations que vous avez bien connues, comme celle du capitaine Moureau, et aussi les bulletins comme « Le Courrier de la Colère » (33). Et puis il y avait le noyautage de l'armée... ».

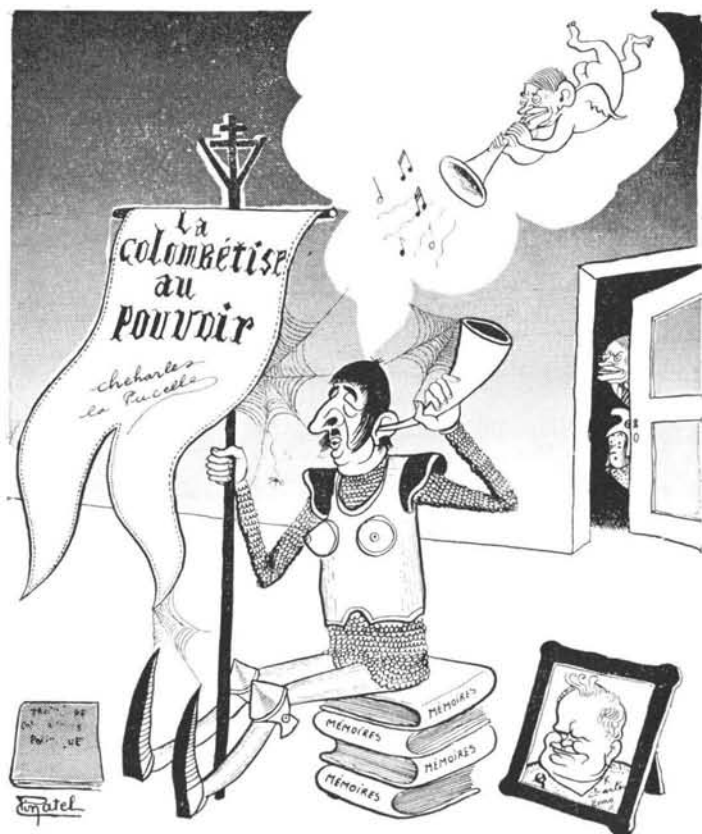
Une sorte de répartition des tâches s'est opérée. A la Chambre, Jacques Soustelle fait figure d'infatigable « tombeur de ministères ». Dans la rue, des organisations diverses où M^r Biaggi côtoie Alexandre Sanguinetti, déclencheront l'agitation. Michel Debré joue les Cassandre et proclame la légitimité de l'insurrection contre tout gouvernement qui accepterait d'abandonner l'Algérie. « Ceux qui s'en rendent complices sont hors-la-loi, écrit-il, et ceux qui s'y opposent, quel que soit le moyen employé, en état de légitime défense » (34).

(31) J.-R. Tournoux, *op. cit.*

(32) Déposition au procès du général Salan.

(33) Dirigé par Michel Debré. Son secrétaire de rédaction Mauriceau-Beaupré publie alors le seul journal clandestin gaulliste « Le Grand Soir ». Il deviendra sous la V^e le barbouze d'élite de Foccart.

(34) Cet acte de naissance de l'O.A.S. fera dire plus tard à Jacques Soustelle : « Beaucoup de sang a coulé parce que Michel Debré a fait couler beaucoup d'encre ».



LE RPF est parti à la soupe ; le retraité de Colombey rêve d'un appel du Président Coty. Dessin (prémonitoire) de Pinatel dans « Le Charivari » en 1953.

Charles de Gaulle, cependant, mène un jeu plus rusé. D'un côté, il laisse la bride sur le cou aux gaullistes qui prétendent sauver l'Algérie française mais, de l'autre, il ne cache pas à ses interlocuteurs de gauche qu'il est le seul à pouvoir accorder l'indépendance à l'Algérie.

Il déclare ainsi à M. François, inspecteur général de l'Education Nationale : « Il n'y aura pas d'autre solution que l'indépendance ». A Maurice Clavel : « L'Algérie sera indépendante ». A Christian Pineau, ministre socialiste des Affaires Etrangères : « La seule solution s'appelle l'indépendance » (35).

C'est pourtant à André Philip qu'il dévoile le plus clairement ce que guette le vieil homme.

— Si l'armée s'agite en Algérie, il y aura un gouvernement à Paris, ou il n'y aura pas de gouvernement. S'il y a un gouvernement il gouvernera et l'armée obéira. S'il n'y a pas de gouvernement, l'armée prendra le pouvoir à Alger. Et moi, constatant qu'il n'y a plus d'Etat, je prendrai le pouvoir... » (36).

(35) *Dossiers de notre temps*, Plon, édit.

(36) J.-R. Tournoux, *op. cit.*



CHAPITRE VIII

LE PROFITEUR
DU 13 MAI

(1958-1962)



Du balcon du 13 Mai, de Gaulle crie aux Pieds-Noirs : « Je vous ai compris ».

I. - LE PROCESSUS “ RÉSURRECTION ”

1° « Je serai disponible ». — Charles de Gaulle reçoit Léon Delbecq dans son bureau parisien de la rue de Solferino. L'interrogation vient, enveloppée mais précise : « Imaginons que l'explosion se produise, que les Pieds Noirs fassent appel au général de Gaulle, que l'Armée appuie cet appel... ». De Gaulle répond : « Si l'on fait appel à moi dans ces conditions, je serai toujours disponible » (1).

Delbecq repart pour Alger avec le feu vert.

Depuis février 1958, cet ancien chef R.P.F., sous le couvert de missions pour Chaban-Delmas (2), dirige « l'antenne » gaulliste d'Alger (3). Son rôle consiste à noyauter l'agitation croissante des Français d'Algérie qui soupçonnent Paris de vouloir négocier avec la rébellion F.L.N. Dès son arrivée à Alger, il a rallié

à son jeu le colonel Thomazo qui commande — poste-cléf — les unités territoriales.

— Il s'agit, lui a-t-il dit, de sauver l'Algérie française en renversant le système et en remplaçant la République par le général de Gaulle (4).

Au cours de ses allers-retours à Paris, Delbecq recrute Alexandre Sanguinetti (5) pour noyauter parallèlement les organisations métropolitaines d'anciens combattants. « Vous avez bien un nom derrière la tête », demande « Sangui » qui n'est pas encore gaulliste. « Bien sûr ! De Gaulle » (6).

Pour coordonner l'agitation des deux côtés de la Méditerranée l'antenne dispose de liaisons secrètes et codées. Soustelle est « Grosmatou » ; Debré, « Monlouis », Frey « Négus » ou « Cheval » ; de Gaulle, c'est « Monsieur Colombes » ou bien « 75 ».

(1) Jean Ferniot, « De Gaulle et le 13 Mai », Plon, édit.

(2) Ministre de la Défense Nationale dans le cabinet Félix Gaillard.

(3) Avec René Vinciguerra, Guy Ribeaud (qui sera plus tard le compagnon d'exil de Bidault) et le commandant Pouget.

(4) Déposition du colonel Thomazo au procès Salan.

(5) Futur « Monsieur Anti-OAS » et futur ministre UNR.

(6) Jean Ferniot, op. cit.

Dans le courant d'avril, André Malraux confie à André Figueras :

— Tout est prêt. Il ne manque plus que de désigner le colonel de parachutistes qui sera chargé de l'opération (7).

Tout en suivant de près ces préparatifs, de Gaulle montre (ou feint) un pessimisme qu'il exprime par ses habituelles images bovines. « La France est vacharde », dit-il au général Cogny. « Les Français sont des veaux », répète-t-il encore à Philippe Margais, doyen de la Faculté des Lettres d'Alger.

L'occasion attendue survient le 9 mai : le F.L.N. annonce avoir exécuté trois soldats français qu'il tenait prisonniers depuis dix-huit mois en Tunisie. L'Algérie s'enfièvre brutalement. Olivier Guichard, qui dirige le cabinet de de Gaulle, convoque Delbecq qui reçoit au domicile de Roger Frey en présence de Michel Debré. Une demi-heure plus tard, Léon Delbecq redescend, saute dans l'auto où l'attend Alain de Serigny, directeur de « L'Echo d'Alger » et lui jette : « Ça y est, nous avons le feu vert pour le 13 ».

Serigny entreprend aussitôt de rédiger un éditorial réclamant l'intervention de de Gaulle qui paraîtra le surlendemain sous le titre : « Parlez, parlez vite, mon général ». Delbecq câble à Vinciguerra d'organiser une vaste manifestation algéroise le 13.

Le 13 mai manque de justesse d'être une « journée des dupes » pour les gaullistes. Leur plan ne prévoit pas l'assaut du Gouvernement Général mais simplement la formation d'un Comité de Salut Public qui exigera un gouvernement présidé par de Gaulle tandis que Jacques Soustelle interviendra dans le même sens à l'Assemblée Nationale. Mais les chefs Pieds Noirs (Pierre Lagailarde, Martel, Ortiz), qui misent sur le général Chérrière plutôt que sur de Gaulle, prennent les gaullistes de vitesse, transforment la manifestation en émeute et s'emparent du Gouvernement Général. Delbecq et Neuwirth, autre agent gaulliste, parviennent au dernier moment à rétablir la situation. Ils persuadent le général Massu (commandant à Alger), gaulliste convaincu, de prendre la tête du soulèvement et obtiennent du général Salan (commandant en chef) qu'il demande au Pré-

sident de la République l'arbitrage du général de Gaulle. Le surlendemain, Salan, bousculé par Delbecq, crie « Vive de Gaulle ». Aussitôt, Charles de Gaulle fait savoir qu'il se tient « prêt à assumer les pouvoirs de la République ».

2° « **Faites le nécessaire** ». — Pflimlin, dernier président du Conseil de la IV^e République, refusant obstinément de s'effacer, de Gaulle ordonne par télégramme à Salan de lui envoyer « un mandataire militaire ». « Il s'agit pour moi, déclare-t-il, d'être informé de la situation des forces sous vos ordres et, pour vous, de recevoir communication de mes intentions ». Le général Dulac se rend aussitôt d'Alger à Colombey-les-Deux-Eglises pour lui soumettre « l'Opération - Résurrection ».

Ainsi baptisée parce que de Gaulle a qualifié le 13 mai de « début d'une sorte de résurrection », l'opération porte en sous-titre : « Mise en place d'un gouvernement de salut public sous la présidence du général de Gaulle ». Elle prévoit à son profit la prise du pouvoir par la force.

Deux officiers de Salan, le commandant Viasse et le capitaine Lamouillat, ont été parachutés près de Toulouse dès le 17 mai pour mettre au point le putsch militaire avec le général Miquel qui doit en assurer le commandement. L'Opération-Résurrection prévoit essentiellement l'occupation de Paris par des troupes aéroportées comprenant deux régiments de paras venus d'Algérie (le 1^{er} et le 3^e R.P.C.) sous le commandement du général Massu et deux régiments venus de Toulouse (la demi-brigade Château-Jobert) sous le commandement du général Miquel. Le débarquement aura lieu sur les aérodromes du Bourget et de Villacoublay préalablement occupés par le 2^e Groupement blindé du colonel Gribius, cantonné à Rambouillet. Les envoyés de Salan ont rallié à l'opération le général Lecoq qui occupera Bordeaux, l'amiral Barjot qui contrôlera la flotte et le général Descour qui se chargera de la région Lyon-Saint-Etienne. Il est convenu que toutes les proclamations se termineront par « Vive de Gaulle ». On envisage un cortège de « ventiateurs » (des hélicoptères) pour amener Charles de Gaulle de Colombey à Paris. Le signal du putsch sera donné par le message radio-diffusé suivant : « Les carottes sont cuites ».

A Colombey-les-Deux-Eglises, le général Dulac et les

(7) André Figueras, « Les origines étranges de la V^e République », Presses du Mail, édité.



Jubilant, de Gaulle félicite Salan à son arrivée à Alger. « Vous êtes mon féal et mon ami ». En attendant la suite...



Présage : dans Alger qui l'acclame, de Gaulle passe devant un cinéma qui affiche « Les carottes sont cuites ».

trois officiers qui l'accompagnent (9) sont reçus le 28 mai par de Gaulle et, retournés le soir même à Alger, font part de son accord aux généraux Salan, Jouhaud, Massu ainsi qu'à Jacques Soustelle.

Charles de Gaulle s'est fait exposer par le détail l'Opération-Résurrection, critiquant tel ou tel dispositif militaire, approuvant tel ou tel autre. Ses visiteurs l'ont trouvé sombre, retombé au pessimisme des derniers mois. Il leur a déclaré : « Ils ne veulent pas de moi ». Ils, ce sont les partis, les politiciens, obstinés à lui barrer la route. « Alors, a-t-il ajouté, vous, FAITES LE NECESSAIRE ».

— Je revois encore, note Soustelle, le large sourire, assez inaccoutumé, qui s'épanouit sur le visage de Salan. Un doute pesant était levé : de Gaulle lui donnait le feu vert (10).

De Gaulle a reçu parallèlement un message du général Miquel qui veut de son côté dissiper toute équivoque avant d'annoncer que les carottes sont cuites. « Le général de Gaulle souhaite-t-il, accepte-t-il ou ne veut-il à aucun prix du déclenchement du plan Résurrection ? », demande-t-il. De Gaulle lui fait répondre par Olivier Guichard : « Le général de Gaulle ne souhaite pas un débarquement à Paris mais il prendra la situation telle qu'elle se présentera ». C'est donc l'acceptation.

3^e « Je les ai bien eus ». — Machiavélique, de Gaulle joue le pompier pyromane. D'un côté, il allume l'incendie et de l'autre, il se présente comme le seul capable de l'éteindre. Quelques heures avant de donner le feu vert au putsch Résurrection, il a annoncé : « J'ai entamé le processus régulier nécessaire à l'établissement d'un gouvernement ». C'est faux mais il fait dire au président Coty que c'est là le seul moyen dont il dispose pour empêcher le soulèvement général.

Pflimlin, épouvanté, accepte de céder :

— Il faut démissionner, dit-il. C'est cela ou la guerre civile.

Coty annonce qu'il fait appel « au plus illustre des Français ». Le 29 mai, à 19 h 30, Charles de Gaulle se présente à l'Élysée pour former le gouvernement.

(9) Les colonels de Lachenal et de Laborderie, le commandant Mouchonnet.

(10) Jacques Soustelle, « L'espérance trahie », Editions de l'Alma. A noter que son récit de l'entrevue De Gaulle-Dulac est corroboré par Jean Ferniot (« De Gaulle et le 13 Mai »), Claude Paillat (« Dossier secret de l'Algérie ») et divers autres témoignages.

L'Opération-Résurrection n'est pas définitivement abandonnée pour autant. Le 1er juin à 11 heures, Olivier Guichard téléphone de la part de de Gaulle à Salan : « Nos affaires se présentent mal. A vous de jouer. Tenez-vous prêts » (11).

De Gaulle a ce jour-là des difficultés avec le parti socialiste dont dépend son investiture par la Chambre. Quelques jours plus tôt, cependant, il a tendu la perche à son secrétaire général, Guy Mollet. « Je me rappelle, a-t-il dit, qu'après la Libération, du balcon de l'Hôtel de Ville d'Arras, j'ai parlé à la population. Mon compagnon Guy Mollet était à mes côtés. Ce sont des choses qu'on n'oublie pas ». Sur-tout si on les a inventées... A l'époque dont il parle, Guy Mollet, mobilisé, était lieutenant en Normandie.

Au Palais-Bourbon, de Gaulle fait un numéro de séduction. « Tout le plaisir et l'honneur que j'ai de me trouver parmi vous », dit-il aux députés charmés qui l'investissent par 329 voix contre 224.

Trois fausses notes : M^r Isorni s'exclame à la tribune : « Que Dieu le garde de lui-même ! ». François Mitterrand flétrit « le coup de force ». Georges Bidault déclare dans les couloirs : « Aujourd'hui musique de Chambre, demain musique militaire ».

Au soir de ce 2 juin, Charles de Gaulle rentre seul à l'Hôtel La Pérouse. Le concierge s'appelle Albert. C'est lui qui actionne l'ascenseur aux heures tardives. Le général et lui sont seuls dans la cabine qui le mène au deuxième étage. De Gaulle ne peut garder pour lui sa jubilation. Il se penche, canaille :

— Albert, je les ai bien eus.

II.- LE PREMIER A L'ÉLYSÉE

1^{er} « Je vous ai compris ». — En Algérie, de Gaulle reçoit un accueil indescriptible. « Il met plus d'une heure à franchir les vingt-deux kilomètres qui séparent l'aéroport du monument aux Morts, sous des voûtes de drapeaux entre deux haies de plus en plus épaisses de foules, sous un ouragan d'acclamations. Le centre d'Alger, la rue Michelet sont submergés par une mer humaine, drapeaux et chéchias mêlés, d'où jaillissent d'assourdissantes ovations. Du haut des fenêtres, on jette sur le cortège, comme à Broadway, des tonnes de confetti et des kilomètres de serpentins. « Algérie Française », « Vive de Gaulle », rugit la multitude » (12).

Au célèbre balcon du 13 Mai, de Gaulle apparaît entre Salan et Soustelle : « Je vous ai compris, lance-t-il... De tout cela, je prends acte au nom de la France... A partir d'aujourd'hui, dans toute l'Algérie, il n'y a que des Français à part entière ».

Le lendemain, à Constantine, il exalte « la France, Algérie comprise ». Le 6 à Oran, « l'Algérie est une terre française, organiquement, aujourd'hui et pour toujours ». Le 7 à Mostaganem, frappé par l'immense foule musulmane qui s'écroule autour de l'Hôtel de Ville, il crie « Vive l'Algérie française ».

A Oran, cependant, un incident se produit parce que les Pieds Noirs ovationnent Soustelle. « Ah taisez-vous ! » grommelle de Gaulle, furieux, sans

(11) Déposition du général Salan à son procès.

(12) Jacques Soustelle, *op. cit.*

se rendre compte que le micro est branché. C'est du moins le compte rendu pudiquement retenu. Des témoignages concordants assurent qu'en réalité le général aurait grogné : « Vous me faites ch... ».

Soustelle s'émeut : « Que veut le général ? Que je me tire une balle dans la tête ? » lui fait-il demander par le colonel de Boissieu. De Gaulle le calme par des propos aimables. Il a encore besoin de lui.

Mais de Gaulle ne fera pas de Soustelle son ministre de l'Algérie comme tout le monde s'y attend. Variant sa formule habituelle, il déclare au Comité de Salut Public d'Alger :

— L'Algérie, c'est moi.

2° « Au revoir, monsieur Coty ». — De Gaulle s'installe à Matignon, investi des pleins pouvoirs pour gouverner sans le Parlement et rédiger la Constitution de la V^e République. Le général a changé physiquement depuis qu'il dirigeait le gouvernement de la Libéra-



Une petite musulmane d'Alger s'est déguisée en Marianne. « N'aie pas peur du Grand Mécharlot ».

tion : le traitement hormonal qu'il a dû suivre a fait muer sa voix et le petit personnel de la présidence du Conseil l'appelle gentiment « le ventru ». Mais, moralement, il est toujours égal à lui-même. Une délégation de la C.F.T.C. lui faisant remarquer : « comme nous l'avons dit à un de vos prédécesseurs », il l'interrompt majestueusement :

— Le général de Gaulle n'a pas de prédécesseur.

Dans son ombre, il a retrouvé Georges Pompidou dont il fait son directeur de cabinet. La Banque Rothschild a accordé avec empressement un congé de six mois à son fondé de pouvoir.

La nouvelle Constitution est rédigée assez facilement. A mi-chemin du présidentialisme de Michel Debré et du parlementarisme de Guy Mollet, c'est dans l'ensemble une bonne Constitution, apte à assurer enfin la continuité de l'action gouvernementale. Mais de Gaulle y impose un certain article 16 qui donne les pleins pouvoirs au Président de la République en cas de crise lorsque « le fonctionnement

régulier des pouvoirs publics est interrompu ». Dès le 28 septembre, 76 % des Français approuvent la Constitution et fondent ainsi la V^e République.

Au gouvernement, de Gaulle a confié les trois ministères-clés (Affaires Etrangères, Intérieur, Défense Nationale) à trois grands commis dont il est sûr : Couve de Murville, Pelletier, Guillaumat. Gaullistes et « revenants » de la IV^e se partagent les autres portefeuilles. En Conseil des ministres, il y a des surprises :

— De Gaulle n'est pas de gauche, il est d'extrême-gauche ; il m'effraye, confie le radical Berthoin à son voisin (13).

Tixier-Vignancour lance à la Chambre un slogan qui a de l'avenir :

— De Gaulle, c'est Mendès.

En quoi, il rejoint de Gaulle lui-même qui assure à Le Troquer :

— Moi, j'aime Mendès (14).

Mais il confiera les Finances à Pinay qui rassure le Français moyen.

Parallèlement, de Gaulle se méfie de l'U.N.R. (Union de la Nouvelle République) que viennent de fonder Soustelle, Debré, Chaban-Delmas et Michelet en vue des élections. Il s'oppose à la constitution d'un cartel électoral avec Bidault, Morice et Duchet — qui formaient avec Soustelle « le quadrilatère » Algérie Française d'avant le 13 mai — Il interdit à son frère Pierre d'être candidat U.N.R. aux élections. Celles-ci verront cependant un raz-de-marée de 200 députés gaullistes. De Gaulle, du coup, revendique la victoire. « Qu'est-ce qu'on leur a mis ! », s'enchantait-il.

Dès le 6 juin 1958, de Gaulle avait décidé de prendre la place du bon président René Coty à l'Elysée. « Tout ce qui est à la tête du pays et de l'Etat doit être renouvelé » avait-il dit à Bône. Pourtant, en cet automne, il feint d'hésiter et prend l'avis de René Coty qui l'encourage naturellement à se présenter. Ce parrainage enlève ses derniers risques — minimes pourtant — à sa candidature. Le 21 décembre, 78 % des grands électeurs élisent Charles de Gaulle président de la République. Mais ce titre ne lui suffit déjà pas et il s'en attribue un autre, traduction française de « Führer » ou de « Duce » :

— Guide de la France... j'exercerai le Pouvoir suprême, proclame-t-il aux Français.

Charles de Gaulle a 69 ans. Trois ans auparavant, il confiait au colonel de Bonneval : « Je connais trop les inconvénients de laisser la France gouvernée par un vieillard pour que je souhaite jouer un rôle, passé un certain âge... On ne devrait plus accepter de responsabilités suprêmes au-delà de soixante ans » (15).

« Le premier des Français devient le premier en France » annonce René Coty le 9 janvier 1959 en transmettant ses pouvoirs à Charles de Gaulle. Sans lui, sans doute, ce ne serait pas le cas. Une grande cérémonie réunit les deux présidents à l'Arc de Triomphe. Il a été convenu que de Gaulle raccompagnerait solennellement Coty à sa voiture après avoir ranimé la Flamme. Mais de Gaulle s'éloigne en lui lançant, vaguement narquois, « Au revoir, M. Coty ». Planté là, le dernier président de la IV^e République reste désespéré, et choqué, au bord du trottoir.

(13) J.R. Tournoux, « Secrets d'Etat », Plon, édit.

(14) André Le Troquer, *op. cit.*

(15) J.R. Tournoux, « La Tragédie du général », *op. cit.*

III. - DRAPEAU VERT SUR L'ALGÉRIE

1^{er} Donneriez-vous votre fille à un bougnoule ? — « Vous êtes un féal de grande qualité » écrit Charles de Gaulle à Salan interloqué. En foi de quoi, celui-ci se voit relevé de son proconsulat d'Algérie (16). De Gaulle lui fait miroiter de hautes fonctions à la tête de toute l'armée : mais, outre une sinécure aux Invalides, Salan se voit offrir la disposition du pavillon du Butard à la Celle-Saint-Cloud, rendez-vous galant de la IV^e. Il comprend trop tard.

De Gaulle a méthodiquement entrepris de se débarasser des hommes qui l'ont ramené au pouvoir au nom de l'Algérie française. Il lui faut rompre les ponts avec Georges Bidault. Il lui fait attendre indéfiniment un entretien jusqu'au moment où Bidault se fâche et annule sèchement sa demande d'audience. Peu après, de Gaulle le fait interdire de séjour en Algérie.

— C'est le Second Empire sans les élégances... et le Premier sans les victoires, commente l'ancien président de la Résistance intérieure (17).

A Jacques Soustelle, de Gaulle interdit de signer le manifeste qu'il a rédigé avec Duchet, Bidault et Morice et qui proclame : « L'Algérie est terre française depuis un siècle et le restera pour toujours ».

— Allons, Soustelle ! Vous êtes un homme d'Etat, que diable ! l'admoneste-t-il (18) en lui faisant miroiter le poste de Premier ministre.

Soustelle cède. Le manifeste est abandonné. Le dangereux « quadrilatère » a volé en éclats.

Ayant ainsi déconsidéré Soustelle, de Gaulle choisit pour Premier ministre Michel Debré dont il a lucidement jaugé la souplesse. Soustelle n'hérite que d'un portefeuille hétéroclite avec le titre de ministre délégué. « Ministre relégué », murmure-t-on à Paris.

Plus secrètement, en cet été 1958, de Gaulle prend des dispositions qui montrent déjà qu'il ne s'estime pas lié par ses promesses du 13 mai.

Les chefs militaires d'Algérie lui ont soumis un plan d'offensive accrue contre le F.L.N. qui prévoit un nettoyage rapide zone par zone et qui doit aboutir à une série d'armistices locaux. C'est le plan Challe de l'été 59 qui, un an plus tôt, a militairement d'incontestables chances de succès en raison de la démoralisation provoquée par le 13 mai dans les rangs F.L.N. (19). De Gaulle fait ajourner les opérations prévues en refusant les renforts nécessaires, notamment en aviation.

Dans le même temps, il prend les premiers contacts avec la rébellion. Par l'intermédiaire de René Brouillet, membre de son cabinet particulier, il envoie l'écrivain Jean Amrouche sonder à Genève Ferrhat Abbas, « chef de la willaya de Montreux ». Edmond Michelet apporte le 14 septembre une réponse favorable de Ferrhat Abbas. De Gaulle l'autorise à poursuivre le dialogue (20).

(16) Il est remplacé par Delouvrier qui proclame en arrivant à Alger : « cette certitude absolue : la France restera ».

(17) Merry et Serge Bromberger, « Barrières et colonels », Fayard, éd.

(18) J.R. Tournoux, « Carnets secrets de la politique », op. cit.

(19) Le Suisse Eddy Bauer, objectif critique militaire du « Journal de Genève » remarque alors : « La régression des forces de la rébellion ne saurait être mise en doute. »

(20) Albert-Paul Lentin, « Le dernier quart d'heure », Julliard, éd.

De Gaulle a d'ores et déjà fixé sa politique algérienne en cet automne 1958. Le 23 octobre, démasquant ses batteries, il appelle « la paix des braves » salue « la personnalité courageuse de l'Algérie » et préconise seulement « son association étroite avec la France ». Plus question d'Algérie française !

— Voyons, Dronne ! Donneriez-vous votre fille à marier à un bougnoule ? répond-il au héros de la Libération de Paris, devenu député U.N.R., qui vient le rappeler à la parole donnée.

Mais, devant l'émoi qui s'empare de ses partisans, de Gaulle jette du lest. Soustelle menaçant de rompre, il envoie Debré lui dire le 6 janvier 1959 :

— J'ai vu le général. Je vous donne ma parole ET LA SIENNE que jamais il ne sera question de traiter avec le F.L.N. (21).

Devant le député d'Oran, Pierre Laffont, de Gaulle se plaint d'être injustement soupçonné :

— Qu'est-ce que j'ai fait d'autre que l'intégration ?



Coty parti, « on » emménage à l'Elysée. Dans ce carton le képi ou un bibi de « tante Yvonne » ?

Est-ce utile de dire que l'Algérie est française puisqu'elle l'est ?

Effectuant en août une première « tournée des popotes » en Algérie, il prend à parti les officiers qui lui parlent de leurs serments aux musulmans fidèles :

— Est-ce que vous avez vu de Gaulle abandonner quelqu'un ou quelque chose ?

Mais, le 10 septembre, il reçoit Pinay et avec sa présence habituelle, il lui annonce un imminent coup de théâtre :

— La guerre est terminée, monsieur. Les gens du F.L.N. seront ici dans quelques jours et ils demanderont la paix à genoux (22).

Le coup de théâtre, c'est la proclamation de l'auto-détermination, six jours plus tard. De Gaulle offre aux

(21) Jacques Soustelle, op. cit.

(22) J.R. Tournoux, « La tragédie du général », op. cit.



« Alger qui n'est Alger qu'arrachant ses pavés... ». Janvier 60 : les Barricades ébranlent le Régime.

Algériens le choix entre trois solutions : la francisation (c'est-à-dire l'intégration), l'association ou « la sécession, solution invraisemblable qui entraînerait une misère épouvantable, un affreux chaos politique, l'égorgement généralisé et bientôt la dictature belliqueuse des communistes ».

Moment difficile, L'U.N.R. se cabre et menace de rompre avec de Gaulle. Le banquier Chalandon réussit de justesse à reprendre le contrôle du congrès de Bordeaux. Léon Delbecq, l'homme qui a fait le 13 Mai pour le compte du retraité de Colombey est éliminé. Quelques semaines plus tôt, de Gaulle a mis à la retraite le général Zeller, chef de l'état-major. Son parti et l'armée sont matés.

De Gaulle n'est pas moins amer. Ses prévisions se sont révélées fausses. Le F.L.N. n'est pas venu à ses genoux : il stigmatise « ce groupe de meneurs ambitieux résolu à établir par la force et par la terreur une dictature totalitaire ».

Mais c'est aux Pieds-Noirs, aussi peu compréhensifs, que va surtout sa rancune. En plein Conseil des Ministres, il vitupère « ces Français d'Algérie, toujours les mêmes qui après avoir crié « Vive Pétain » crient « Vive Soustelle ». Blême, le ministre « relégué » fait remarquer : « Ils ont aussi crié « Vive de Gaulle ».

— Le général, raconte Soustelle, se borna à hocher la tête avec un sourire sardonique qui jeta un froid (23).

2° « Moi vivant, jamais le drapeau F.L.N... ». — Du général Massu qui commande toujours à Alger, on dit, comme jadis de Berthier : « Il est aussi bête que brave, c'est-à-dire extrêmement bête ». Massu, idole des Pieds-Noirs, est le dernier chef du 13 Mai à encombrer la route de de Gaulle. Pas pour longtemps.

Le Quai d'Orsay, manifestant soudain un intérêt bizarre pour l'actualité algérienne, adresse à Massu un journaliste allemand, Hans-Ulrich Kempfski, en qui il peut avoir toute confiance et qui lui soumettra son interview avant publication. Comme prévu, Massu parle à cœur ouvert : « L'Armée ne comprend pas la politique du gouvernement. » Comme prévu, l'Allemand ne soumet rien et l'interview fait scandale. Dans la journée, de Gaulle relève Massu de ses fonctions. « J'ai été c...llonné », déclarera le limogé en débarquant à Paris, montrant qu'il n'est quand même pas aussi bête qu'on le prétend.

Alger manifeste le 24 janvier en faveur de son idole

(23) Jacques Soustelle, *op. cit.*

avec l'accord du général Challe. Vers 18 heures, au moment où les Algérois commencent à regagner leur domicile, le colonel de gendarmerie Debrosse lance une charge inutile de gardes mobiles, contre une barricade qui s'élève. « Action insensée, ... erreur et mystère de cette journée tragique » (24). Le feu éclate. On relève vingt morts. La manifestation devient émeute. Deux chefs Pieds-Noirs, Lagaillarde, chef de file des étudiants, et Ortiz, populaire figure de Bab el-Oued, édifient un camp retranché près des Facultés. Ce sont « les barricades ».

Nuit blanche pour de Gaulle. Il condamne à la radio « ce mauvais coup porté à la France ». Convoquant le Conseil des ministres, il ordonne que Soustelle soit arrêté à son arrivée à l'Elysée. Debré ne lui fera abandonner ce projet qu'au dernier moment.

Au Conseil, André Malraux demande que des blindés soient engagés pour « balayer le réduit », Soustelle renchérit : « Puisque nous avons une bombe atomique, pourquoi ne pas la faire exploser à Alger plutôt qu'à Reggane ? ». De Gaulle foudroie l'humoriste : « L'insurrection sera abattue. Tant pis s'il y a de la casse ».

Le maréchal Juin, Français d'Algérie, demande à être reçu par de Gaulle :

— Tu ne dois pas donner l'ordre de tirer. Attends un peu, va... Ils finiront par aller boire l'anisette comme d'habitude.

Le ton monte.

— Tu ne feras pas tirer, répète Juin. C'est une absurdité même du point de vue militaire.

— Force doit rester à la loi, maintient de Gaulle.

— Si tu ordonnes de tirer, je prendrai publiquement position contre toi.

De Gaulle se fait majestueux, abandonne le tutoiement cyrard et rappelle « monsieur le maréchal » à la discipline.

— Mon bâ-on de maréchal, tu peux te le f... au..., riposte Juin. Moi, j'ai gagné des batailles (25).

De Gaulle va-t-il perdre la partie ? La situation est grave pour lui. Debré, envoyé sur place, déclare aux colonels qui se solidarisent avec les Français d'Algérie : « Je suis de cœur avec vous » (26). Les généraux Faure, Dudognon, Gracieux refusent de commander le feu. Delouvrier dira publiquement à Lagaillarde et

(24) André Euloge et Antoine Moulinier, « L'envers des barricades », Plon, édit.

(25) D'après J.R. Tournoux, « La Tragédie du général », *op. cit.*

(26) Merry et Serge Bromberger, Georgette Elgey, J.F. Chauvel, « Barricades et colonels », Fayard, édit.

Ortiz : « Je salue votre courage, enfants de la patrie ». L'opinion métropolitaine hésite.

De Gaulle, alors, abandonne la force pour cette ruse qu'il exaltait dans « Le fil de l'épée ». Il apparaît en uniforme à la Télévision. « Français d'Algérie, proteste-t-il, comment pouvez-vous écouter les menteurs et les conspirateurs qui vous disent qu'en accordant le libre choix aux Algériens la France et de Gaulle veulent se retirer de l'Algérie et la livrer à la rébellion ? ». Il se prononce pour la solution la plus française et s'engage à ne pas traiter avec « l'organisation rebelle » du destin politique de l'Algérie. Ses propos rassurent l'armée qui lâche les insurgés. Après quelques jours de palabres, les barricades font leur reddition.

« Il faut fusiller Lagaillarde. Ce sera Pucheu » n'en fulmine pas moins de Gaulle. Cette satisfaction lui étant refusée, il procède à une vague d'épuration. Soustelle est successivement congédié du gouvernement et exclu de l'U.N.R. qu'il a fondé. Cornu-Gentile (27), suspect de sympathie pour les facieux, le suit. Guillaumat insuffisamment sûr, laisse le ministère des Armées à Messmer.

Au cours d'une nouvelle tournée de popotes, de Gaulle prend le célèbre engagement : « Jamais, moi vivant, le drapeau F.L.N. ne flottera sur Alger ». Mais c'est sa dernière feinte. En mars, il annonce « l'Algérie algérienne ». En juin, il propose aux chefs F.L.N. de conclure « une fin honorable aux combats ». Les négociations s'ouvrent à Melun.

Le dernier voyage de Charles de Gaulle en Algérie française trébuche dans le sang. De violentes manifestations européennes et musulmanes font cinquante morts et des centaines de blessés. Un prétorien de Jean Lartéguy (28) expose ainsi la thèse de la machination : « C'est sur ordre de la Délégation générale que deux officiers S.A.U. manœuvrés par la Direction des Affaires Politiques ont poussé les musulmans dans la rue pour contrer les ultras. Pendant deux heures, ces musulmans ont crié « Vive de Gaulle » puis « Vive Ferhat Abbas ». Le soir, ils brandissaient des drapeaux verts et égorgaient des Européens. Le ministre de l'Information qui accompagne de Gaulle s'est félicité devant cinquante personnes de cette « prise de conscience » des foules musulmanes » (29).

De Gaulle regagne Paris, enchanté. Aux ministres, venus l'accueillir à Orly, il déclare « Eh bien, messieurs, tout ce qui vient de se passer a clarifié l'atmosphère ! » (30). Le 20 décembre, il annonce que l'Algérie algérienne sera « un état ayant son gouvernement ». Peu avant le référendum de janvier 1961 qui va faire ratifier l'auto-détermination à une forte majorité par les Français de la métropole, il confie :

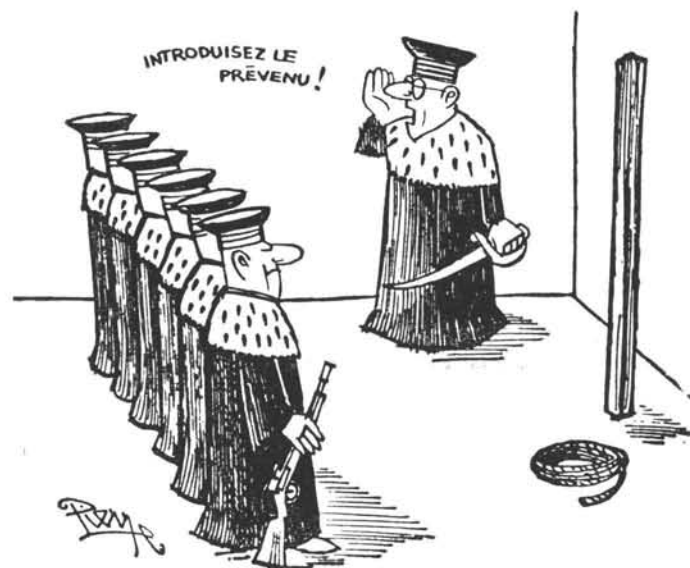
— Ils sont bien impatients, ces messieurs du F.L.N. Qu'ils me laissent faire ! Ils verront, je chanterai leur chanson (30).

3° Tous à pied et en voiture. — En uniforme de gala, Charles de Gaulle en compagnie du président sé-

négalais Senghor, savoure à la Comédie-Française, en cette soirée du 21 avril 1961, les vers de « Britannicus ».

*De quel nom cependant pouvons-nous appeler
L'attentat que ce jour vient de nous révéler ?*

L'attentat s'appelle putsch. Pompidou ayant commencé à négocier l'indépendance de l'Algérie avec les



La justice gaulliste vue par Pierre
(dessin de « Minute »).

chefs F.L.N. Boumendjel et Belkacem qu'il rencontre en Suisse, les généraux Salan, Jouhaud, Challe et Zeller prennent le pouvoir en Algérie. En deux jours, les parachutistes du commandant de Saint-Marc occupent Alger, le général Gouraud rallie Constantine au putsch, Oran est investi. A Paris autour de de Gaulle c'est la panique. On attend d'une heure à l'autre l'arrivée des parachutistes.

Michel Debré, perdant ensemble son sang-froid et le sens du ridicule, invite par radio la population à se porter « à pied et en voiture » au devant des paras pour convaincre de leur erreur ces « soldats trompés ». Dans la cour du ministère de l'Intérieur, André Malraux, égaré, se croit revenu aux Brigades Internationales et préside une distribution de godilots cloutés à quelques dizaines de volontaires dont un unijambiste. Chaban-Delmas se proclame « prêt à mourir pour la République ».

D'abord médusé, de Gaulle retrouve rapidement un flegme qui ne manque pas de lucidité : « Si j'étais dans la peau de Challe, je serais déjà ici, dit-il ; Fidel Castro, lui, y serait » (31). Mais il remet son testament politique à Gaston Palewski.

— Je ne quitterai l'Elysée que les pieds devant, grommelle-t-il.

Il ne croit pas si bien dire. En cas d'arrivée des parachutistes, ses gardes du corps, les « gorilles », ont décidé de sauver malgré lui le chef de l'Etat : ils l'assommeront et l'emporteront roulé dans un tapis.

De Gaulle aura à peine besoin de foudroyer à la Télévision « le quarteron de généraux en retraite ». Sans effusion de sang, le soulèvement s'effondre de lui-

(27) Il deviendra le populaire maire de Cannes.

(28) Jean Lartéguy, « Les Prétoriens », Presses de la cité, édit.

(29) Rectification du ministre en question, Louis Terrenoire, dans « De Gaulle et l'Algérie » (Fayard, édit) : « On peut constater un fait sans s'en féliciter. »

(30) Albert-Paul Lentini, op. cit.

(31) J.R. Tournoux, op. cit.

même. Les soldats du contingent n'ont pas suivi. Ni Salan ni l'O.A.S. naissante n'ont pu faire partager à Challe leur plan de soulèvement populaire avec mobilisation générale et insurrection massive de la population armée. Le putsch meurt en trois jours de n'être qu'un pronunciamiento.

La victoire de Charles de Gaulle est d'abord politique. Prétextant que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics est interrompu, il met en application l'article 16 de la Constitution. Il dispose désormais du Pouvoir absolu.

4° Est-ce qu'on viole sa femme ? — « Alors, Joxe, vous avez bientôt fini avec vos bicots ? » s'impatiente de Gaulle. Au soir des accords d'Evian, le 18 mars 1962, il ricane : « Alors, Joxe, vous avez encore tout abandonné ». C'est la vérité.

Les Accords d'Evian stipulent, après une brève période transitoire (celle de l'Exécutif Provisoire), la remise de l'Algérie au F.L.N. dont le gouvernement provisoire est reconnu comme « interlocuteur exclusif et représentant authentique du peuple algérien ». Dans un fantastique désordre et une sanglante guerre civile, ils provoqueront l'exode massif de plus d'un million de Français d'Algérie (les rapatriés) qui estiment n'avoir le choix qu'entre « la valise et le cercueil ». Des dizaines de milliers de Musulmans ayant combattu dans les troupes françaises seront massacrés. Quant aux inébranlables « garanties » stipulées par les accords d'Evian pour assurer la sauvegarde des biens français ainsi que celle de nos intérêts économiques et militaires, elles deviendront sans aucune exception nulles et non avenues dans les années qui suivront.

Au Conseil des ministres, André Malraux, exultant, salue cette « victoire ». Dans « Le Monde », Alfred Fabre-Luce observe qu'il s'agit d'une « capitulation sans défaite ». Charles de Gaulle, impavide, déclare à ses ministres : « Vous savez que cela a toujours été le fond de ma pensée » (32).

A Giscard d'Estaing qui regrette que n'ait pu intervenir en Algérie une solution de partage (« l'Israël français ») il laisse tomber que « Les Pieds Noirs sont incapables de raccommoder eux-mêmes leurs souliers » (33).

Sept jours après le cessez-le-feu, à Bab el-Oued, quartier populaire d'Alger, un incident sanglant oppose une patrouille de l'armée à l'O.A.S., l'organisation armée secrète des Pieds-Noirs commandée dans la clandestinité par le général Salan et qui est soutenue par l'ensemble de la communauté européenne. Bab el-Oued est bouclé sur ordre du général Ailleret. Le 26 mars, la population algéroise organise une manifestation pour témoigner sa solidarité. Rue de l'Isly, les « ligards » ouvrent le feu sur le cortège largement composé de femmes et d'enfants. En quinze minutes, la tuerie fait 80 morts et 200 blessés.

Des blessés sont achevés. Un médecin est abattu alors qu'il donne les premiers soins aux victimes (34). « Dans la porte d'une boutique, deux hommes se réfugient brandissant un drapeau français. Cela ne les sauve point. Un soldat les tue tous deux à cinq mètres de distance » (35).

— Il vous a fallu un an, Frey, pour m'arrêter un chef O.A.S. et vous m'amenez le plus difficile à fusiller,

se fâche de Gaulle après la capture de Jouhaud. Il crée pourtant une juridiction d'exception, le Haut Tribunal Militaire, qui condamne le prisonnier à la peine de mort. Mais, le mois suivant, un coup de théâtre se produit. Le même tribunal accorde les circonstances atténuantes à Raoul Salan, chef suprême de l'O.A.S., qui sauve sa tête après une pathétique plaidoirie de M^e Jean-Louis Tixier-Vignancour.

De Gaulle apprend la nouvelle à l'Elysée au cours d'une réception en faveur d'un chef d'Etat arabe. Il explose : « Le Haut Tribunal Militaire m'a fait un affront. Il faut le désavouer et faire exécuter Jouhaud ». La date de l'exécution est fixée, le cercueil commandé aux dimensions voulues. Mais, devant l'ampleur des réactions de l'opinion, les ministres s'effrayent. Georges Pompidou qui a récemment succédé à Michel Debré au poste de Premier ministre envisage de démissionner. Après une intervention de l'épiscopat français qui menace de reconsidérer sa position à l'égard du général de Gaulle, celui-ci cède.

— Ceux qui veulent me descendre s'y prennent aussi mal que ceux qui doivent me protéger, remarque de Gaulle le soir du 22 août 1962. Au carrefour du Petit-Clamart, sa voiture a été mitraillée par un commando commandé par le colonel Bastien Thiry, un officier de l'armée de l'Air âgé de 36 ans. Le jeune colonel est condamné à mort et fusillé le 11 mars 1963 au fort d'Ivry.

C'est le seul cas dans l'histoire des cinq Républiques françaises où le chef de l'Etat ne gracie pas le condamné qui a voulu attenter à ses jours.

Charles de Gaulle utilise avec une fulgurante rapidité le choc émotionnel qu'a provoqué en France l'attentat du Petit-Clamart, le seul qui ait été organisé sérieusement contre lui. Dans la semaine qui suit, il annonce à ses ministres son intention de se faire élire Président de la République au suffrage universel.

— Mais vous allez violer la Constitution ! lui objecte-t-on.

Il hausse les épaules :

— Est-ce qu'on viole sa femme ?



L'amnistie vue par Piru.

(32) Louis Terrenoire, *op. cit.*

(33) Louis Terrenoire, *op. cit.*

(34) Roland Gaucher, « Les Terroristes », Albin Michel, édit.

(35) « Daily Express », 27 mars 1962.

LECTURES

I. — CEUX QUI NE PURENT CHOISIR LA VALISE

Nombreux ont été les Français musulmans qui, livrés sans défense à la vindicte de l'A.L.N., ont payé de leur vie, souvent après d'horribles supplices, les preuves d'attachement, de dévouement et de confiance qu'ils avaient données à la France. Ceux-là ne possédaient pas les mêmes possibilités de « fuite » vers la métropole que les Français d'origine européenne. Ils furent abandonnés sans défense ni refuge, eux et leurs familles...

Les prisonniers sont rassemblés dans des « centres d'interrogatoire ». Ils sont soumis à d'abominables tortures que l'imagination se refuse à concevoir. Beaucoup meurent dans ces affreux supplices. Contre les harkis, les bourreaux inventent les tourments les plus atroces et les plus ignobles. Nul n'intervient pour arracher ces malheureux à leurs tortionnaires... Il suffit d'avoir été conseiller municipal ou président d'une section d'anciens combattants pour subir le châtiment réservé aux « traîtres ». On n'a pas eu plus d'inventions à Auschwitz ou à Dachau, ni fait preuve de plus de science de la mort lente par de longues et raffinées mutilations...

Des officiers français qui ont recruté et commandé des harkis, des administrateurs que les harkis ont protégés savent, dès la signature des accords d'Evian, le sort affreux que vont connaître ces misérables si la France les abandonne. Ils invoquent, pour obtenir qu'on les entende, les promesses faites à ces Musulmans français et la reconnaissance qui leur est due. Certains prennent des initiatives pour les sauver, et, parce qu'ils se sentent bourrelés de remords à la pensée que ces pauvres diables peuvent les accuser de leur avoir menti quand ils leur juraient que la France « grande et généreuse » ne les abandonnerait jamais, quelques-uns de ces comptables en Algérie de l'honneur français entreprennent d'organiser le départ pour la métropole des hommes qui se trouvent encore pour quelques jours sous leurs ordres...

Le haut-commissaire au Rocher-Noir n'allait pas tarder à recevoir l'ordre de mettre le holà à ces efforts pour protéger des hommes coupables d'avoir servi la France :

« TELEGRAMME OFFICIEL, N° 125/IGAA/CAB/-16 mai 1962. — Ministre Etat demande à Haut-Commissaire rappeler que toutes initiatives individuelles tendant à installation en métropole Français Musulmans sont strictement interdites. En aviser urgence tous chefs de S.A.S.

La mort dans l'âme, la honte au cœur, les officiers des S.A.S. durent renoncer à sauver leurs compagnons musulmans de travail et de combat. Il eût fallu pouvoir avouer à ces misérables : « Je t'ai trompé quand je t'ai assuré que la France ne t'abandonnerait jamais ». Mais comment accuser sa propre patrie ?

Marcel-Edmond Naegelen (1)
(« Une route plus large que longue »,
Robert Laffont, édit.)

(1) Ancien ministre S.F.I.O. de l'Education Nationale, ancien Gouverneur général de l'Algérie.

II. — LA CAPTURE DU GENERAL SALAN

Quoique déclaré depuis un an ennemi du Roi et de l'Etat, perturbateur de l'ordre public, criminel de lèse-majesté, Salan avait pu échapper des mains de toutes les polices auxquelles il était enjoui de lui courir sus, chevaucher libre, d'une extrémité à l'autre de la Barbarie, poussant ses menées, ses attentats, ses armes, s'infatuant de s'asseoir un jour sur le trône en usurpateur, outrant le sacrilège jusqu'à se parer, s'éblouir, du faux nom de « Soleil » que seul le Roi pouvait prétendre, donnant par l'exemple de son impunité le plus déplorable convi à roidir la sédition. Mais c'en était fini maintenant pour lui de galoper après son estenf...

La joie du Roi de cette prise fut suprême, même sublime. Mais, selon la coutume, il ne fit pas semblant d'avoir une satisfaction publique proportionnée à l'intérieur, et couvrit son contentement d'un air maussade, qu'il assaisonna à l'ordinaire d'un zeste de reproches. « Cela est bien, dit-il à ses valets intérieurs quand on lui porta la nouvelle à Colombey où il s'était retiré pour le temps de Pâques, mais j'ai failli attendre. » Un quarteron d'horribles libertins ne rougit pas néanmoins de débiter entre haut et bas que la jubilation du Roi fut si débordante qu'il se licencia à manger gras au souper, quoique ce fût le vendredi saint.

André RIBAUD
(« Le Roi », Julliard, édit.)

III. — LE PROCES DU GENERAL SALAN

J'adjure le tribunal de m'entendre car depuis que j'assiste en cette salle d'audience le général Salan, jour et nuit, j'entends monter des grandes nécropoles militaires, des petits cimetières de ce qui fut le front de Lorette ou de Douaumont, de Cassino ou de Mulhouse, de Cao-Bang ou d'ailleurs... j'entends monter l'innombrable oraison de ceux qui ne sont plus mais qui ne sont plus parce qu'ils ont tout donné à la Patrie. Ceux-là qui savent sont au côté de celui qui pendant des années fut leur camarade avant d'être leur chef, ceux-là savent le prix du sang et certains sont couchés auprès de leur fils pour avoir une double fois accompli l'ouvrage.

Ils ne peuvent pas comprendre, eux, les méandres dans lesquels nous nous trouvons. Ils prient dans la communion des héros et des martyrs de notre patrie pour qu'un jugement n'ajoute pas à l'ensemble des malheurs un malheur qui dure plus que les autres.

Vous avez parlé, Monsieur l'Avocat général, et vous ne le pouviez point, du tribunal de Dieu. Nous sommes devant le tribunal des hommes et aujourd'hui, dans ce mois qui est consacré à la mère de tous les hommes, je dis au Haut Tribunal militaire qu'il ne faut pas jeter une ombre de deuil dans le printemps de Marie, qu'il ne faut pas placer sur l'avenir qui est devant nous le germe fondamental d'une discorde.

Vous avez, Messieurs, ce soir, entre vos mains, le moyen d'accomplir un geste pour que se réalise, au bout de la nuit, la fragile et difficile unité des vivants.

(M^e Jean-Louis Tixier-Vignancour)

CHAPITRE IX

LE GUIDE
DE PARIS

(1962-1967)



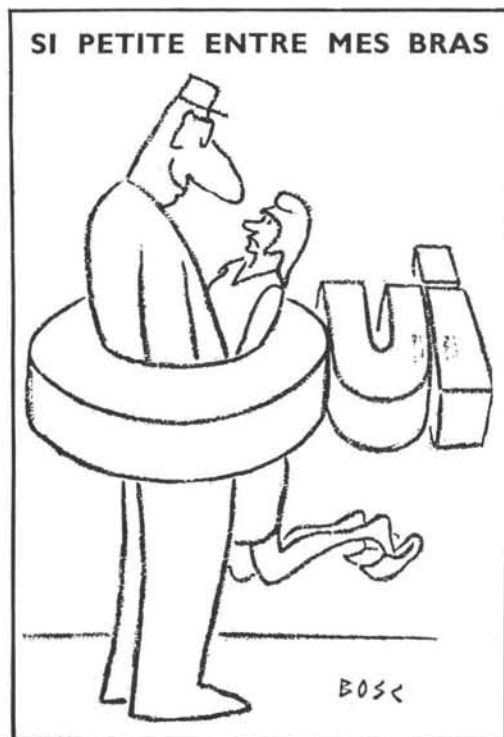
Charles-le-Ballotté sur son trône.

I. - "J'Y SUIS, J'Y RESTE"

1° « J'appelle ça une forfaiture ». — Le visage bulé, la bouche serrée sur un rictus légèrement sardonique, de Gaulle écoute son ministre de l'Education Nationale l'implorer : « Vous n'avez pas le droit, plaide Pierre Sudreau ; ce serait choisir la pire illégalité puisque la constitution est notre loi suprême. Je vous supplie de renoncer à votre projet ». Sudreau suppliera en vain. Il ne lui reste qu'à donner dignement sa démission.

De Gaulle toise ses ministres réunis à l'Elysée ce 19 septembre 1962. Matés, ils bredouillent l'un après l'autre leur accord. Seul, le Garde des Sceaux, Foyer, dit avoir des scrupules. « Surmontez-les », lui lance avec dédain le général.

Lui n'a aucun scrupule à réclamer le chambardement de cette constitution qu'il a imposée moins de quatre ans auparavant. Quelques jours plus tôt, il a officiellement fait connaître sa volonté que le Président de la



Le viol vu par Bosc dans « Minute ».

République soit désormais élu au suffrage universel. Volontairement, il déclenche une tempête. Il a ses raisons de jouer le Pouvoir à quitte ou double.

René Coty trouve une seule explication : « De Gaulle est grisé par le Pouvoir absolu ». Le bon président est naïf. Le général n'est pas plus grisé qu'une araignée à l'affût.

Depuis juillet, de Gaulle se préoccupe de l'indocilité croissante de la Chambre où les gaullistes sont loin d'être en majorité. « Ils ne me referont pas le coup de 45 », répète-t-il, en allusion aux difficultés parlementaires qui ont provoqué sa démission de janvier 1946. Fin août, la menace se précise : il est probable que la Chambre refusera en fin d'année de voter le budget Pompidou. De Gaulle cherche à prendre les devants.

L'attentat du Petit Clamart est pour lui un prétexte inespéré. La crise constitutionnelle dont il prend l'initiative va lui permettre d'en appeler au peuple pour briser « ces zigotos » du Parlement.

« Cette bande de notaires serait bien capable de me préférer Pinay », constate de Gaulle à l'époque. Les notaires en question, ce sont les grands électeurs à qui revient le soin d'élire le Président de la République. Des notables effectivement, qu'ils soient modérés ou de centre-gauche. Presque tous des hommes, de surcroît. Or, de Gaulle pense déjà à l'élection de 1965. « Ce sont les bonnes femmes qui votent pour moi », dit-il. Pour avoir les voix féminines, il faut le suffrage universel.

La Constitution prévoit évidemment sa propre révision (article 89) : il faut un vote du Parlement ratifié par référendum. Mais de Gaulle décide de se passer du Parlement et de proposer directement son système au pays en utilisant l'article 11 qui l'autorise à proposer des lois au référendum. Tollé général des juristes (1).

(1) « Tous les professeurs de droit se prononcent contre la procédure illégale sauf le gaulliste Capitant et le collaborateur régulier du MONDE Maurice Duverger » (Merry Bromberger, « Le destin secret de Georges Pompidou », Fayard éd.).

A l'unanimité moins une voix, le Conseil d'Etat déclare illégal l'emploi de l'article 11. La voix gaulliste est celle du rapporteur Deschamps qui vient de l'intendance, ce qui prouve, remarque Maurice Faure, que « sous ce Régime l'intendance suit ».

Tous les caciques de la République jettent feux et flammes. Paul Reynaud, l'ancien « protecteur » du colonel de Gaulle, se déchaîne à la tribune de la Chambre :

— La Constitution est violée... Je vous défie de trouver dans le monde libre un régime aussi extravagant et aussi dangereux... Ce sera un inconnu tout-puissant responsable devant personne.

René Coty accuse de Gaulle de « traiter la Constitution comme un chiffon de papier » (2). L'ancien chef de l'Etat pense à demander aux maires de ne pas ouvrir les bureaux de vote le jour du référendum. Mais, miné par la maladie, il n'a plus que quelques jours à vivre.

Le prudent Antoine Pinay fait connaître sa désapprobation. « J'ai été l'un des signataires de la Constitution de 1958 et j'entends lui rester fidèle » (3).

De Gaulle a un malaise quand il apprend, livide, l'accusation lancée contre lui par Gaston Monnerville. Le paisible président du Sénat n'a pas mâché ses mots dans son discours de Vichy. « C'est une violation délibérée, voulue, réfléchie et outrageante de la Constitution. J'APPELLE CELA UNE FORFAITURE ».

L'ombre de la Haute-Cour traverse les esprits mais de Gaulle, un instant désemparé se reprend. Il menace :

— Les institutions n'existent que par moi ; je les balayerais s'il le fallait (4).

Le 5 octobre, pour la première fois dans l'histoire de la V^e République le gouvernement est renversé. 280 députés sur 480, dont plusieurs U.N.R., ont voté contre le viol de la Constitution. « La République est sauvée », écrit Jules Romains dans l'AURORE. Spécialiste de Verdun, il connaît évidemment bien mal de Gaulle.

De Gaulle a affecté d'ignorer cette péripétie parle-

(2) Lettre du 12 octobre à Rachel Lempereur, photocopie publiée par MINUTE le 30 novembre.

(3) Déclaration à MINUTE, publiée le 5 octobre.

(4) J.-R. Tournoux, « La Tragédie du général », op. cit.



Le même viol vu par Siné dans « L'Express ».



L'art de battre le cadavre quand il est chaud : René Coty meurt en accusant de Gaulle. Le Guide accourt aux obsèques et éclipse les leaders du « non » : Pinay et Mollet à sa gauche, avant Pleven, Gaillard, Monnerville et Auriol.

mentaire. Il a passé son uniforme de général et il est parti aux manœuvres à Valmy. Quatre jours plus tard, il dissout la Chambre qui a osé lui dire « non ».

2° La nuit où il voulut partir. — « De Gaulle, c'est Badinguet avec en moins l'annexion de la Savoie et en plus la Télévision pour faire croire que Sedan c'est Austerlitz ». Député U.N.R. de Paris en dissidence, M^r Biaggi donne ainsi le ton de la campagne électorale du référendum maintenu par de Gaulle. Le général-président ne prononce pas moins de quatre discours plusieurs fois diffusés à la télévision alors que les porte-paroles de l'opposition sont réduits à quelques minutes où ils brillent d'ailleurs par leur maladresse.

De Gaulle bénéficie en outre d'un extraordinaire coup de chance. La crise américano-soviétique de Cuba éclate le 23 octobre à cinq jours du référendum. Les Français se croient au bord de la troisième guerre mondiale et inclinent à confirmer le pouvoir en place. Mendès-France en tire prétexte pour ne pas prendre position pour le « non ».

De Gaulle affecte l'émotion pour avertir les Français : « Si la majorité des oui est faible, médiocre, aléatoire, ma tâche sera terminée aussitôt et sans retour ». Il se montre plus précis.

— Il me faut un Français sur deux, assure-t-il en parlant du nombre d'électeurs inscrits.

Ce qui donne pour les votants :

— Il me faut deux tiers de oui ; autrement je retourne à Colombey (5).

Déception : malgré la crise internationale, la peur de l'O.A.S. et les menaces de retour au village, la majorité est médiocre et aléatoire. De Gaulle n'a pas un Français sur deux ; seulement 46 % des inscrits. Il n'a pas ses deux tiers de « oui », seulement 62 %. « De Gaulle a gagné le référendum et perdu le plébiscite », titre le DAILY TELEGRAPH.

Le dimanche soir, dans son bureau de Colombey, il suit à la Télévision les reportages du vote et entend les cris hostiles poussés par la foule parisienne : « La

valise ! La valise ! ». Il s'enferme pendant vingt-quatre heures, interdisant toute visite, passant de la rage à la prostration. Dans la nuit, il pense à partir. Il rédige au petit jour deux messages d'adieux vouant les Français « au malheur et à la déchéance ».

Pompidou, accouru de Paris, parvient à être reçu le surlendemain et à renverser la situation. Il persuade le général que, dans la foulée du référendum, les élections imminentes seront un succès gaulliste (6).

— Vous avez raison, Pompidou, tranche finalement de Gaulle. D'ailleurs, je ne veux pas laisser casser la force de frappe et voir mon successeur se coucher devant les Amerloques (7).

Un dernier obstacle sépare pourtant Charles de Gaulle de sa « V^e-Bis ». Le Conseil Constitutionnel, d'abord opposé à la forfaiture, va-t-il déclarer valable le référendum ? Oui, à une voix de majorité. Celle de son président gaulliste Léon Noël, l'homme dont l'opinion se retourne comme le nom.

3° Pourquoi pas la reine des gitans ? — Un des rares initiés à avoir été mis dans la confidence du référendum est celui qui écrivait le 12 septembre dans son bulletin : « Le Président de la République doit tenir du peuple son mandat ». Cet homme si bien informé c'est Monseigneur le comte de Paris, descendant des 40 rois qui firent la France et qui compte fermement sur de Gaulle pour être le 41^e.

Monseigneur ne rêve pas. Charles de Gaulle envisage bel et bien de restaurer le trône en France (8).

Cette lubie n'est pas nouvelle. Dès le 30 juin 1957, de Gaulle s'intéresse de Colombey au mariage du « Dauphin ». Tout comme FRANCE-DIMANCHE, il tient ces noces pour « un grand événement national » et il écrit au Prétendant : « Votre avenir, celui du prince Henri, sont intégrés aux espérances de la France ».

(6) Ce sera mieux qu'un succès : un raz-de-marée donnant aux gaullistes la majorité absolue au Palais-Bourbon.

(7) J.-R. Tournoux, *op. cit.*

(8) « De Gaulle n'est pas royaliste mais il est gaulliste. La remise en place de la monarchie peut lui paraître une fin assez convenable pour ce gaullisme qui disparaîtra fatalement avec lui » (Jean Bourdier, « Le comte de Paris », La Table Ronde édit.).

(5) Merry Bromberger, *op. cit.*

Quatre mois à peine après son retour au Pouvoir, en septembre 1958, de Gaulle reçoit un industriel, émissaire dévoué du comte de Paris, qui lui pose la question :

— Après vous, que va-t-il y avoir ?

— Après moi, répond de Gaulle ! Eh bien, il y a Henri. Bien sûr, c'est un Orléans mais il a au moins un mérite. Il est là (9).

Dès lors, le général-président, par petites touches successives, s'emploie à rendre la vedette au prétendant au trône. Avant de le recevoir, il se renseigne sur le protocole qu'utilisait Bismarck, le chancelier de fer, pour recevoir son roi, Guillaume 1er de Prusse. Le comte de Paris pénétrera dès lors à l'Elysée par la grille du Coq, honneur réservé aux souverains et chefs d'Etat.

“ Il ne m'a jamais menti ”

L'été 1961, de Gaulle invite en grande cérémonie le Prétendant à l'Elysée où il reçoit le président de l'Allemagne fédérale, Lübke. Après dîner, il le reconduit avec ostentation à sa voiture. Autre honneur réservé aux souverains.

Quand Monseigneur va voir le Pape à Rome, l'Elysée ordonne qu'il soit considéré à l'Ambassade de France comme le maître de maison ; privilège du chef de l'Etat.

De Gaulle fait personnellement affecter le prince Henri, lieutenant d'active, au cabinet du général Ely, chef d'état-major général, et recommande qu'il soit chargé de la liaison avec l'Elysée : « Il s'initiera ainsi aux Affaires ».

Dans son manoir cossu du Cœur-Volant, à Louveciennes, le comte de Paris croit fermement tenir sa troisième chance.

Sa première tentative de restauration, le Prétendant l'a faite à Vichy en août 42 auprès de Pétain à qui il a soumis son propre plan de Révolution nationale.

— En somme, jeune homme, vous voulez prendre ma place, a résumé le maréchal.

Il l'envoie à Pierre Laval qui, matois, propose au prince :

— J'ai un poste pour vous. Si vous réussissez, je vous garantis que dans six mois toute la France sera à vos pieds. C'est le Secrétariat d'Etat au Ravitaillement.

Ayant dédaigné les rutabagas, le comte de Paris fera une deuxième tentative à Alger après le débarquement allié et l'assassinat de Darlan par un de ses partisans. Il arrive sa proclamation en poche : « Fédérateur de toutes les énergies françaises, je prends le pouvoir ». Mais Giraud ne marche pas et le prince ne prend que la poudre d'escampette.

La liaison entre l'Elysée et le Cœur-Volant est assurée par le ministre Edmond Michelet et Jean-Louis Vigier. Maurice Schumann n'est qu'un sympathisant. Giscard d'Estaing ne fait que prendre le vent. D'abord représenté par le député Christian de la Malène, Michel Debré rejoint à demi ce groupe gaullo-monarchiste qu'on surnomme dès lors le « complot d'Amboise » parce que le prince a un château dans la circonscription de Debré, ce qui facilite les contacts.

(9) Jean Bourdier, *op. cit.*

Mais de Gaulle, entre temps, s'est ravisé. Sans doute dans le courant de l'été 1964. Les contacts que le comte de Paris tient à conserver avec les partis de l'opposition l'irritent. A l'automne, il a une boutade féroce :

— Le comte de Paris à l'Elysée ! Pourquoi pas la reine des gitans ?

Pompidou qui guigne aussi la succession porte le coup de grâce. Il fait secrètement procéder à un sondage d'opinion qu'il apporte à l'Elysée et dont il ressort que les Français ne veulent à aucun prix du Prétendant.

— En somme, laisse tomber de Gaulle, Monseigneur ferait un excellent président... de la Croix-Rouge.

Inconscient de sa disgrâce, le prince pousse en ces premiers mois de 1965 ses préparatifs pour l'élection présidentielle de décembre. Il sillonne la France, voit les grands maires, comme Pradel à Lyon. Un film à sa gloire est projeté dans les cinémas (10). Il est convaincu que de Gaulle va s'effacer à son profit. « Si le général ne se présente pas, je serai candidat », annonce-t-il au général Boyer de la Tour.

Avec Giscard d'Estaing, il est formel :

— Le général m'a dit que je serai son successeur. ET IL NE M'A JAMAIS MENTI.

O désespoir, ô vieillesse ennemie ! Le soir de la Saint-Charles, 4 novembre, l'infortuné Prétendant se couche effondré, avec l'impression que son Bismarck lui a coupé la fleur de lys sous les pieds. De Gaulle vient de révéler qu'il se représente. Il garde pour lui le trône.

4° Charles-le-ballotté. — Dans la salle des fêtes, drapée de rouge, de l'Elysée, un journaliste, sans doute balzacien (11), s'est levé : « Mon général, que pensez-

(10) *Pathé-Journal*.

(11) « *La gérontocratie sous laquelle tout se flétrit en France* » (Balzac).



Dauphin d'un moment : le comte de Paris.

vous de la gérontocratie ? ». De Gaulle ignore l'insolente question et poursuit sa conférence de presse.

A quelques semaines de l'élection, ce sont pourtant bien sa vieillesse et son état de santé qui font hésiter Charles de Gaulle à briguer un second septennat. Depuis son opération de la prostate, il se sent décliner physiquement de mois en mois. Les soins auxquels il est astreint influent sur son humeur. Sans connaître encore ses « absences » de plus en plus répétées de 1966 et 1967, il a déjà des périodes d'abattement ; il faut le doper. Au cours de son voyage au Mexique, il a « craqué » et son entourage a craint le pire.

« Tante Yvonne », la générale, penche résolument pour la retraite. « Ceux qui aiment mon mari ne devraient pas lui conseiller de se représenter », souffle-t-elle aux ministres qui viennent lui faire une cour respectueuse. Elle a pris ses dispositions pour passer l'hiver à Colombey.

Plutôt qu'à Colombey, de Gaulle pense à Versailles. Plus précisément au Grand-Trianon où il a fait dépenser cinq milliards pour transformer le palais délabré en une somptueuse résidence dotée de tout le confort moderne. Il envisage de laisser Pompidou se présenter à sa place, en se réservant d'être à Versailles le Mentor de l'Etat.

— Pompidou, vous devriez vous montrer davantage dans le pays, ordonne-t-il.

Son Premier ministre commence à croire son heure venue. Rédigé en toute hâte par un journaliste ami, « Le destin secret de Georges Pompidou » apparaît dans les librairies. Personne ne s'y trompe : c'est de la littérature électorale.

Soudain, de Gaulle se décide dans les premiers jours d'octobre en entonnant un refrain connu : « Je ne vais pas laisser la France à M. Pinay ».

Dans les mois qui précèdent l'élection, Pinay, c'est Belphegor. De Guy Mollet à Edmond Barrachin, tout le monde politique pense que le « mythe Pinay » (alliance atlantique, Europe, libertés, prospérité économique) est le seul à pouvoir être opposé au mythe

de Gaulle. Pinay s'offre, se reprend, parle, dément et laisse planer l'énigme. En février pourtant, il confie à M^e Isorni, son ami, qu'il sera candidat. En juin, il déclare à Georges Bonnet qu'il ne se dérobera pas. A L'AURORE puis à L'EXPRESS, il explique qu'il se présentera si la réélection de de Gaulle doit tourner au plébiscite contre l'amitié franco-américaine. En réalité, Pinay est décidé à être candidat... contre Pompidou si le général se retire. Il révèle à M^e Isorni le fond de sa pensée : « Je me réserve pour la chute de de Gaulle. On viendra me chercher parce que je serai le seul à pouvoir réconcilier les Français ».

Tout le monde ne se contente pas de cette explication. « Le Pouvoir disposerait-il d'un puissant moyen de coercition à l'encontre de Pinay ? », demande le 4 septembre Paul Dehème qui le connaît bien. Il fait allusion à un secret d'Etat et de Polichinelle : certain dossier de police dressé contre le galant maire de Saint-Chamond, Légende tenace qui dure depuis des années. En fait, il n'y a pas de quoi fouetter une chatte. Mais Pinay s'alarme. « Il y aurait contre moi un déferlement de calomnies », confie-t-il le 14 septembre. Le 9 octobre, à la surprise générale, il est introduit dans le bureau de Roger Frey, ministre de l'Intérieur. « Nous n'avons parlé que des problèmes communaux de Saint-Chamond », jure-t-il à la sortie. Mais, déjeunant ensuite avec les journalistes Jacques Fauvet et Georges Altschuler, Frey leur annonce : « Pinay ne se présentera pas » (12).

De Gaulle achève d'être persuadé par un sondage secret des Renseignements Généraux qui lui donne seulement 43 % des voix au premier tour (13). Il n'est plus question d'envoyer Pompidou à une défaite certaine. Sous le sceau du secret, le 5 ou le 6 octobre, il prévient de sa candidature le Premier ministre qui s'emploie aussitôt à la divulguer pour l'empêcher de se raviser. Des manchettes de FRANCE-SOIR, une émission d'EUROPE-1 lèvent le suspense. De Gaulle affecte de grogner : « Si vous croyez que vos journaux vont me forcer la main... ». Mais son choix est fait.

Plutôt que de retenir la Saint-Narcisse, le 29 octobre,

(12) Pierre Sainderichin et Joseph Poli, « Histoire secrète d'une élection », Plon édité.

(13) « Minute », 17 septembre.



Le « rattrapage » télévisé du ballottage vu par le dessinateur gaulliste Faizant dans « Paris-Presse ».

pour annoncer sa candidature à la France qui retient son souffle, il se décide modestement pour la Saint-Charles. Le mystère est entretenu jusqu'à la dernière seconde. Le texte de son discours est dactylographié en petits bouts par sept secrétaires de confiance et le personnel de la Télévision se voit consigné sur place. Le 4 novembre au soir, de Gaulle apparaît enfin sur l'écran. Il réclame « une adhésion franche et massive » des électeurs en leur laissant généreusement le choix entre lui et le chaos.

Outre le fan'aisiste Barbu et l'honnête Marcellin qui a l'avantage d'être un plus grand homme (2 m 03) que le général, l'opposition est représentée par trois candidats : François Mitterrand, pour qui font campagne les communistes, se présente au nom de la gauche unie ; Jean Lecanuet, ancien président du M.R.P., au nom du centre ; Jean-Louis Tixier-Vignancour, qui a été le premier à lancer sa candidature, au nom de la droite.

— Burin, ils m'ont fait faire la plus grande c...ie de ma vie, gronde de Gaulle le 3 décembre, avant-veille du scrutin, devant le Secrétaire général de l'Elysée, Burin des Rosiers.

Le dimanche soir, à Colombey le général-président tempête encore mais c'est contre la panne de courant qui l'a privé de télévision. C'est Burin qui lui annonce le ballottage. Le candidat de Gaulle n'a eu que 43 % des voix. A peine un tiers des électeurs inscrits lui ont demandé de « rempiler ».

Défense de découcher

A Paris, chez les chefs gaullistes, c'est l'angoisse. Devant cette adhésion qui n'est ni franche ni massive, de Gaulle va-t-il se retirer de la compétition comme il l'a annoncé ? Pompidou rédige un communiqué vengeur stigmatisant les éléments de division qui ont « empêché la manifestation de la volonté nationale ». Peu avant minuit, il soumet son texte par téléphone à Colombey et revient soulagé. De Gaulle lui a fait remplacer « empêché » par « différé ». C'est donc que Charles-le-Ballotté, comme l'appelle LE CANARD ENCHAÎNÉ, a décidé d'affronter le second tour.

Le visage encore défait, de Gaulle retrouve des ministres affolés. Debré et Pompidou l'adjurent de changer le style de sa campagne ; de parler autoroutes, hôpitaux, écoles, salaires. « Bon, condescend de Gaulle, je vais retourner le populo en lui parlant du portemonnaie ».

Manifestement dopé, le Guide ballotté se fait interviewer à trois reprises par un journaliste sûr du FIGARO, Michel Droit, dit « Droit comme un Z ». Il se fait gouailleur, bonhomme, un rien canaille. Il tient la grande forme. Il porte.

Deux moments difficiles, toutefois : de Gaulle compare les Européens comme Lecanuet à des enfants de chœur qui sautent sur leurs chaises en criant « Europe » ; on craint de choquer l'Eglise et on refait l'enregistrement ; les enfants de chœur deviennent des cabris qui continuent bizarrement à sauter sur leurs chaises.

La troisième émission manque de doping : le général situe le désastre de Sedan en 1940, raconte qu'il aurait pu tuer Hitler dans l'œuf, flétrit « la bambouche » et interdit aux filles de « découcher ».

Resté seul en lice contre Mitterrand, de Gaulle fait insidieusement appel aux voix communistes. Une violente campagne anonyme accuse le candidat de la gau-



— Vous ne m'avez qu'à moitié compris.

Pas un Français sur deux...
Dessin de Tinho dans
« Minute ».

che d'avoir fait exécuter le communiste Yveton, passé au F.N.L., alors qu'il était ministre de la Justice. De Moscou, l'agence Tass admet qu'une partie des adversaires de la V^e République votera pour la politique étrangère du général de Gaulle (14). « Il est évident que les Russes souhaitent que le général soit réélu » (15).

A Colombey, de Gaulle exulte quand son chauffeur, Fontenil, qu'il a envoyé assister au dépouillement lui rapporte les résultats : il a eu trois voix de plus qu'au premier tour. « Je ferai 60 % », prévoit-il. En fin de soirée, il a l'humeur sombre. Son score en métropole se fixe à moins de 55 % des votants. Il n'y a même pas eu un électeur sur deux pour vouloir le garder à l'Elysée.

— C'était bien la peine que je me f... en pyjama à la télé, rage-t-il. Ces vœux ne me méritent pas.

II. - LE CAPITAINE DE L'OCCIDENT

1^{er} **Foutus Amerloques.** — « Qu'est-ce qu'on peut bien faire avec un zèbre pareil ? », demande Kennedy, découragé, à son ambassadeur à Paris, Gavin (16), à chaque nouvelle lubie de de Gaulle. Le jeune président des Etats-Unis mourra sans avoir compris pourquoi de Gaulle hait tant ceux qu'il appelle aimablement « ces foutus Amerloques ».

(14) Trois millions de voix de gauche assureront effectivement l'élection du général, d'après les estimations de François Goguel (« Revue Française de Sciences Politiques »).

(15) « L'Année Politique 1965 », Presses Universitaires de France, édit.

(16) Arthur Schlesinger, « Les 1.000 jours de Kennedy », Denoël, édit.

Un intime de Kennedy, Cyrus Sulzberger a compris : « La politique étrangère du président de la République gaulliste s'explique par le ressentiment, les blessures d'amour-propre qui ne sont pas cicatrisées... La politique gaulliste n'implique pas un choix rationnel. Elle n'est pas autre chose que la manifestation d'une rancune invétérée qui se satisfait par une vengeance aveugle » (17).

Jugement trop entier. Charles de Gaulle, il faut être juste, a su mettre une sourdine à cette rancune invétérée du temps du R.P.F. quand il prophétisait la 3^e guerre mondiale et l'entrée imminente des chars « slaves » à Paris. C'est qu'à l'époque sa mission historique lui apparaissait toute tracée : s'installer au micro de Radio-New York pour exhorter le peuple français à la Résistance contre l'envahisseur cosaque.

A peine de Gaulle a-t-il repris le pouvoir en France que le ton change. Dès septembre 1958, il écrit au président Eisenhower qui, quatorze ans plus tôt, lui avait poliment montré les cartes du débarquement de Normandie. Aujourd'hui, le stratège de Montcornet n'entend plus seulement donner son avis mais l'imposer. L'O.T.A.N., organisation militaire de l'Alliance Atlantique, ne lui réserve pas un rôle digne de lui. Il exige qu'elle soit refaçonée selon ses vues. Eisenhower lui répond poliment que cela regarde aussi les autres alliés. De Gaulle est hors de lui. « La guerre incivile » (18) est déclarée.

De Gaulle saisira bientôt l'occasion de montrer à l'Occident subjugué l'indépendance de la France. C'est l'affaire du fusil. Tous les pays atlantiques ont accepté, au terme de longues négociations, de choisir un calibre commun, le 7,62. D'où munitions standardisées et, en cas de conflit, possibilités d'approvisionnement

commun. Mais de Gaulle ne l'entend pas de cette oreille. La France doit être la France. Il refuse donc le fusil O.T.A.N. et adopte pour ses armées un calibre légèrement différent, le 7,50. En cas de coup dur, Bidasse se fera peut-être tuer en brandissant un fusil vide mais ce sera un fusil gaulliste.

Le coup du fusil n'est qu'une étape. Le « grand dessein » que nourrit de Gaulle est de retirer la France de ce Pacte atlantique qui n'a pas voulu de lui pour généralissime. Il procède comme pour l'Algérie. Tout en proclamant son indéfectible attachement à la sacrosainte alliance, il va en rompre toutes les mailles par petites touches successives.

En mars 1959, il retire au commandement allié notre flotte de Méditerranée. Puis, c'est au tour de la flotte de l'Atlantique, de l'aviation, de nos meilleures unités terrestres stationnées en Allemagne. Il rejette l'initiative américaine de force atomique commune. Puis, c'est la dénonciation pure et simple de l'OTAN. Les « Amerloques » ont dix mois pour évacuer ces mêmes bases que de Gaulle les avait adjurés de maintenir indéfiniment en France.

— Qu'est-ce que c'est que ce jeune homme ? demande de Gaulle à Kennedy qui est venu déjeuner à l'Elysée au moment de son célèbre tête-à-tête de Vienne avec Kroutchev. Du menton, il désigne un des compagnons de Kennedy assis de l'autre côté de la table. Jacqueline Kennedy, assise à sa droite, s'empresse de lui dire que le jeune homme, Georges Mac Bundy, est le tout-puissant « patron » du Conseil National de Sécurité ». De Gaulle incline majestueusement la tête. A la fin du repas, il invoque « les prérogatives de l'âge » pour distribuer ses directives éclairées à cet autre jeune homme qu'est Kennedy (19). Réaliste, le président américain propose qu'ils désignent deux représentants chargés de liquider le contentieux franco-américain. De Gaulle acquiesce noblement. Mais quand Kennedy sera assassiné, deux ans plus tard, il attend toujours que de Gaulle désigne son mandataire.

Cela n'empêche pas Charles de Gaulle de se précipiter aux obsèques de Kennedy. Il en rapporte des impressions également majestueuses : « Le peuple américain avait conscience que quelque chose n'allait pas entre Kennedy et moi et il n'approuvait pas Kennedy... Je m'en suis rendu compte au cours de mon voyage, c'est énorme la France en Amérique. Nixon et Rockefeller font leur publicité du fait que je les ai reçus à déjeuner ou en tête à tête. C'est pour cela que Johnson a tout de suite parlé de me voir » (20). La presse gaulliste reçoit consigne de présenter Charles de Gaulle comme « le dernier grand capitaine de l'Occident ».

Ces « Amerloques » sont malheureusement inguérissables. Pas plus que Roosevelt, Truman, Eisenhower et Kennedy, Johnson ne songe à faire acte d'allégeance à Charles de Gaulle. Lequel reprend l'escalade de sa « guerre incivile ». Il affecte d'abord de mettre l'Amérique sur le même pied que le bloc soviétique rival. Puis, il dénonce son « hégémonie ». Enfin, il s'en prend à « l'agression » américaine.

Le 6 juin 1964, les Alliés de la dernière guerre commémorent le 20^e anniversaire du débarquement de Nor-



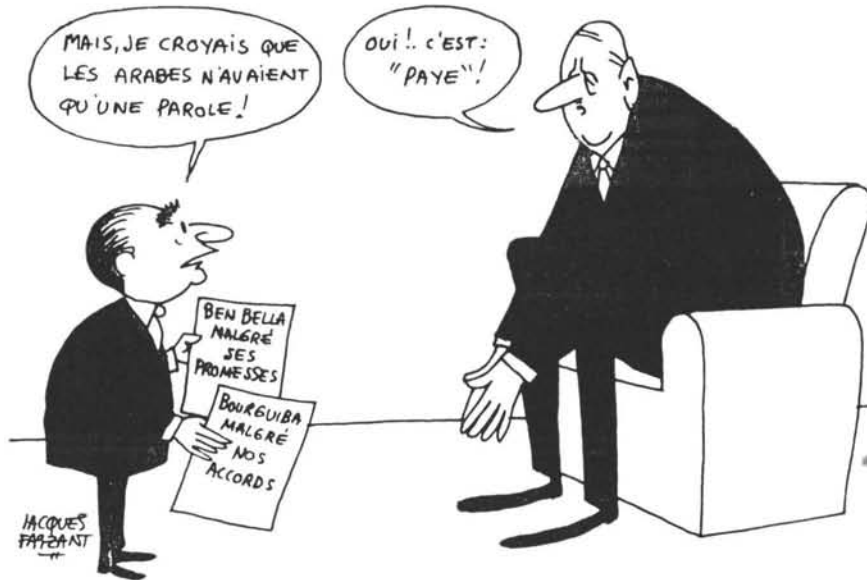
« C'est généreux, la France ! ». Le président péruvien semble avoir trouvé le Pérou (bulle parue dans « Minute »).

(17) *New York Times*, mars 1964.

(18) *Expression de David Schoenbrun, op. cit.*

(19) *Arthur Schlesinger, op. cit.*

(20) *J.-R. Tournoux, op. cit.*



Les beautés de la Coopération vues par Faizant dans « Paris-Presse ».

mandie. Mais Charles de Gaulle ne participe pas à la cérémonie. Il n'a pas trouvé le temps d'aller s'incliner sur les tombes des « boys » qui lui ouvrirent le chemin de Paris. Ce jour-là, il accueille à l'Elysée l'ambassadeur de Mao Tsé-Toung.

Robert Aron qui se trouve alors en Amérique se fait l'écho d'une certaine stupeur :

— Les Américains qui ont conscience de nous avoir libérés en 1944 — ce qui est vrai — de nous avoir aidé après la guerre à surmonter la famine et la détresse économique — ce qui est vrai — de nous avoir défendus contre la pression soviétique — ce qui est également vrai — les Américains ne comprennent plus, que revenus à la santé, ayant retrouvé nos forces, nous en fassions un si mauvais usage à leur égard et que nous jouions avec eux un quatrième acte inédit du « Voyage de Monsieur Perrichon » prenant en grippe son sauveur.

2° Le Zambèze avant la Corrèze. — « Je pense au général de Gaulle se levant le matin debout dans son pyjama, secouant la tête et disant : « Bien ! Que vais-je faire aujourd'hui pour faire trembler le monde ? » (21). Ce qu'il fait : il voyage.

Le voyage au Mexique est le modèle du genre. « Marcheros mano en la mano » (22), propose de Gaulle aux Mexicains en mars 1964. En trois ans, cette alliance donnera un seul résultat : un cha-cha-cha intitulé « Mano en la mano » dont un disque en or sera remis en grande pompe à l'Elysée.

La tournée en Amérique latine, exaltée par la presse française comme « le plus grand événement diplomatique de l'après-guerre » devait instaurer une gigantesque aide française pour arracher ce continent aux griffes américaines. Cela se traduira par la guerre de la langouste et Régis Debray.

Quand de Gaulle ne voyage pas, c'est Edgar Faure ou André Malraux qui le fait pour lui comme à Pékin. Ces missions hautement secrètes aboutissent à un

résultat : la France reconnaît la Chine des gardes rouges. Les gardes rouges reconnaissent aussi de Gaulle : ils le traitent de « tête-de-chien » en donnant l'assaut à notre ambassade.

De Gaulle n'a pas besoin de se déplacer pour asseoir sa popularité dans le tiers-monde. Il lui suffit de signer des chèques. Raymond Cartier calcule que ces générosités nous ont coûté jusqu'à 2,41 % de notre produit national brut. Assez pour interdire nos auto-investissements. Toutes proportions gardées, c'est 2 fois 1/2 l'effort de la riche Amérique. La Fédération des Industries Mécaniques a dressé le bilan : 15 % seulement des sommes ainsi distribuées se traduisent ultérieurement par des commandes adressées à des sociétés françaises. Le Zambèze passe avant la Corrèze, observent les payans français mais « les rois nègres », hilares, continuent à découvrir leurs dents blanches sur le perron de l'Elysée et le chansonnier Maurice Horgues raconte que « l'autre jour un gars qui venait livrer le charbon est sorti de l'Elysée avec 50 millions ».

L'Europe ? « L'Italie est un pauvre pays de mangeurs de macaronis, elle n'existe pas, elle n'a pas de Gaulle... Les Allemands ? Des vassaux. Adenauer n'a pas fini de mourir... La Belgique ? Deux provinces ne font pas une nation... La Hollande ? Des rustres ». En conséquence, la construction de l'Europe ne peut être qu'un rêve de jean-foutres qui donnent dans le volapuk. Quant à l'Angleterre, Charles de Gaulle, égal à lui-même, annonce le 14 janvier 1963 que « c'est une île ». Il lui ferme donc la porte du Marché Commun en suggérant qu'elle s'en tienne à des traités de commerce « comme les nègres » (23).

3° Jusqu'à l'Oural. — « Le général de Gaulle, dit Henri Jeanson, a fait le don de la France à sa personne et le don de sa personne à la Russie ». Le 5 février 1963, le dernier capitaine de l'Occident convoque tout spécialement l'ambassadeur soviétique Vinogradov pour lui notifier sa conception d'une Europe « de l'Atlantique à l'Oural ». Surprise un peu inquiète du

(21) Pierre Daninos, « Sorry for de Gaulle », New York Herald Tribune.

(22) « Marchons la main dans la main. »

(23) J.-R. Tournoux, *op. cit.*



« Rois nègres » à l'Élysée : de Gaulle prend ses précautions.

camarade-diplomate « qui ne voit d'autre solution que de publier un communiqué pour bien marquer que s'il s'est trouvé embringué dans une conversation pareille, ce n'est pas de son propre chef » (24).

La presse soviétique observera par la suite une discrétion qu'on imagine apitoyée sur ce découpage planétaire. Tout écolier sait, en effet, que l'U.R.S.S., puissance aussi asiatique qu'européenne, s'étend jusqu'à Vladivostok. La formule de de Gaulle ne repose sur aucune réalité ethnique ou politique.

La portée exacte de ses offres à Moscou, Charles de Gaulle l'apprécie le 20 juin 1967, alors que vient d'éclater la guerre entre Israël et les Arabes. Kossyguine, en route pour l'O.N.U., s'arrête poliment à Paris. De Gaulle, péremptoire, lui explique que « les Américains sont responsables de tout » et le presse de convoquer une conférence à quatre où lui, de Gaulle, saura tenir sa place. Son Boeing est d'ailleurs déjà prêt à décoller.

Le chef du gouvernement soviétique élude malheureusement cette grandiose perspective. En revanche, il paraît écouter attentivement de Gaulle quand celui-ci l'adjure de ne pas négocier directement avec les Américains. Satisfait de voir qu'on ne s'entendra pas sans lui, de Gaulle câble à Couve de Murville des instructions pour envenimer à tout prix la tension à l'O.N.U. Le lendemain, au Conseil des Ministres, il se présente avec la tête de circonstance. Teint livide, poche sous les yeux, bouche affaissée, il fait une déclaration mélodramatique : « L'esprit et le fait de la guerre s'étendent sur le monde ». Mais trahison ! Le lendemain, Kossyguine, qui n'a fait évidemment le voyage que pour cela, engage avec Johnson le tête-à-tête de Glassboro.

Conclusion ironique du journal JEUNE AFRIQUE qui représente l'opinion de ces états afro-asiatiques dont le général-président entend être le Guide : « Les pays du tiers-monde doivent savoir que dans le monde d'aujourd'hui, de Gaulle a peu de moyens d'actions ».

Le don, apparemment peu prisé, de sa personne que Charles de Gaulle fait obstinément à l'Oural s'explique peut-être par la confiance qu'il fit au printemps 1960 au chef de son cabinet militaire, le général de Beaufort, et que celui-ci révéla ultérieurement sans jamais se voir opposer aucun démenti : « L'évolution vers le communisme est inéluctable, lui assura de Gaulle. C'est le sens de l'Histoire et il serait fou de s'y opposer. Cependant, pour arriver à son état actuel, l'Union Soviétique a dû passer par des souffrances indicibles. Cette période de transition, il est possible de l'épargner à la France à condition que ce soit moi qui instaure le communisme. Je m'unirai à l'Union Soviétique... Ainsi nous ferons l'Europe de l'Atlantique à l'Oural ».

Si l'Europe de demain va de l'Atlantique à l'Oural, la France gaulliste d'aujourd'hui s'étend de Strasbourg à Montréal. Au printemps 1967, de Gaulle annexe le Canada français, satisfaisant ainsi un vieux rêve puisqu'après avoir quitté le Pouvoir en 1946 il dépeignait ainsi à sa femme leur avenir conjugal : « J'irai au Canada, je pêcherai des poissons et je vous les ferai cuire » (25).

Clamant « Vive le Québec Libre », prônant clairement l'éclatement du Canada, de Gaulle provoque dans le monde entier un gigantesque haussement d'épaules.

Pour s'en tenir à la presse neutre l'austère journal danois POLITIKEN demande : « Est-ce que le général de Gaulle commence à perdre le contrôle de lui-même ? Plusieurs indices le donnent à penser ». Et le non moins austère journal autrichien DIE PRESS demande : « S'agit-il d'un cas de monomanie destructrice chez un vieillard ? »

L'âge joue sans aucun doute mais il n'a fait que porter au paroxysme les dispositions naturelles de Charles de Gaulle à l'esclandre. En réalité, « l'aspect ébouriffé de la politique étrangère de la V^e République a toujours procédé d'une cause unique : de Gaulle fait l'intéressant » (26).

(24) Jacques Laurent, *op. cit.*

(25) Georgette Elgey, *op. cit.*

(26) Jacques Laurent, *op. cit.*

LECTURE

LA GIRAFE ET LA TORTUE

Pour son air de bravoure et pour sa haute
[taille]

La girafe un jour voulut être roi.
Elle n'avait pas gagné de bataille
Mais elle avait en maint endroit,
Du haut de son haut col dominant la mêlée,
Par des ruses bien calculées,
Donné l'impression de diriger la guerre...
Maints loups, maints lions, étaient mort bra-
[vement]

En faisant bravement l'ouvrage,
Et la girafe n'avait guère
Fait qu'encourager le courage
Et décorer les survivants.
Mais les animaux sont si bêtes
Qu'ils pensaient que sa haute tête,
Placée si haut, devait voir plus avant ;
Avoir une hauteur de vues,
Jusqu'ici, hélas, inconnue
Chez les autres gouvernements.
C'est d'ailleurs, dans leur grande presse,
Ce que proclamaient les rats
Qui comptaient bien se servir d'elle avec
[adresse...]

(Car rat ne fait rien qui ne servira,
Un jour ou l'autre, au peuple rat.)
Les renards de son entourage
La décrivaient savante et sage.
Ils flattaient son ambition
Y trouvant leur situation.
On verrait à tourner casaque,
Habilement, le fruit cueilli,
S'il advenait que cela craque.
Pour le reste des animaux de la baraque
(Tout cela se passait à la fête à Neuilly)
Bon peuple cocardier lorsque le clairon sonne,
Ravi pourvu qu'on boive et que l'on sauts-
[sonne],
Et qu'on le laisse en paix additionner ses
[sous ;

Ils l'acclamaient comme des fous
Quand elle traversait, dominant de la tête
Leurs rangs pressés, serrant des mains, les
[jours de fête...]

La grandeur du peuple animal
Était en bonne palte et, pourvu que ça dure,
Qu'on puisse gentiment bricoler sa voiture,
Le reste on s'en foutait pas mal.
Tout allait bien : c'était écrit dans le journal.
Tout allait de plus en plus mal.
En voulant tromper tout le monde
La girafe se trompa.

La ruse chez les grands, que les sots croient
[féconde,

En fin de compte ne paie pas.
Le jour qu'on en convint, elle avait la cou-
[ronne,
La police, les tanks et le goût de la pogne,
Un solide mépris du reste des humains :
Elle coffra les moindres plaisantins.
Les animaux se lamentèrent
Prenant à témoin la terre
Entière

Qu'ils avaient toujours combattu
L'abus du pouvoir absolu -
Et la preuve était sans réplique
Puisque c'est eux qui l'avaient inventée,
La République...

La tortue, qui va lentement,
Est toujours en retard sur les événements.
Elle s'était pourtant hâtée,
Mais elle arrivait seulement.
« Je n'ai pas le goût de la trique.
Je viens voter « non », leur dit-elle.
(O ironie ! elle apportait sur le forum
Son bulletin pour le premier référendum)
Voyant la foule, autour, des grandes circons-
[tances :
« Je vois avec plaisir que je suis en avance »,
Ajouta-t-elle.

Ils n'auraient pas manqué de rire en temps
[normal.

Car la lenteur sempiternelle
De ce très prudent animal
C'est notre fond comique en France
Où l'imbécillité même se croit des ailes...
Mornes, ils baissèrent le nez.
Ils n'avaient même plus le cœur à ricaner,
(Fait très rare chacun le sait
Chez des Français).

La tortue poursuivait : « Messieurs je vote
[contre,
Car je ne suis point moi dupe de sa hauteur.
C'est très joli ce que l'on montre,
Ce qu'il faut mesurer, c'est le niveau du cœur.
Pour celle-ci, si je comprends
Ce n'est que le cou qu'elle a grand.
Mais où est donc la petite boîte ? »
Ils n'osèrent pas avouer.

Gens de gauche et gens de droite,
Qu'avec le reste, ils se l'étaient laissé flouer,
Hélas ! par la girafe adroite,
Un jour, yeux dans les yeux, qu'on criait
[« Haut les cœurs ! »

Gardons-nous bien pour un empire
(C'est vraiment le cas de le dire)
De confondre à jamais gigantisme et gran-
[deur.

JEAN ANOUILH

(« Fables », Edit. de la Table Ronde)



CHAPITRE X

LE MONARQUE DE L'ÉLYSÉE



Secret d'Etat n° 1 : le dossier « santé » de Charles de Gaulle.

I. - LE GÉNÉRAL EN PARTICULIER

1° Une pompe funèbre. — « Bonjour, Yvonne », grogne une voix caverneuse chaque matin peu après 7 heures. Les de Gaulle font chambre commune mais lit à part. Le général dort sur le dos et ronfle avec vigueur dans un pyjama anglais (taille 48, marque « Bonsoir ») en popeline rayée aux couleurs des Queen's Guards. La journée du Monarque commence à huit heures quand, après avoir trempé un ou deux croissants dans son café au lait, il pénètre dans son bureau en flattant magnaniment de la main le globe terrestre qu'il y a fait disposer.

La lecture du « Figaro » a accompagné son petit déjeuner comme elle accompagnait celle de Pétain à l'Hôtel du Parc. Une légende flatteuse veut que le

général lise quotidiennement le « Daily Telegraph » et la « Frankfurter Allgemeine Zeitung » : c'est surestimer sensiblement ses dons de polyglotte. En réalité, il trouve tout préparé sur son bureau un « digest » des principaux journaux du jour, les articles marquants étant classés par sujets et collés sur des feuilles de bristol.

Un tri sévère élimine les appréciations personnelles qui pourraient troubler l'humeur matinale du Monarque. C'est ainsi que Charles de Gaulle ignore certainement la plupart des surnoms successifs dont l'affublent ses sujets. Chaque période apporte pourtant le sien. Pour les Pieds Noirs, il était « la Grande Zorah ». Après le ballottage, ce fut « le guide michemin ». Les chansonniers parisiens pratiquent volontiers ce jeu : Pierre Gilbert l'a surnommé

« Préchi-précharles ». Henri Tisot « Le grand Mécharlot », P.-J. Vaillard « L'haut d'Evian » et, allant peut-être trop loin, Jean Rigaux parle de Charles XII en rappelant que Charles VI était à moitié fou. Sa politique étrangère l'a fait surnommer « Le haut qui hurle au vent » et (à l'époque où il n'était pas revenu au pouvoir) Carmen Tessier l'appelait dans FRANCE-SOIR « le coq haut vain ».

Assis à son bureau (dos tassé, jambes écartées, avant-bras appuyés jusqu'aux coudes) de Gaulle parcourt deux minces dossiers. Le premier, souvent, retient davantage son attention. C'est une liste de renseignements secrets, aussi bien français qu'étrangers : écrémage de rapports de police et de comptes rendus des agents spéciaux. Ce dossier est établi chaque matin par les services du Secrétaire Général à la Présidence de la République pour la Communauté.

Ce titre officiel (qui ne correspond à rien puisque la Communauté solennellement fondée par de Gaulle en 1958 n'a jamais pris effet) est la « couverture » de Jacques Foccart (ex-Koch) dit « le grand Barbouzier », qui, de l'Elysée, tisse la toile d'araignée des SR (SDECE), polices parallèles, officines et réseaux en tous genres qui ont valu à la V^e d'être baptisée « la République des Barbouzes ».

L'autre dossier n'est qu'une « synthèse » des principaux événements mondiaux des dernières vingt-quatre heures et de ceux qui sont attendus pour la journée. Il est établi par les services de Bernard Tricot, secrétaire général de l'Elysée. Tricot dirige le « cabinet noir » composé de chargés de mission qui se répartissent les différents secteurs des affaires publiques, véritable gouvernement occulte se superposant au cabinet officiel théoriquement dirigé par le Premier ministre. Le directeur du cabinet, Xavier Dufresne de la Chevalerie, est surtout chargé de tenir à jour l'agenda des audiences.

L'épuration des chats

« Personne ne dit rien » constatait avec surprise et désappointement une nouvelle Excellence sortant de son premier Conseil des Ministres (1). De Gaulle préside avec pompe dans une atmosphère généralement funèbre. Les membres du gouvernement écoutent trois ou quatre exposés techniques des projets de loi qui vont être adoptés ce matin-là. Ils échangent rarement des observations. Le Monarque montre par quelques mots brefs son approbation ou son impatience. Les interventions de Couve de Murville sont redoutées car elles passent pour soporifiques : il parle à mi-voix, comme pour ne pas réveiller André Malraux à qui il arrive de fermer les paupières. Louis Joxe qui a une activité nocturne fatigante pour un homme de son âge se permettait d'arriver en retard jusqu'au jour où le Monarque coupa sèchement à ses excuses : « Laissez, Joxe ! Que vous soyez à l'heure ou pas n'a vraiment aucune importance » (2).

L'humeur du général donne le ton au Conseil. « Comment est-il ? », demandent les ministres en arrivant. Il lui arrive d'être détendu, gouailleur. Des rages brusques le saisissent comme lorsque Triboulet s'aventura un jour à faire état de l'opinion des Anciens



Le samedi soir, il s'envole en hélicoptère pour Colombey.

Combattants. « Ah, ceux-là, je les attendais, explosa l'ancien capturé de Verdun ; il ne manquait plus qu'eux. »

Le dernier ministre à donner franchement son avis en Conseil fut Antoine Pinay. Il appelait de Gaulle « monsieur le Président » au lieu de dire « mon général » comme les autres. En 1959, après que de Gaulle ait condamné l'OTAN dans un discours sans en avoir prévenu le gouvernement, Pinay s'en étonna dignement au Conseil. « Tiens, fit sarcastiquement le Monarque ! Monsieur le ministre des Finances s'intéresse donc à la politique étrangère ». Quelque temps après, Pinay était congédié.

Le compte rendu officiel du Conseil des Ministres est dressé en dix minutes entre de Gaulle, Pompidou et le ministre de l'Information. Les ministres l'attendent eux-mêmes avec impatience. En le lisant dans les journaux de l'après-midi, il apprennent qu'ils ont pris telle décision ou arrêté telle disposition. Le Monarque n'a pas daigné les en avertir.

Après le déjeuner, intime ou non, de Gaulle lit longuement « Le Monde » dans un fauteuil de son salon privé. Il lui arrive de l'annoter. Un jour, il trouva un article du gaulliste de gauche Maurice Clavel lui attribuant « un début de vertige ». Le Monarque nota modestement en marge : « Clavel bat la campagne. Le lui dire... De Gaulle est de Gaulle pour la France. Lui seul sait ce qu'il convient de faire, à mesure » (3). Sa lecture s'achève souvent par un petit somme avant que reprennent ses audiences.

Une audience dure rarement plus d'une demi-heure. Le visiteur a été rappelé la veille par message et le matin par téléphone à cet honneur. Il attend dans un salon puis chez les aides de camp. L'atmosphère est très variable. Si le Monarque est en forme, le visiteur, respectueusement muet, l'écoute dépeindre le sort du

(1) Pierre Viansson-Ponté, « Les gaullistes », Editions du Seuil.

(2) Ernest Mignon, *op. cit.*

(3) Pierre Sainderichin et Joseph, Poli, *op. cit.*

monde dans les siècles à venir. Il arrive aussi que de Gaulle reste d'un bout à l'autre silencieux, hostile, ou tout simplement absent.

Il est rare que le Monarque condescende à faire quelques pas dans le beau parc de l'Elysée. De Gaulle déteste l'idée que des toits avoisinants quelque curieux puisse l'apercevoir à la jumelle entre les branches des arbres. Il n'aime d'ailleurs pas l'Elysée qui manque de majesté. Trois mois après son retour au Pouvoir, il inspectait avec Malraux les châteaux royaux de l'Île-de-France en quête d'un palais digne de lui. Compiègne et Fontainebleau, trop éloignés, furent écartés. Le

en couleur — à regarder les Actualités. Il aime Benediti, Sablier ; un peu moins Zitronne. Mme de Gaulle regrette Georges de Caunes avec son air de jeune homme comme il faut. Le couple élyséen affectionne les feuilletons historiques comme « Ivanhoé » : la générale avait une prédilection pour « Le Chevalier de Maison-Rouge » dont elle appréciait l'élévation de sentiments. Au contraire, « Les Incorruptibles » ont déplu. L'état de ses yeux le privant de cinéma, c'est sur le petit écran que le Monarque a vu pour la première fois Brigitte Bardot à laquelle il a daigné consacrer une appréciation. « Cette jeune personne, a-t-il dit, est d'une simplicité de bon aloi ». Mais il s'est endormi en voyant « Les Perses ».

De Gaulle lit peu. Généralement des ouvrages historiques mais aussi les romans dont on parle. Son entourage n'a pas oublié l'impatience avec laquelle il réclama « Le repos du guerrier » de Christiane Rochefort pensant peut-être qu'il s'agissait d'un récit de la vie militaire. On ignore ce qu'éprouva son épouse en constatant que le livre décrivait les performances amoureuses d'un pochar.

Vers 10 heures - 10 heures et demi, le Monarque se dirige d'un pas lourd vers sa salle de bains. Il s'endort vite. Un moment, les chats amoureux du quartier se donnaient des rendez-vous nocturnes dans les taillis de l'Elysée. Mais la Garde Républicaine a reçu l'ordre de procéder à une épuration rigoureuse. Il n'a pas été indiqué si c'était pour protéger le sommeil du général ou les prudes oreilles de la générale.

2° Les emplettes de « Tante Yvonne ». — Le gentil sobriquet que lui ont trouvé les gazettes convient aussi mal à Yvonne de Gaulle que celui de « Charlot » au Monarque. Sous des airs effacés ou confiturés, la Première dame de l'Etat est autoritaire, dure, aigre, d'un rigorisme sans pitié.

Mme de Gaulle réfrène toujours une envie de tricoter. Elle tient une sorte d'ouvrage où les ministres qui veulent être bien vus envoient leurs femmes montrer leurs talents d'aiguilles. « Tante Yvonne » ne se mêle jamais des affaires publiques mais ses appréciations quant aux personnes lui donnent une indéniable influence sur le Monarque. Lors des réceptions, elle toise les décolletés immodestes. Elle

traque le divorce et condamne l'infidélité conjugale. La liaison d'un ministre actuel avec la femme d'un autre ministre lui a arraché longtemps des soupirs réprobateurs. En revanche, les Pompidou, qui n'ont rien d'un couple de sacristains, possèdent à ses yeux toutes les vertus.

Elle veille sans indulgence sur les maîtres d'hôtel, cuisiniers, valets et servantes du Palais. A l'une de celles-ci qui, à la veille de la retraite, cherchait



L'aigre « Tante Yvonne » croit distingué d'avoir l'air de s'ennuyer.

lugubre château de Vincennes, dont les douves avaient plu, se révéla non aménageable. Charles de Gaulle s'est résigné à l'Elysée mais les Finances ont reçu mission d'acquiescer à n'importe quel prix les immeubles avoisinants. La rue de l'Elysée est déjà largement annexée au quartier réservé du chef de l'Etat.

Sauf en cas de réception officielle, de Gaulle regagne de bonne heure ses appartements privés. A huit heures du soir, il est déjà devant son poste de télévision

un emploi à la campagne pour échapper à l'hospice de vieillards, elle fit remarquer :

— C'est très bien l'asile, maintenant. Vous vous y ferez des relations.

L'épouse du Monarque fait elle-même ses courses. Son magasin préféré est le Bon Marché où elle est une habituée des rayons de tissus et de mercerie. « Qu'est-ce qu'il y a d'intéressant dans les soldes ? », demande-t-elle en arrivant, suivie de deux gardes du corps qui ne la quittent pas dans l'hypothèse pourtant improbable où l'on voudrait l'enlever. Ses airs pincés sont la terreur des vendeuses : « Enfin, ma fille, pressez-vous un peu. Vous lanternez ». Elle passe pour soupe au lait. Le rayon « quincaillerie » se souvient d'une colère bleue. L'Elysée intervint. Il fallut présenter des excuses.

Son goût pour les étoffes en soldes n'empêche pas Mme de Gaulle de se fournir dans les magasins d'alimentation de luxe. On la voit chez Battendier pour le foie gras, et chez Creplet pour les fromages ; son caviar vient de chez Petrossian. Elle est une habituée de Fauchon bien qu'elle n'apprécie pas les demoiselles de mœurs légères qui débordent de la rue Godot-de-Mauroy. « On raconte que toutes les fois qu'elle vient faire ses emplettes dans sa D.S. noire, la police, au préalable, fait discrètement évacuer des trottoirs avoisinants leurs locataires les moins susceptibles de passer inaperçues » (4).

« Tante Yvonne » s'habille chez Heim où elle bénéficie de prix étudiés et d'un mannequin de bois qui reproduit ses mensurations exactes (Tour de poitrine : 1 m ; de taille, 98 ; hanches, 1 m ; Trois fois par an, la directrice de la maison de couture est convoquée à l'Elysée avec une première main et une vendeuse pour présenter ses modèles.

Le Monarque, lui, a deux tailleurs : Vauclair coupe ses uniformes et Marié ses complets civils : quatre ou cinq costumes gris unis régulièrement commandés vers Pâques. Les essayages ont lieu dans son bureau. La garde-robe présidentielle ne comporte ni veste ni pantalon de sport. Il se chausse (pointure 48) chez le bottier cannois Douheret. Il n'aime pas que « ça gratte ». Un jour que la générale lui avait acheté une écharpe en mohair, il déclina le don d'une phrase hautement patriotique : « Je ne veux pas, dit-il, de ce zizi d'Angleterre ».

Publiquement portés sur la dévotion, les de Gaulle ne sont cependant pas des paroissiens assidus à leur église de la Madeleine. Le chanoine Popot qui prit la cure en 1964 avait le tort d'avoir été aumônier de prison et d'avoir publié ses souvenirs (5) : il y montrait un enthousiasme insuffisant pour l'Épuration



Une seule tenue fantaisie : pour le rendez-vous avec la bombinette.



Aux obsèques de Juin, de Gaulle tombe en descendant de la tribune : il n'y a pas que sa mauvaise vue...

de 1944 et, surtout, évoquait avec de significatifs points de suspension les mystérieuses circonstances dans lesquelles Geneviève de Gaulle, nièce du général, avait été déportée par les Allemands. Impossible cependant de le faire déplacer, le chanoine étant un des derniers curés « inamovibles » de Paris. Mme de Gaulle prit donc le parti d'aller se confesser ailleurs, la messe du dimanche ne présentant aucun problème puisque le couple élyséen est généralement à Colombey.

3° La carcasse trahit. — La santé du Monarque aura dominé les dernières années du règne. Charles de Gaulle n'a pas cet organisme de fer qui permit à Adenauer de montrer à son âge une remarquable vitalité physique et intellectuelle. Sa « grande carcasse », selon son expression familière, est délabrée. Il souffre depuis vingt-cinq ans de déséquilibre endocrinien. Il a été opéré de la cataracte pendant son exil à Colombey et d'une tumeur de la prostate depuis son retour au Pouvoir. Il suit un traitement hormonal. Diabétique, il souffre d'une artérite des membres inférieurs qui (plus que sa mauvaise vue) provoque des chutes comme celle qui lui fit dévaler l'escalier de la tribune officielle aux obsèques du maréchal Juin. Le vieillissement marqué se traduit par les mouvements de tête spasmodiques, les gestes saccadés des bras, les crispations de la main que les spectateurs remarquent parfois sur les gros plans de la Télévision.

(4) Henri Gault et Christian Millau « Guide de la nuit à Paris », Julliard, édit.

(5) Chanoine Popot, « J'ai été aumônier à Fresnes », Presses de la Cité, édit.



Grand tralala élyséen : pourvu qu'ils ne nous le mangent pas !

Objet de soins constants auxquels la générale de Gaulle prend une véritable part d'infirmière malgré le personnel médical constamment tenu en alerte à l'Elysée, le Monarque bénéficie de traitements remontrants qui lui permettent d'assurer des efforts exceptionnels pour son âge. A cela s'ajoute l'effet galvanisateur des bains de foule : soudainement, Charles de Gaulle rajeunit de dix ans, le geste vif, l'œil clair, la voix assurée. « Cela vaut toutes vos pilules », lance-t-il à Amiens au médecin qui le suit. La rançon de ces efforts est constituée par de brusques dépressions : confidentielles comme celle qu'il éprouva en recevant Kossyguine au château de Rambouillet ou publiques comme celle qui lui fit interrompre sa visite de l'Exposition de Montréal.

Des facultés mentales du Monarque, sa mémoire — assurément prodigieuse — est la moins contestée et la moins atteinte par l'âge.

II. - LA COUR

1^o Etiquette et cérémonial. — « Quelqu'un, je crois, m'a posé une question sur Ben Bella ». Des rires respectueux accueillirent jadis cette observation condescendante du Monarque à l'une de ses conférences de presse : le compère chargé de poser la question avait mangé la consigne. Pour Charles de Gaulle, la conférence de presse est un procédé oratoire qui ressortit moins au journalisme qu'au cérémonial. Les questions qu'il choisit lui-même sont réparties à l'avance pour lui permettre d'apprendre par cœur ses réponses noblement spontanées.

Le cérémonial est toujours identique : un millier de spectateurs (pour une moitié, journalistes ; pour l'autre, personnalités et égéries du Régime) attendent dans la salle des fêtes de l'Elysée que le rideau rouge s'entrouvre sur le Monarque. Tous les ministres sont alignés à sa droite. Pompidou fronce les sourcils. Edgar Faure, faute de mieux, trahit son excitation. Fouchet boit chaque phrase et une satisfaction béate envahit son beau visage illuminé d'inintelligence. Malraux se cure le nez avec son index, passe-temps régulièrement guetté par les photographes.

Les grandes soirées de l'Elysée ont connu avec Charles de Gaulle leur révolution : la traditionnelle table en T des agapes officielles républicaines a été remplacée par une table en U de manière que le Monarque, placé à la tête de l'U, soit le point de mire général. Le spectacle ainsi offert est pourtant bref : à peine de Gaulle s'est-il assis que trente maîtres d'hôtel s'élancent en même temps à la charge. « Les convives sont servis en un temps record et desservis de même, bien souvent avant même d'avoir saisi leur fourchette. On arrache les assiettes aux trois quarts pleines avec une dextérité fabuleuse. Les vins — un blanc, un rouge, un champagne — ne reviennent pratiquement jamais deux fois. Il n'y a pas de fromage — malodorant — et pas de fruits — trop longs à peler. A ce rythme, le dîner dure une heure. On pourra toujours aller manger quelque chose de chaud rive gauche ou aux Halles en sortant. Le spectacle est agréable, l'action rondement menée, les plats assez jolis à l'œil. Mais de chère point » (6).

La réception commence ensuite. De Gaulle accueille les invités dont on lui chuchote le nom à l'oreille. « Heureux de vous connaître », est son expression préférée. Il distribuait généreusement du « Maître » jusqu'au jour où Jean-Paul Sartre, qu'il avait ainsi traité dans une lettre, déclara : « Il n'y a que les garçons de café qui m'appellent Maître ». Le général fut affreusement vexé.

En fin de soirée, une certaine fatigue peut s'emparer de lui. Il lui arriva de saluer d'un caverneux « Mes hommages, madame » l'abbé Youlou, président du Congo, qui s'approchait dans sa soutane blanche. Pour éviter de tels impairs, les soirées ont été écourtées et le Monarque se retire une demi-heure avant minuit.

2^o Le coup du lapin. — Les de Gaulle ne dînent pratiquement plus en ville. La dernière sortie privée du général semble avoir été pour Saint-Germain-des-Près : il dîna en février 67 chez son directeur de cabinet, Galichon (7). Celui-ci, qui descend d'un lieutenant du bandit Cartouche, avait séduit Mme de Gaulle pour

(6) Pierre Viançon-Ponté, *op. cit.*

(7) Dit « Cadichon », recasé depuis à la présidence d'Air France.

avoir fondé une association tendant à restaurer la tradition de la « messe de relevailles » après les couches.

On vit également, une fois, le général se rendre à la villa qu'habitait à Luzarches son fidèle Foccart. Il affola des gardeuses de vaches qui, « abandonnant leurs troupeaux, s'enfuirent comme si elles avaient eu une vision » (8). Un soir, de Gaulle se rendit inopinément chez Pompidou, quai de Béthune, pour dîner. La femme de chambre manqua s'évanouir en découvrant sur le palier l'imposante silhouette. Peut-être soucieux d'épargner de si fortes émotions à son menu peuple, le Monarque a renoncé à sortir incognito.

Un insigne honneur vaut, en revanche, à quelques privilégiés d'être invités parfois aux repas intimes que les de Gaulle prennent dans leur salle à manger privée. Libéré de l'étiquette, Charles de Gaulle laisse libre cours à son robuste appétit. Il affectionne les plats substantiels : viandes en sauce, choucroute, cassoulet, gratins épais.

L'humour qu'il montre à table est de même nature. Sa plaisanterie favorite revient chaque fois qu'il y a du lapin au menu :

— Alors, Yvonne, encore du chat !

— Voyons, Charles ! proteste rituellement la générale. Voulez-vous que je vous montre les pattes ? Je les ai fait garder.

— Ce sont toujours les mêmes qu'on me ressort, conclut finement le Monarque.

Et chaque convive de s'esclaffer.

Charles de Gaulle apprécie fort à Colombey un vacherin aux marrons qu'il appelle « le Pompidou » sans que l'on sache pourquoi. Mais seule sa délicatesse proverbiale a pu lui faire baptiser le Navarin « ragout de tête de Salan » (9).

Le Messie de Mauriac

« Tante Yvonne » tient à ce que ses poires de Colombey figurent (en compte s'il le faut) à chaque dessert. Ce sont généralement des « Cuisse Madame », des « Curé », des « Bon Chrétien d'Hiver ». Tel collaborateur de l'Elysée qui se trouve invité à partager la chère d'automne du Monarque s'entend plaindre par ses collègues : « Alors, on est de corvée de poires ? ».

3° **Ceux qui scribouillent.** — Charles de Gaulle se pique d'être un homme de lettres et met un point de coquetterie à remercier de sa main par des lettres ampoulées ses nombreux « collègues » qui lui dédicacent leurs livres. Ses égards familiers pour André Malraux tranchent avec les manières plus cassantes qu'il a pour ses autres ministres. Il a couvert d'honneurs François Mauriac qui a fait suivre sa « Vie de Jésus » d'un « De Gaulle » où se manifeste une foi analogue.

« Je veux en revenir sur ce qui est la source de tout : que de Gaulle ait cru, qu'il ait su qu'il était de Gaulle. Cela ne va pas de soi. Il y eut une fois, une seule fois, dans l'Histoire du monde, un homme qui a dit qu'il était le Messie et il n'a pas été enfermé parmi les fous. Il a été pris au mot par ses amis et



Il n'y a pas que les chrysanthèmes à inaugurer : cette belle plante est la danseuse Claude Bessy.

par ses ennemis et il continue de siècle en siècle à être pris au mot par eux » (10).

Un des regrets du Monarque est de n'avoir pu attirer à sa Cour les grands écrivains de son règne. Les littérateurs qui lui sont dévoués lui paraissent à juste titre relever l'une littérature mineure : Druon, Dutourd, Sagan, Salacrou. En revanche, les gloires littéraires consacrées (Aragon, Aymé, Camus, Green, Jouhandeau, Montherlant, Jules Romains, Sartre, etc.) se sont montrées réticentes ou franchement hostiles à son endroit quand elles ne lui ont pas préféré volontairement l'exil comme l'a fait Jean Anouilh. Charles de Gaulle prend pourtant très à cœur son titre de « Protecteur » de l'Académie française. Il s'est opposé personnellement à l'élection de Paul Morand qui ne peut évidemment être un grand écrivain français puisqu'il est tout l'opposé d'un écrivain gaulliste. En revanche, le Monarque a décliné avec hauteur l'offre que lui faisait Daniel-Rops de venir siéger sous la Coupole :

— Allons, monsieur ! Est-ce que la France peut entrer à l'Académie.

Le souci qu'a Charles de Gaulle de sa majesté lui vaut cependant une place à part dans les annales littéraires. C'est sous la V^e République qu'on a vu nombre d'écrivains reprendre place sur les bancs de la Correctionnelle. Des livres de Jacques Laurent, Jacques Perret, Jacques Isorni ont été, parmi d'autres, condamnés au pilon.

(8) « Paris-Presse », 11 février 1967.

(9) Il est vrai que les Parisiens commandent volontiers « un de Gaulle » pour avoir un vieil Armagnac (un vieillard maniaque).

(10) François Mauriac, « De Gaulle », Grasset, édit.



La confiance règne, elle aussi : prière de vous reporter à la page 47 pour voir comme un léger changement.

La justice du Monarque s'abat plus lourdement encore sur les journalistes insuffisamment voués à la gloire. Le délit d'offense au chef de l'Etat, emprunté dans de surprenantes conditions (11) à une République précédente, est puni d'amendes considérables, du retrait des décorations militaires, de la privation du droit de vote et de peines de prison. La III^e République n'avait connu que quatre poursuites de ce genre et la IV^e deux seulement : la V^e République en a déjà inscrit 430 à l'actif de sa répression judiciaire (12).

III. - DÉPLACEMENTS ET VILLÉGIATURES

1^{er} Colombey, morne plaine. — Les formes de la Reine d'Angleterre, de Mao Tse Toung et du président des Etats-Unis sont universellement connues mais les Français n'ont jamais pu entrevoir le nombril de leur Monarque. A la différence de son Premier et des autres ministres, Charles de Gaulle ne s'est jamais montré en maillot de bain. L'étiquette, plus encore que l'esthétique, en souffrirait. De toute façon, ses vacances ne le conduisent pas aux bains de mer.

Sa dernière journée à la plage remonte à l'été 1943 en Algérie. Mac Millan, futur Premier anglais, l'avait persuadé de venir se baigner avec lui à Tipasa. Il raconte dans ses Mémoires cet après-midi inoubliable : « Je me baignai tout nu dans la mer. Pendant ce

temps, Charles de Gaulle, en uniforme, képi et ceinturon, se tenait assis sur un rocher dans une attitude pleine de pompe et de simplicité ».

Avant de quitter le Pouvoir, en janvier 1946, de Gaulle prit de courtes vacances au Cap Ferrat, la plage des milliardaires, mais se contenta de quelques pas sur les rochers en manteau et chapeau sombres. Après son opération de la prostate, il fut question qu'il passe sa convalescence au château de Bregançon, le Mont Saint-Michel de la Côte d'Azur, près du Lavandou. Le ministère des Armées se hâta d'expulser les locataires et dépensa 200 millions en aménagements divers mais de Gaulle ne devait passer qu'une seule nuit, l'été suivant, au château.

« La Boisserie » fut acquise entre les deux guerres par le colonel de Gaulle à Colombey-les-Deux-Eglises, en Haute-Marne. Depuis son retour au Pouvoir, il a acquis des pâtures avoisinantes. Le climat est rude, le paysage morne, la maison laide et meublée sans goût. Le Monarque avait été séduit par la tour dénuée de style qui donne à la demeure un vague air de château. C'est dans cette tour qu'il a aménagé son cabinet de travail où il médite presque chaque dimanche et où il passe invariablement ses vacances. Il a tellement hâte de s'y retrouver que son chauffeur, Paul Fontenille, se voit constamment reprocher en route de « lambliner ». Sa vélocité ne lui en a pas moins valu d'être fait chevalier du Mérite Social.

A trois heures d'auto de Paris, le petit village de Colombey-les-Deux-Eglises est devenu un centre d'attraction touristique. Son nom lui-même n'échappe pas cependant au climat de mystification qui empreint toute la carrière de son illustre citoyen : on cherche en vain la deuxième église. Les curieux viennent de loin acheter des canifs tricolores ou des porte-clés aux diverses effigies. Il est de rigueur de visiter l'église et de s'asseoir sur le banc du général qui est naturellement disposé sous la statue de Jeanne d'Arc. Cet afflux de visiteurs, les allers et venues des journalistes, la soif des policiers, gendarmes et gardes du corps ont apporté à la localité une prospérité certaine. Seuls trois villageois inconnus s'obstinent à voter régulièrement contre leur concitoyen.

(11) « Le législateur de 1881 cherchait à protéger un président-arbitre irresponsable des actes politiques accomplis par l'exécutif. En 1967, le chef de l'Etat qui se comporte ouvertement en chef de l'exécutif et qui est en fait chef de la majorité et chef de parti ne peut prétendre à la même protection ». François Mitterrand, déposition au procès en offense au chef de l'Etat intenté à Jacques Laurent, aux éditions de La Table Ronde et à « Minute », 9 octobre 1965.

(12) Chiffre arrêté au 15 novembre 1967 et révisable chaque mois.

Il arrive au Monarque de faire quelques pas en forêt, vêtu comme pour présider le Conseil des Ministres, dans un grand concours de CRS dissimulés dans les taillis et jusque sur les branches d'arbres. Des précautions identiques sont prises sur le trajet Paris-Colombey : 3.000 hommes sont mobilisés, les routes barrées et des blocs opératoires tenus disponibles à Provins, Troyes et Chaumont avec des réserves de sang frais (groupe O positif).

2° Bains de foule. — Que ce soit à l'Elysée ou à la Boissérie, Charles de Gaulle ne parvient pas toujours à dissimuler son ennui. Au contraire, il retrouve tout son entrain lors des voyages qui lui font successivement visiter tous les départements français. Chaque étape est rituellement marquée par deux moments distincts : le discours présidentiel et le « bain de foule » où le Monarque, cerné de ses gardes du corps va serrer les mains des badauds.

Ses discours sont fréquemment marqués de fortes expressions comme celles-ci : « Je salue Fécamp port de mer qui entend le rester et le restera... Lyon est aujourd'hui plus lyonnaise que jamais... Paris restera Paris... L'Alsace est d'abord l'Alsace... Je félicite l'Auvergne d'être auvergnate ». Quant au bain de foule « il pince, tapote, caresse, frotte des doigts et de la paume au petit bonheur. Bientôt, il n'y aura plus de Français de 2 à 96 ans qui ne puisse se vanter d'avoir un jour serré la main du général de Gaulle » (13). Les gardes du corps du Monarque s'amusent souvent à une compétition amicale. C'est à qui aura serré le plus souvent dans la journée l'auguste main en se glissant parmi les personnalités présentées.

Sûrement pas le Panthéon

Les gardes du corps personnels de Charles de Gaulle, baptisés « les gorilles », sont quatre comme les trois Mousquetaires : Comiti, le chauve, est le chef. Vient ensuite Djouder (le cateheur), Sassia (le tireur) et Tessier (le boxeur). Gais lurons, les « gorilles », se permettaient certaines privautés avec les principaux personnages du Régime jusqu'au jour où Pompidou ne supporta pas d'être traité de « vieille branche ».

(13) P. Viançon-Ponté, *op. cit.*

Deux d'entre eux auraient été remerciés si les deux autres ne s'étaient solidarisés. De Gaulle n'admit pas d'être brusquement privé de son univers familial.

3° Le dernier voyage. — Au Mont-Valérien où Charles de Gaulle a fait édifier un Mémorial surmonté de la Croix de Lorraine, le guide désigne aux visiteurs la niche centrale restée vide de la nécropole : « C'est ici qu'il sera enterré ». Il s'agit effectivement d'une rumeur persistante. Les dernières volontés du Monarque figurent, en fait, dans un testament rédigé en trois exemplaires dont l'un a été confié à Gaston Palewski qui parfuma avec dévouement son cabinet de Londres. De Gaulle ne veut pas se perdre au Panthéon parmi de simples « grands hommes ». La crypte de l'Arc de Triomphe est déjà occupée. Les Invalides sont réservés aux chefs victorieux et la présence du Petit Caporal pourrait, de surcroît, porter ombrage au grand général. Le Mont-Valérien paraît donc plausible.

Une anecdote très prisée de ses ministres veut qu'à la mort de de Gaulle François Mauriac propose pieusement de l'inhumer au Saint-Sépulchre. Protestation de Pompidou : « Ah, non ! Il pourrait ressusciter ».

« Rassurez-vous, je mourrai un jour », lança une fois Charles de Gaulle au journaliste Dominique Pado qui, au nom de ses sujets impatients, se préoccupait de sa santé.

Il lui arrive de faire état de la prédiction que lui fit une gitane du temps où il était la fringante coqueluche des salons de Varsovie :

— Tu seras général, assura la voyante. Tu accèderas aux plus hautes destinées. Tu connaîtras une mort tragique, supplicié par les hommes de ton pays.

Mme de Gaulle évoque parfois la prédiction de Pologne :

— Je n'aime pas cette histoire, remarque-t-elle.

La Gitane ne pensait pourtant pas forcément aux machines infernales et aux salves. Un Monarque tel que Charles de Gaulle est exposé à connaître un ultime supplice autrement dramatique. Il peut rendre l'âme en son palais et, comme l'Histoire de France en a déjà donné le spectacle, voir le bon peuple danser aux carrefours, le soir de la funèbre nouvelle. Il peut aussi s'éteindre, déjà détroné, dans l'indifférence générale.

FIN



— Nous avons même un ancien politicien dont je tairai le nom.



Faisandé ou pas ?

*L'oiseau de Phase et le coq de bruyère,
De vingt ragouts l'apprêt délicieux
Charment le nez, le palais et les yeux.*
VOLTAIRE

CHARMER l'odorat, le faisan ? A condition de ne pas le déguster à la table de Brillat-Savarin qui recommandait de le garder « jusqu'au verdissement de l'abdomen » ! Le faisandage ne me dit rien qui vaille et je m'en tiens, fermement, au conseil de Curnonsky : « Mangez le gibier fraîchement tué. » On dit, en langage de chasseur, « au bout du fusil ».

Controverse entre le gourmand et l'hygiéniste ? Pas même ! Question de goût, tout simplement, encore qu'il ne faille pas confondre faisandage et putréfaction ainsi que l'a fort bien démontré le docteur de Pomiane. Le faisandage résulte d'une transformation des chairs sous l'influence de microbes provenant de l'intestin de l'animal. Ces microbes, dépourvus de toxicité, en différant partiellement les muscles, donnent un parfum particulier au gibier.


Mais, justement, ce parfum recherché des amateurs, nous sommes quelques gourmets à le répudier comme inutile. A l'école de Brillat-Savarin nous opposons celle de Curnonsky.

✕ ✕

Le faisan vient d'Asie et une légende veut que les Argonautes, remontant le Phase pour atteindre la Colchide, s'émerveillèrent pour la première fois du plumage de cet oiseau inconnu qu'ils ramenèrent en Grèce.

Est-ce « un mets pour les dieux » comme affirmait Voltaire ? Est-ce « une énigme dont le mot n'est révélé qu'aux adeptes » comme l'assure Brillat dans une « méditation » célèbre ? L'auteur de la « Physiologie du Goût », estimait que chaque substance a son apogée d'esculence et que quelques-unes n'atteignent à la perfection que quand elles commencent à se décomposer. Et il citait les nêfles, la bécasse et surtout le faisan.

« Ce dernier oiseau, quand il est mangé dans les trois jours qui suivent sa mort, n'a rien qui le distingue ; il n'est ni aussi délicat qu'une poularde, ni aussi parfumé qu'une caille... »

 **BRASSERIE LIPP**
Choucroute-Bière
Saucisses Francfort
Harengs Baltique
151, boulevard Saint-Germain - 548-53-91
Fermé le lundi

 **La Gauloise**
Pierre CAMBIN propriétaire
Spécialités
Lasco-béarnaises et landaises
59, av. Motte-Picquet-15^e SEG.11-64
Parking assuré

 **San Francisco**
DEJEUNERS . DINERS
"La" Gastronomie Italienne
1, RUE MIRABEAU (16^e) MUR 75-44 Fermé Lundi
Parking assuré

Shéhérazade
3, rue de Liège - TRI. 85-20
le plus ancien cabaret-restaurant russe de Paris
Roger BAURIEUX et ses tziganes
UN CADRE DES MILLE ET UNE NUITS
et une cuisine russe de Gde Tradition
TOUS LES SOIRS de 21 heures à l'aube

MARTIN-ALMA
COUSCOUS au MECHOUI
ROTI ENTIER à la BROCHE
PAELLA PASTILLA MAROCAINE
Salon élégant de 10 à 50 couverts
On livre à domicile. Ouv. tous les jours
44, r. J.-GOUJON. ELY. 28-25 et 28-78

 **LES ARETES**
165, Bd Montparnasse. DAN.23-98
DEJEUNERS D'AFFAIRES. DINERS
Un vrai restaurant de poissons...
SPECIALITES VENDEENNES
SOUPERS après spectacle
ouvert tous les jours

LOTUS D'OR
HAUTE GASTRONOMIE
CHINOISE
50, r. St André-des-Arts, DAN. 47.10

VAGENENDE
142, bd Saint-Germain
AUTHENTIQUE CADRE 1900
Tous les jours
4 SPEC. GASTRONOMIQUES
Fondue bourguignonne
FRUITS DE MER
SOUPERS après spectacle
jusqu'à 2 h du matin
Rés. : DAN. 68-18

Chez Proust CASSOLET
FOIE GRAS
CHEZ VOUS : sur commande
OUVERT après le SPECTACLE
T. I. J., 68, r. des Martyrs-9^e. TRU. 43-31

Est-ce pour cela que les mauvaises langues assuraient que Brillat-Savarin se promenait, au Palais, une bécasse dans les basques de sa redingote, afin de « la faire » ? C'est probablement une légende et l'amoureux de Mme Récamier se parfumait d'autres arômes. Mais enfin notons qu'il n'entend plumer le faisan qu'au changement de couleur du ventre de l'oiseau. Et qu'il se régale du « faisan étoffé », recette exemplaire où le faisan est farci de la chair de deux bécasses elles-mêmes faisandées, et rôti sur des tranches de pain tartinées des entrailles desdites bécasses.

✂ ✂

Les restaurants voués au gibier ne sont pas communs à Paris, et il semble que les amateurs soient moins nombreux. Il est vrai que le chasseur prolifère et qu'après l'ouverture, il se sert du gibier comme d'un cadeau. Cela devient commun de recevoir un faisan, un lièvre et quelques perdreaux d'un ami, d'une relation. Je connais même des familles où, dès novembre, on redoute le lundi matin : « Pourvu que les Durand ne nous envoient pas un lièvre ! » ou « Faites que les Dupont n'aient pas été en Sologne hier, ils vont encore nous faire porter un faisan ! »

C'est peut-être aussi que la ménagère ne sait en varier les recettes. Rôti tout simplement, il est souvent sec à qui ne sait pas qu'il est bénéfique de le farcir de quelques petits suisses. Stanislas Leczinski, beau-père détroqué, n'avait plus d'autre activité que gourmande et c'est pourquoi sans doute on lui doit de nombreuses recettes y compris l'ali-baba, devenu baba tout court. Son faisan à la Leczinski ressemble fort au faisan « étoffé » de Brillat-Savarin. Sa farce est faite de chair de bécasses, d'entrailles de bécasses, de foies de canards, de six onces (180 g) de graisse de jambon de Mayence, le tout mouillé de vin blanc de Moselle.

Je me souviens d'un faisan Souvarow flanqué de cailles servi un soir chez Prunier, pour l'anniversaire de Cur. Une goélette capitane n'a pas plus de fierté, entrant dans le port suivie de

ses prises de guerre. Les cailles dodues, de chair parfumée (cailles « vraies » et non de ces semble-gibier que sont les cailles d'élevage), semblaient les tritons de ce dieu de haut bord, bourré d'une odorante cargaison de truffes, enrichi de foie gras jusqu'au fond des soutes. Un parfum subtil, pénétrant, admirable, enveloppa soudain les convives aux narines palpitantes et le Prince ému, d'un geste de prélat de gueule, demanda une seconde de silence.

Une seconde pas plus : il faut savoir manger lorsque le plat est chaud !

Le salmis de faisan à la Laguipière est, lui aussi, de ces plats « construits » autour du faisan.

✂ ✂

Mais voici le mot salmis prononcé. Est-ce un ragoût ? L'autre année un chef tourangeau s'indigna de la comparaison, invoquant l'autorité d'Urbain Dubois, l'auteur de « La Cuisine Classique » qui précisait : « Les gibiers employés — en salmis — ne doivent jamais bouillir. » Les querelles culinaires sont féroces et sans merci. L'oiseau de Phase en ragoût, de Voltaire, devait être un salmis, et pourtant Raymond Oliver n'hésite pas à assimiler « pratiquement » le salmis à un civet.

Or le Littré est formel : civet = ragoût.

Le mot salmis vient de salmigondis. Ce fut à l'origine un ragoût de restes. Le dictionnaire de l'Académie des Gastronomes en conclut que le salmis, son dérivé, est une préparation « soigneuse » de gibier d'abord incomplètement rôti.

Nous voici loin du faisandage, et proche encore pourtant, car un salmis de faisan comme un faisan Souvarow ne valent qu'à partir d'un animal fraîchement tué, trois jours au plus.

C'est du moins mon avis. Mais s'il en est que la gastronomie rend féroces, ma gourmandise me fait débonnaire. Et levant mon verre de Romanée-Conti 1949 (un vin qui me paraît convenir au gibier), je vous conseille de manger votre gibier pourri si l'estomac vous en dit.

Mais ne m'invitez pas, s'il vous plaît !

AU VIEUX PARIS de Notre-Dame

24, rue Chanoinesse (IV*) - Odé. 91-36 - Fer. Dim.
UNE ÉTAPE GASTRONOMIQUE
Cuisse de Grenouilles - Coquilles Saint-Jacques
Tarte aux Oignons - Pied de Mouton
PARKING ASSURÉ



RASPOUTINE

Le Restaurant Cabaret Russe
des Champs Élysées

Dans un décor comme on croit en rêver,
vous passerez une soirée de boyard...

tous les soirs de 21h à l'aube
58, rue Bassano ELY: 04-31

A L'ALLIANCE

CHEZ THÉRÈSE ALBAN

Ris de veau aux morilles - Poulet sauté
au vinaigre - Côte de veau sous la cendre
et le « Bouribou » (canard au sang).

13, r. Vivienne (M^o Bourse). CEN. 44-48
FMX : 30 F - Fer. Dim.

Chez ODILE

124, rue de Grenelle - 7^e - INV. 77-23

Une femme aux fourneaux présente
ses remarquables FRUITS DE MER
GRATIN de LANGOUSTE - FRICASSÉE
de ROGNONS aux GIROLLES - ESTOUF-
FADE de BŒUF aux MORILLES.

Fermé Dimanche

auberge de chamonix

CRÊPES DE HOMARD - CANARD A L'ORANGE
DÉLICE SAVOYARD - ROGNONS FLAMBÉS
HUITRES AU CHAMPAGNE

Le soir, ses dîners aux chandelles
avec des petits plats amusants
Selons 10 à 50 couv. G. HABERT, pr.
17, rue de Ponthieu. ELY. 19-39. F. dim



Le S^t VINCENT

145 Bd. MONTPARNASSE
DAN. 63-39 * Parking
Spécialités et Crus
du BEAUJOLAIS
FRUITS DE MER
TOUS LES JOURS JUSQU'À 2h. du MATIN



L'AUBERGE ESPAGNOLE DE PARIS

LA VENTA

DINER-SPECTACLE Cuadro Flamenco
33, R. GUÉNÉGAUD DAN 69 83 (F. dimanche)



L'AUBERGE ESPAGNOLE DE PARIS

LA VENTA

DINER-SPECTACLE Cuadro Flamenco
33, R. GUÉNÉGAUD DAN 69 83 (F. dimanche)



EL CATALAN

LE FLAMENCO DE PARIS

Dîner-spectacle
et bar avec concert
CHANT DANSE et GUITARE
MENU : 38 F TOUT COMPRIS et à la CARTE
16, r. des Grands-Augustins (6^e). DAN. 46-07

LA CRIGNOTIERE

A 20 h 30 : une bonne table...
A 22 h 30 : un excellent spectacle
Menus : 62 F (vin à disc.) et 84 F
(Champ. à disc. dans ces deux menus,
le service est également compris)
Consultez-nous pour vos banquets, récept.
29, rue Mazarine, ODE. 81-58, sal. clim. F. D.

LIBRAIRIE DU CRAPOUILLOT

3, place de la Sorbonne - Paris 5^e
Chèque Postal : 417-26 Paris - Téléphone : 033-87-91

DISPERSION DE LA BIBLIOTHÈQUE DE JEAN GALTIER-BOISSIÈRE

OUVRAGES DE JEAN GALTIER-BOISSIÈRE

- Loin de la Rifflette.** In-12 br. éd. or un des 25 ex. num. sur vélin pur fil avec un env. autog. de J.G.B. à sa mère (Crès 1921). De toute rareté ... 150,00
- La Fleur au Fusil.** In-12 br. un des 2 ex. H.C. éd. or. sur japon avec un env. autog. de J.G.B. à sa mère (Baudinière 1928). De toute rareté ... 180,00
- La Belle Amour.** In-4^e carré br. (18 x 23) ill. de 16 ravissantes aquarelles de Dignimont. Ed. or. 1943 num. sur vélin avec un bel env. autog. de J.G.B. 150,00
- La Belle Amour.** In-4^e carré br. (18 x 24) sous couv. en couleurs ill., réédition spirituellement ill. par Jean Oberlé ex. sur vélin avec un env. autog. de l'illustrateur à J.G.B. « A mon vieux Jean en souvenir d'un quart de siècle de picolage et de méditation. Jean » (Gründ 1945) 100,00
- La Fleur au Fusil.** Gd. in-4^e carré br. (20 x 28) avec des ill. en couleurs de Pierre Falké. Un des 12 ex. nominatif sur japon « imprimé spécialement pour J.G.B. ». Cet ex. comporte une suite en couleurs des ill. de Pierre Falké. Sur la première page, un env. autog. de l'illustrateur à J.G.B. (Trémois 1946). On joint une très émouvante lettre de 4 pages écrite du front de J.G.B. à son père. L'ensemble 300,00
- Le manuscrit de « Mon Journal dans la Drôle de Paix »** (Janvier 1945- juillet 1948) 120 p. d'une écriture serrée sur papier écolier bleu grand format. On joint le livre en éd. or. num. sur Marais avec un env. autog. (1947) ... 200,00
- Trois Héros,** roman de l'Occupation. In-12 br. éd. or. 1945 un des 100 ex. num. sur vélin avec un env. autog. très intime de J.G.B. 60,00

ROMANTIQUES

- Voyage où il vous plaira.** Gd. in-8^e (19 x 28) par Tony Johannot, Alfred de Musset et P.-J. Stahl, sous une belle rel. mod. demi-marquise cerise à coins. (Paris, Hetzel 1843). Ex. très fra's 100,00
- Jules Verne : De la terre à la lune,** trajet direct en 97 h 20, in-8^e (17 x 27) sous rel. demi-toile noire, pièce de titre au dos. Ouvrage ill. de 41 dessins et une carte par de Montaut (Hetzel vers 1867) 40,00
- Les Mille et Une Nuïts,** contes arabes traduits en français par Galland-2 vol. in-8^e (20 x 27) sous rel. demi-chagrin cerise, dos à nerfs ornements romantiques comprenant 421 ill. de l'ép. impr. sur 2 col. (es plats du tome II sont un peu usag. Les dos sont en bon état) (Paris 1866). Les 2 vol. 120,00
- Alphonse Daudet : La Belle Nivernaise.** In-8^e (18 x 27) sous bel. rel. demi-chagrin grenat, dos à nerfs orné de fleurons. Ed. originale ill. de grav. de l'ép. (Paris, Marpon 1886) 80,00

- Les Types de Paris.** Fort in-4^e carré (23 x 28) sous rel. demi-chagrin marine à coins, dos à nerfs, ill. de charmants dessins en noir et en couleurs de Raffaëlli. 1er tirage (Ed. du Figaro 1889) 200,00
- Textes par Edmond de Goncourt, Alphonse Daudet, Emile Zola, Henry Gréville, Guy de Maupassant, Paul Bourget, J.-K. Huysmans, Gustave Geffroy, Stéphane Mallarmé, Ajalbert, Félicien Champsaur, Octave Mirbeau, Henry Cèard, J.-H. Rosny, Jean Richépin, etc. Ouvrage rare et recherché.
- Œuvres illustrées de Balzac.** In-8^e (22 x 29) imp. sur 2 col. ill. de nomb. grav. de l'ép. sous rel. demi-toile (dos recol.) 30,00
- Modeste mignon - L'héritière de Birage - Eugénie Grandet - La femme de 30 ans - La Grenadière - Le colonel Chabert.

PUBLICATIONS DIVERSES

- Jean Mace et P.-J. Stahl : Magasin d'Éducation et de Récréation.** Un fort vol. sous rel. demi-basane (usag.) (16 x 20) 1re année de cette très rare publication parue chez Hetzel, contenant « Les aventures du Capitaine Hatteras » par Jules Verne et des textes de Jean Mace, Comte de Gramont, Mme de Maintenon, P.-J. Stahl, Andersen, Mme Desbordes-Valdore, etc. Ill. de dessins des meilleurs artistes de l'époque. Bel état intérieur. Année 1864/65 (par erreur le second semestre a été relié avant le premier) 50,00
- La Baïonnette.** Du n° 1 : 8 juillet 1915 au n° 52 : 2 juillet 1916. Les 52 numéros sous carton. (tr. usag.) Célèbre journal ill. par les plus grands dessinateurs de l'époque : Léandre, Willette, Ibels, Huard, Iribe, Cappelletto, Mac Orlan, Léo Larquier, Gus Bofa, Métivet, Poulbot, etc. et des textes de Capus, Mac Orlan, Léo Languier, Curnonsky, Hervieu, etc. Très recherché 120,00

PUBLICATION ALLEMANDE:

- Der Querschnitt.** Célèbre publication allemande d'avant-garde satirique, littéraire et artistique, admirablement ill. de photog. très originales et de dessins et caricatures des plus grands artistes de tous les pays : Maillol, Picasso, Chagall, Derain, Grosz, Cocteau, Panaggi, Touchagues, Gromaire, Fritz-Kurz, etc. Textes de René Crevel, Epstein, Chaplin, Tristan Tzara, M. Ray, Philippe Soupault, Dan Beroman, etc. 1925 : 1 n° 1926 : 11 nos (sur 12) 1927 : 9 nos 1928 : 4 nos 1930 : 1 n° 1931 : 1 n° 1932 : 4 nos 1933 : 4 nos Les 35 numéros (ensemble) 120,00

PUBLICATIONS DADA

- Z 1,** Directeur : Paul Dermée avec la collab. de P. Dermée, Ribemont-Dessaigne, T. Tzara, Georges Ferré, André Breton, Louis Aragon, Paul Eluard, etc. (1920). De toute rareté ... 120,00
- Le Coq n° 2** avec la collab. de Cocteau, Radiguet, P. Poulenc, Erick Satie, G. Auric, etc. (juin 1920). Rare ... 70,00

ILLUSTRÉS DIVERS

- Chroniques de l'œil-de-bœuf** (des petits appartements de la Cour et des Salons, de Paris sous Louis XIV, la Régence, Louis XV et Louis XVI) par G. Touchard-Lafosse. Nouv. éd. augmentée du règne de Louis XIII. Fort in-8^e en 2 parties de 650 p. (21 x 30) impr. sur 2 col. avec de tr. nomb. ill. par Janet-Lange (Le Panthéon Populaire) sous rel. (fat.) demi-basane verte (une coupure sur les 30 premières pages, mais ouvrage bien complet et en assez bon état) (Paris, Gustave Barba) 80,00
- Recueil célèbre** écrit entre 1829 et 1833, foisonnant en renseignements historiques et en anecdotes scandaleuses sur la Cour de France de Louis XI à Louis XVI, tiré - avec quelque liberté - des mémoires du temps. Ouvrage amusant et très recherché.
- Beaumarchais : Œuvres complètes,** précédées d'une notice sur sa vie et ses œuvres par N. Saint-Marc Girardin. In-8^e (19 x 26) sous bel. rel. d'ép. demi-chagrin vert, dos à nerfs, ornements romantiques (plats frottés, petite déchirure en rond aux deux premières pages de la notice). (Paris, Firmin-Didot, 1856) 60,00
- Civils et militaires.** Histoires naturelles : texte et dessins par Emile Durandea avec une préface de Théodore de Banville. In-12 br. (d. c.) (Paris, Tresse et Stock, 1886) 20,00
- Emile Testard : Jambes folles.** Préface par Arsène Houssaye. In-8^e br. avec d'amusantes ill. de Joseph Roy (déb. bel état intérieur) (Paris, Laurent 1886) 20,00
- Les demi-cabots.** Le café-concert - Le Cirque - Les Forains - In-4^e carré ill. par H.G. Ibels. Textes de Georges d'Espagnès, André Ibels, Maurice Lefèvre, Georges Montorgueil. (Paris, Charpentier 1896) 15,00
- Octave Mirbeau : Le Calvaire.** In-12 carré sous tr. bel. rel. demi-marquise noir. Ouvrage joliment ill. par Jean-not (Ollendorff 1901). Très bel ex. ... (La rel. seule vaudrait plus de 100,00 francs.)
- Merimée : Le Carrosse du Saint-Sacrement.** In-4^e carré ill. de grav. sur cuivre par Mily Possoz. (« Au sans pareil », 1928) 20,00

...ET N'OUBLIEZ PAS QU'EN DEHORS DES OUVRAGES EN OCCASION LA LIBRAIRIE DU CRAPOUILLOT PEUT VOUS FOURNIR TOUS LES OUVRAGES EN VENTE COURANTE QUE VOUS DESIREZ.



trouvez votre place au soleil

VERTS PAYSAGES ET SOLEIL DORÉ

Antilles, Atlantique sud, Afrique, Nil, Madère : séjours, croisières, circuits pays chauds, aux rivages toujours verts, aux floraisons exultantes.

Suggestion : NOEL ET JOUR DE L'AN EN MER. 15 jours à bord de l'Ancerville. Maroc-Canaries-Dakar-Madère, à partir de F. 1.840

BLANCHES NEIGES ET SOLEIL DORÉ

Remontez les pentes, descendez les pistes, dorez-vous au soleil, dansez, amusez-vous, retrouvez le bonheur dans les stations grisantes d'Allemagne, d'Autriche, de Suisse, d'Italie ou bien dans toutes les stations de neige des Alpes, des Vosges, du Massif Central et des Pyrénées.

Suggestion : MONTANA VERMALA (1500 m) Valais, de Paris à Paris, 10 jours, à partir de F. 580.

BLEU CIEL ET SOLEIL DORÉ

100 circuits aériens intercontinentaux avec escales-séjours en Afrique, en Amérique du Sud, en Asie, en Orient (où le soleil se lève ... et dore votre voyage).

Suggestion : MAROC-VILLES IMPERIALES, de Paris à Paris, 12 jours, à partir de F. 1.745.

ET MILLE IDÉES-SOLEIL dans les documents spécialement élaborés à l'intention de vos vacances d'hiver et offerts gracieusement par les Agences de Voyages WAGONS-LITS//COOK.



à Paris : 14, Boulevard des Capucines 742.91.79 • 2, Place de la Madeleine 073.40.40 • 264, Boulevard Saint-Germain 705.28.10 • 43 ter Avenue Pierre-1^{er}-de-Serbie 225.57.70 • 14, rue Guichard 870.89-10 • 6, rue Paul Cézanne 225.68.12 • 139, Avenue Victor-Hugo 704.68.70 • 6, Boulevard des Capucines Drugstore Opéra 073.51.85 • 142, Boulevard du Montparnasse 326.07.17 • 6, Boulevard Voltaire 355.53.30 • à Neuilly : 133, Avenue du Roule 722.01.33 et dans les principales villes de province.



bon gratuit

NOM

CR

ADRESSE

désire recevoir gracieusement les documents NEIGE ET SOLEIL - VOYAGES A TRAVERS LE MONDE



KLM vous propose de découvrir le monde sans en faire le tour. Comment ?

En visitant l'Afrique du Sud : 17 jours, 4 095 F



Entre Paris et Paris, la plus belle escale que vous puissiez faire, c'est l'Afrique du Sud : un périple de 17 ou 20 jours, organisé par la compagnie aérienne spécialiste de l'Afrique du Sud : KLM

Ce qui, en définitive, ne vous coûtera guère plus cher que des vacances banales dans une station traditionnelle : à partir de 4 095 F tout compris.

Mais que de choses vous découvrirez : en fait, le monde entier, puisque tous les paysages du monde se rencontrent là-bas en un singulier contraste.

D'abord, Pretoria, la ville aux 60 000 jaracandas, ces arbres qui s'épanouissent en voûtes mauves par-dessus 80 boulevards. Étaient-ils déjà plantés lorsque les Boers défendaient les Ports de Klapperkop et de Sorskop dont les vestiges sont à voir ? Ou bien datent-ils seulement de 1905 lorsque le 26 janvier fut découvert à Diamond Premier le plus gros diamant du monde, le Cullinan : 3024 carats 3/4 ?

Ensuite Le Cap et la Péninsule du Cap (d'où les robustes Voortrekkers s'élancèrent à la conquête de l'intérieur). Votre première vision sera la majestueuse Montagne de la Table qui domine la ville. Tout au long des 150 km de la côte vous rencontrerez quelques unes des plus belles plages du monde, vous dégusterez

dans des celliers centenaires des vins généreux et fruités qui préluderont à un exquis déjeuner de fruits de mer, vous passerez l'après-midi dans une crique et la soirée dans un cabaret typique. Vous ne manquerez pas non plus les vendeurs de fleurs et le Coon's Carnival, le Carnaval Bantou. Et après une incursion dans la réserve naturelle, vous vous arrêterez à l'extrême pointe du Cap : ici se rencontrent - et parfois s'affrontent en de titanesques tempêtes - deux océans.



Elizabeth, surnommée "Ville amicale", tant elle est accueillante... même avec son parc aux serpents : 425 espèces ultravenimeuses.



Après avoir séjourné 48 heures à Durban - son marché indien, son Festival Shendé, ses plages style Miami - et exploré la Vallée des Mille Collines, l'une des formations géologiques les plus surprenantes du monde - vous consacrerez 6 jours au Parc National Kruger. Sur ses 19 000 km²... la plus vaste collection d'animaux sauvages du globe : de l'antilope duiker rouge à l'hippopotame de 3 tonnes. 12 000 buffles, 2 400 éléphants, 1 100 lions, 180 000 impalas... à portée de vos caresses, si vous osez. Des savanes, des forêts, des couleurs, la brousse, les baobabs géants... Pour vous héberger et vous recevoir, des bungalows somptueusement aménagés, des restaurants.

Munissez - vous non de fusils, mais de caméras.

Enfin après Johannesburg (les danses des mineurs indigènes - le Jardin des Fleurs Sauvages) et Victoria Falls (les légendaires Chutes du Zambèze, infiniment plus spectaculaires que celles du Niagara), vous regagnerez Paris.

Au total, une masse fabuleuse de visions insolites et de plaisirs inconnus. Un kaléidoscope de paysages à vous couper le souffle et de visages que vous n'oublierez jamais. 5 000 km qui vous sembleront très courts... des hôtels de grand luxe, des repas pimentés de spécialités locales, du bruit et du calme, du réalisme et de la poésie, du charmant et de l'inquiétant, du soleil, des plages, du sport... bref : l'Afrique du Sud... le monde entier sur 1 200 000 km² : 2 fois la France.



N'êtes-vous pas tenté ?

Si oui, dépêchez-vous : bientôt il sera peut-être trop tard.

Voyez aujourd'hui même votre Agence de Voyages ou KLM : à Paris 36 bis, av. de l'Opéra ou 100, av. des Champs-Élysées - à Lille 15, place Richebé - à Lyon 6, place des Jacobins - à Nice aéroport.



Veuillez me faire parvenir, sans engagement de ma part :

- votre programme de voyages en Afrique du Sud et en Rhodésie
- votre documentation sur l'Afrique du Sud
- votre programme complet de voyages en 1968

Je désire par ailleurs recevoir régulièrement vos horaires.

NOM. Prénom.

ADRESSE

..... Profession.

A découper et retourner à : KLM 36 bis av. de l'Opéra - PARIS

